

EVIDENCE

TORONTO, Wednesday, September 21, 2022

The Standing Senate Committee on Human Rights met this day at 9:10 a.m. [ET] to examine such issues as may arise from time to time relating to human rights generally.

Senator Salma Ataullahjan (Chair) in the chair.

[*English*]

The Chair: Honourable senators, I am Salma Ataullahjan, senator from Toronto, and the chair of this committee. Today we are conducting a meeting of the Standing Senate Committee on Human Rights, and I would like to take this opportunity to introduce my colleagues and senators who are participating in this meeting. We have Senator Arnot from Saskatchewan, Senator Gerba from Quebec, and Senator Oh from Ontario.

Having held two meetings in June in Ottawa, today we continue our study on Islamophobia in Canada under our general order of reference. Our study will cover, among other matters, the role of Islamophobia with respect to online and offline hate of violence against Muslims, gender discrimination, as well as discrimination in employment, including Islamophobia in the federal public service. Our study will also examine the sources of Islamophobia, its impact on individuals, including mental health and physical safety, and possible solutions and government responses.

We are pleased to be here in Toronto and to hear from witnesses about Islamophobia in this part of the country. This is the fourth of our public hearings outside of Ottawa. Two weeks ago, we were in Vancouver and Edmonton, and yesterday, we were in Quebec City.

Let me provide some details about our meeting today. This morning we shall have two one-hour panels with a number of witnesses who have been invited. In each panel, we shall hear from the witnesses, and then the senators will have a question-and-answer session. There will be a short break around 11:00 a.m.

Now I shall introduce our first panel of witnesses. Each witness has been asked to make an opening statement of five minutes. We shall hear from all witnesses and then turn to questions from senators. And witnesses, I ask you to respect the five minutes. I don't like to interrupt people, but sometimes I have to just, you know, because you'll raise issues that the senators will want to question, so we want enough time for that.

TÉMOIGNAGES

TORONTO, le mercredi 21 septembre 2022

Le Comité sénatorial permanent des droits de la personne se réunit aujourd'hui, à 9 h 10 (HE), pour examiner les questions qui peuvent être soulevées relativement aux droits de la personne en général.

La sénatrice Salma Ataullahjan (présidente) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

La présidente : Chers collègues, je suis Salma Ataullahjan, sénatrice de Toronto et présidente du Comité sénatorial permanent des droits de la personne. Aujourd'hui, notre comité se réunit, et j'aimerais profiter de l'occasion pour présenter mes collègues et sénateurs qui participent à cette réunion. Nous comptons parmi les nôtres le sénateur Arnot, de la Saskatchewan, la sénatrice Gerba, du Québec, et le sénateur Oh, de l'Ontario.

Après avoir tenu deux réunions en juin à Ottawa, nous poursuivons aujourd'hui notre étude sur l'islamophobie au Canada dans le cadre de notre ordre de renvoi général. Notre étude portera, entre autres, sur le rôle de l'islamophobie en ce qui concerne la haine et la violence en ligne et hors ligne contre les musulmans, la discrimination fondée sur le sexe, ainsi que la discrimination en matière d'emploi, y compris l'islamophobie dans la fonction publique fédérale. Notre étude portera également sur les sources de l'islamophobie, ses répercussions sur les personnes, y compris pour la santé mentale et la sécurité physique, ainsi que les solutions et les interventions gouvernementales possibles.

Nous sommes heureux d'être ici à Toronto et d'entendre des témoins au sujet de l'islamophobie dans cette région du pays. Il s'agit de la quatrième de nos audiences publiques à l'extérieur d'Ottawa. Il y a deux semaines, nous étions à Vancouver et à Edmonton, et hier, nous étions à Québec.

Permettez-moi de vous donner quelques détails sur notre réunion d'aujourd'hui. Ce matin, nous accueillerons pendant une heure deux groupes comptant un certain nombre de témoins qui ont été invités. Dans chaque groupe, nous entendrons les témoins, puis les sénateurs poseront des questions. Il y aura ensuite une courte pause vers 11 heures.

Je vais maintenant présenter notre premier groupe de témoins. Chaque témoin a été invité à faire une déclaration préliminaire de cinq minutes. Nous entendrons tous les témoins, puis nous passerons aux questions des sénateurs. Chers témoins, je vous demande de respecter les cinq minutes. Je n'aime pas interrompre les témoins, mais je dois parfois le faire, vous savez, puisque vous soulevez des questions au sujet desquelles les

So, from the Muslim Educators Network of Ontario, we have Omar Zia, who is an educator, and Rizwana Kaderdina who is an educator. Then we have Rabia Khokhar, teacher and equity and education consultant, and from the Ahmadiyya Muslim Jama'at, we are waiting for Safwan Choudhry, who is stuck in traffic, to join us. So, now I invite Omar Zia to make your presentation.

Omar Zia, Educator, Muslim Educators Network of Ontario: Thank you and thank you for inviting me to be here. I'll begin by recognizing that the land that we're situated on, that I'm a settler on stolen land, to set the context. Thank you for inviting me to speak to this topic of Islamophobia.

A Muslim student sits in class and is taunted by his peers who ask him if he's ever eaten pork and how much he is missing out on gelatin marshmallows. "Oh, you must be one of those halal-only guys," they taunt. The student approaches a classroom teacher to self-advocate against the bullying and Islamophobia. The teacher sighs and tells him he'll just have to learn how to live with it.

A Muslim female student comes to school wearing hijab. Through the first two months, she is teased by boys in her class who ask her questions such as, "Do you have any hair under there?" and "I think she's bald." The teacher clearly hears the chatter but does nothing to address it. A few months later, the female student removes her hijab. This student then notices one of the male bullies with his mother, who is actually wearing the hijab.

A professional learning day occurs on a Friday. There are no students in the building. A Muslim teacher lets the principal know he'll be needing to leave for 15 minutes to perform the Friday prayer. The principal refuses, then questions, and then says she'll first have to check with the superintendent.

A female Muslim teacher is visiting a school to attend a professional learning opportunity. She asks a colleague for a quiet room to complete her afternoon prayer. The colleague scoffs at her and retorts, "Why couldn't you just pray at home? Why do you have to pray here?"

A Muslim student is in class when a teacher is teaching history and decides to speak about 9/11. She says the attack was carried out by Islamic terrorists and that Osama bin Laden is an Islamic terrorist. The student writes a private note to the teacher about how she was harmed by the teacher's comments because she is

sénateurs voudront vous interroger, et nous devons prévoir assez de temps pour le faire.

Donc, du Muslim Educators Network of Ontario, nous accueillons Omar Zia, éducateur, et Rizwana Kaderdina, éducatrice. Ensuite, nous accueillerons Rabia Khokhar, enseignante et consultante en équité et en éducation, et de l'Ahmadiyya Muslim Jama'at, nous attendons que Safwan Choudhry, qui est coincé dans la circulation, se joigne à nous. J'invite maintenant Omar Zia à présenter son exposé.

Omar Zia, éducateur, Muslim Educators Network of Ontario : Merci de m'avoir invité. Je vais commencer par reconnaître que la terre sur laquelle nous nous réunissons, en déclarant que je suis un colon sur des terres volées, pour établir le contexte. Je vous remercie de m'avoir invité à parler de l'islamophobie.

Un étudiant musulman s'assoit en classe et se fait taquiner par ses pairs qui lui demandent s'il a déjà mangé du porc et si cela ne lui manque pas trop de ne pas pouvoir manger de guimauves. « Tu ne manges uniquement halal », se moquent-ils. L'étudiant s'adresse à un enseignant pour qu'il le défende contre l'intimidation et l'islamophobie. L'enseignant soupire et lui dit qu'il n'a qu'à apprendre à vivre avec les moqueries.

Une étudiante musulmane se présente à l'école avec un hidjab. Au cours des deux premiers mois, elle est taquinée par des garçons de sa classe qui lui posent des questions comme « As-tu des cheveux en dessous? » et « Je pense qu'elle est chauve. » L'enseignant entend clairement les moqueries, mais ne fait rien pour les régler. Quelques mois plus tard, l'étudiante enlève son hidjab, mais elle reconnaît ensuite l'un des intimidateurs masculins avec sa mère, qui porte le hidjab.

Une journée d'apprentissage professionnel a lieu un vendredi. Il n'y a pas d'étudiants dans l'immeuble. Un enseignant musulman informe la directrice de l'école qu'il devra partir pendant 15 minutes pour la prière du vendredi. La directrice refuse, puis elle pose des questions, et dit qu'elle devra d'abord vérifier auprès du surintendant.

Une enseignante musulmane visite une école pour assister à une journée d'apprentissage professionnel. Elle demande à un collègue de lui indiquer une salle tranquille pour sa prière de l'après-midi. Le collègue se moque d'elle et réplique : « Pourquoi ne pourriez-vous pas simplement prier à la maison? Pourquoi devez-vous prier ici? »

Une étudiante musulmane est en classe lorsqu'une enseignante d'histoire décide de parler du 11 septembre. Elle dit que l'attaque a été perpétrée par des terroristes islamiques et qu'Oussama ben Laden est un terroriste islamique. L'étudiante écrit une note en privé à l'enseignante sur la façon dont elle a été

Muslim, and terrorism has nothing to do with Islam. The teacher writes back and says, "Should I disregard his Muslim background?"

Islamophobia has a foothold in our educational institutes. They exist as bullying, as hate, and is rarely recognized or addressed as racism. We must recognize that the source of Islamophobia in our great nation is a lack of education on Muslims in our school systems. What can the federal government do to stamp out Islamophobia in schools? And so, I have a few points to share.

Number one, in order for faith-based identities to be included and supported, we must first de-centre Christianity in our systemic norms. We must make space for a multi-faith point of view in our systems. For example, in the Ontario Education Act, section 264, it limits the concept of "morality" to Judeo-Christian values. This exclusive clause implies that the concept of morality in other faith groups are either non-existent or does not meet the threshold.

Number two, supporting Muslim-identifying students means ensuring all provincial boards of education, as well as private schools, provide the following: a prayer accommodation policy for daily prayers and Friday prayers, and resources for students to create a Muslim Student Association club, much like the Gay-Straight Alliance or the Black Student Association.

Number three, every province must mandate their board of education to create an anti-Islamophobia strategy. This includes boards and schools where there may not even be any Muslim students attending because Islamophobia is not a Muslim problem, it is a Canadian problem. Through education across our nation, we can eliminate this form of racism. The strategy must include the following four elements:

Number one, hiring Muslim teachers because representation makes a difference. For example, some boards in Ontario use section 14 of the Ontario Human Rights Code to hire Black and Indigenous teachers.

Two, revision of the curriculum with questions such as "How do Muslim students experience schooling? How do Muslim students see themselves in curriculum and curricular resources?" For example, do the science and math curriculum explicitly share the contributions of Muslims to humanity on a global scale? How do the history books represent Muslim societies? What

blessée par les commentaires de l'enseignante parce qu'elle est musulmane et que le terrorisme n'a rien à voir avec l'islam. L'enseignante répond : « Devrais-je faire abstraction de ses origines musulmanes? »

L'islamophobie est ancrée dans nos établissements d'enseignement. Elle se manifeste sous forme d'intimidation, de haine et elle est rarement reconnue ou traitée comme une forme de racisme. Nous devons reconnaître que la source de l'islamophobie dans notre grand pays est le manque d'éducation au sujet des musulmans dans nos systèmes scolaires. Que peut faire le gouvernement fédéral pour éradiquer l'islamophobie dans les écoles? J'ai ici quelques idées dont j'aimerais vous faire part.

Premièrement, pour que les identités fondées sur la foi soient incluses et soutenues, nous devons d'abord faire en sorte que le christianisme ne soit plus au centre de nos normes systémiques. Nous devons faire place à un point de vue multiconfessionnel systémique. Par exemple, l'article 264 de la Loi sur l'éducation de l'Ontario limite la notion de « morale » aux valeurs judéo-chrétiennes. Cette clause d'exclusion laisse entendre que la notion de morale dans d'autres groupes confessionnels n'existe pas ou ne répond pas au critère établi.

Deuxièmement, pour aider les élèves qui s'identifient aux musulmans, il faut veiller à ce que tous les conseils scolaires provinciaux, ainsi que les écoles privées, offrent une politique d'accès pour les prières quotidiennes et les prières du vendredi, et des ressources pour permettre aux étudiants de créer une association des étudiants musulmans, comme l'alliance gaï-hétéro ou l'association des étudiants noirs.

Troisièmement, chaque province doit obliger son conseil scolaire à créer une stratégie contre l'islamophobie. Cela comprend les conseils et les écoles où il n'y a peut-être même pas d'élèves musulmans parce que l'islamophobie n'est pas un problème musulman, mais bien un problème canadien. Grâce à l'éducation partout au pays, nous pouvons éliminer cette forme de racisme. La stratégie doit comprendre les quatre éléments suivants :

Premièrement, embaucher des enseignants musulmans parce que la représentation fait une différence. Par exemple, certains conseils scolaires de l'Ontario invoquent l'article 14 du Code des droits de la personne de l'Ontario pour embaucher des enseignants noirs et autochtones.

Deuxièmement, la révision du programme au moyen de questions telles que « Comment les élèves musulmans vivent-ils l'expérience de l'école? Comment les étudiants musulmans se perçoivent-ils dans les programmes et les ressources pédagogiques? » Par exemple, le programme de sciences et de mathématiques fait-il part explicitement des contributions des

conversations are happening in class to support Muslim students and celebrate Muslim brilliance and experience and joy? Or are Muslims only defined through the lens of terrorism, alienation, and othering?

Three, an emphasis on the mental health impact on Islamophobia: direct trauma to Muslim students and indirect trauma to non-Muslim students. For example, a white Christian student who tells her South Asian Muslim friend, “Don’t worry, if Trump is elected, I’ll protect you.”

Four, in addition to the English curriculum which teaches students to examine media through a critical eye and to dismantle Islamophobia which is often spread through various forms of media. This is important so that Muslim students are not constantly having to justify to their teachers and peers that they are not terrorists, and that the religion they follow does not promote violence, abuse of women or hate of other groups. Thank you.

Rizwana Kaderdina, Educator, Muslim Educators Network of Ontario: Good morning, and may peace be upon you. My name is Rizwana Kaderdina. I live on the traditional lands of the Anishinaabe and Haudenosaunee peoples, now covered by Treaty 13 and the Williams Treaties. I’m joining you today as a member of the Muslim Educators Network of Ontario. I’m honoured to be here, and I’m grateful this work is taking place. Our communities have experienced Islamophobia and anti-Muslim racism for a long time, but that real lived experiences have too often been dismissed, denied, minimalized, or justified as deserved.

In the aftermath of the murders of the London family, many of us heard from our students about their very real fear of the consequences of being perceived as Muslim, and their newly forming understanding of how deeply not wanted it can feel to be Muslim in this country. Unwantedness, of course, is not a new experience for us and for many other communities, but it is hard to see a new generation have to come to this realization.

I want to tell you a story. When I first started teaching, I was the only teacher at my school who wore a hijab. I often crossed paths with a particular kindergarten class on its way to the library. Imagine the cuteness of about 20 four- and five-year-olds walking down the hallway single file, each with a small “finger on your lips, hand on your hip.” There was one child who would

musulmans à l’humanité à l’échelle mondiale? Comment les sociétés musulmanes sont-elles représentées dans les livres d’histoire? Quels échanges ont lieu en classe pour soutenir les étudiants musulmans et célébrer le génie, l’expérience et la joie des musulmans? Ou est-ce que les musulmans sont définis uniquement du point de vue du terrorisme, de l’aliénation et de la stigmatisation?

Troisièmement, il faut mettre l’accent sur les répercussions de l’islamophobie sur la santé mentale, c’est-à-dire les traumatismes directs subis par les étudiants musulmans et les traumatismes indirects subis par les étudiants non musulmans. Par exemple, une étudiante chrétienne blanche qui dit à son amie musulmane d’Asie du Sud : « Ne t’inquiète pas, si Trump est élu, je vais te protéger. »

Quatrièmement, en plus du programme d’études en anglais, on doit enseigner aux élèves à examiner les médias à travers un regard critique et à démanteler l’islamophobie qui se propage souvent par diverses formes de médias. C’est important pour que les étudiants musulmans n’aient pas constamment à justifier à leurs enseignants et à leurs pairs qu’ils ne sont pas des terroristes et que la religion qu’ils pratiquent ne favorise pas la violence, la maltraitance des femmes ou la haine d’autres groupes. Merci.

Rizwana Kaderdina, éducatrice, Muslim Educators Network of Ontario : Bonjour et que la paix soit avec vous. Je m’appelle Rizwana Kaderdina. Je vis sur les terres ancestrales des Anishinabes et des Haudenosaunee, maintenant visées par le Traité n° 13 et les Traités Williams. Je me joins à vous aujourd’hui en tant que membre du Muslim Educators Network of Ontario. Je suis honorée d’être ici et je suis reconnaissante du travail effectué ici. Nos communautés vivent l’islamophobie et le racisme antimusulman depuis longtemps, mais ces expériences réelles ont trop souvent été réfutées, niées, minimisées ou justifiées comme étant méritées.

Par suite des meurtres d’une famille à London, beaucoup d’entre nous ont entendu nos étudiants parler de leur crainte très réelle d’être perçus comme des musulmans et de leur nouvelle façon de comprendre à quel point un musulman peut se sentir indésirable dans ce pays. Le fait de se sentir indésirable, bien sûr, n’est rien de nouveau pour nous et pour beaucoup d’autres communautés, mais il est difficile de voir une nouvelle génération s’en rendre compte à son tour.

J’aimerais vous raconter une histoire. Lorsque j’ai commencé à enseigner, j’étais la seule enseignante de mon école à porter un hijab. J’ai souvent croisé une classe de maternelle en route vers la bibliothèque. Imaginez à quel point peuvent être mignons une vingtaine d’enfants âgés de 4 et 5 ans qui marchent dans le couloir en file simple, en chantant une petite ritournelle, un doigt

just watch me, every time. The way her eyes lit up when my smile would land on her was a lovely “teacher moment” and one day, she braved quickly taking her hand off her hip to give me a tiny wave. I was special to her because I was Muslim.

Affirming representation matters, and it is often absent both in terms of Muslim staff and in the curriculum. For Muslims, representation validates. For non-Muslims, representation humanizes. It counters the single story of violence, misogyny, oppression, and poverty that is placed upon Muslims and that feeds Islamophobia.

In my 18 years as an educator, I have seen increasing numbers of students try to hide their Muslim identities. Recently, non-Muslim teachers have begun sharing that some of their Muslim students ask them not to let anyone, peers, educators, administrators, know they are Muslim because “it’s not safe.” Sometimes Muslim students choose not to use school prayer spaces because it’s too risky. They talk about “the Muslim kids” “being watched” by teachers and about peers asking them if “that room” is where they practise making bombs. These are not isolated incidents. Muslim students have shared that it is normal to be called a terrorist and that they consistently encounter Islamophobia, often in the form of “jokes.” And they talk about how there’s no point in reporting Islamophobic interactions because that’s just how it is for us and everyone else thinks it’s funny and their belief that no one will do anything anyway.

In this country, where a Canadian is a Canadian is a Canadian, for many of us, being fully Canadian equates to having to be less Muslim. The more Muslim you are perceived to be, whether through faith practice or appearance, the less safe, less secure, less wanted, the less Canadian you are. The massacre at the Quebec mosque, the murder of Mohamed-Aslim Zafis, the repeated attacks on Black Muslim women and the murders of the London family have all told us this. It would be easy to say these are extreme instances of violence carried out by bad apples, but the reality is that they are the most visible aspect of the Islamophobia we encounter on an ongoing basis, both online and in-person. This is the reality that is telling Muslim youth what their place is in this country. The enactment and implementation of Bill 21 in Quebec is simply the living embodiment of the idea that to be visible in your Muslim-ness is to be unacceptable in the public Canadian sphere.

sur les lèvres et l'autre main sur la hanche. Il y avait une enfant qui m'observait toujours attentivement. La façon dont ses yeux se sont illuminés lorsqu'elle a vu mon sourire a été pour moi un beau moment dans mon expérience d'enseignante, et un jour, elle a bravé la consigne et a levé rapidement sa main de sa hanche pour me faire un petit signe de la main. J'étais spéciale pour elle parce que j'étais musulmane.

L'affirmation de la représentation musulmane est importante, et elle est souvent absente du personnel et du programme d'études. Pour les musulmans, la représentation valide leur présence. Pour les non-musulmans, la représentation humanise un groupe. Elle vient contrer les perceptions selon lesquelles les musulmans sont vus comme violents, misogynes, oppresseurs et pauvres, et qui alimentent l'islamophobie.

Au cours de mes 18 années comme éducatrice, j'ai vu de plus en plus d'étudiants essayer de cacher leur identité musulmane. Récemment, des enseignants non musulmans ont commencé à dire que certains de leurs élèves musulmans leur demandaient de ne laisser personne, leurs pairs, leurs éducateurs, leurs administrateurs savoir qu'ils sont musulmans parce que « ce n'est pas sécuritaire ». Parfois, les élèves musulmans choisissent de ne pas utiliser les espaces de prière de l'école parce que c'est trop risqué. Ils parlent des « enfants musulmans » que les enseignants « surveillent » et des pairs qui leur demandent si c'est dans « cette salle » qu'ils s'exercent à fabriquer des bombes? Il ne s'agit pas d'incidents isolés. Des étudiants musulmans ont dit qu'il est normal d'être qualifié de terroriste et qu'ils sont constamment confrontés à l'islamophobie, souvent sous forme de « blagues ». Ils disent en outre qu'il ne sert à rien de signaler des interactions islamophobes parce que c'est comme ça pour nous et que tout le monde pense que c'est drôle, et ils jugent que personne n'interviendra de toute façon.

Dans notre pays, où un Canadien est un Canadien, pour beaucoup d'entre nous, le fait d'être entièrement canadien équivaut à être moins musulman. Plus vous êtes perçus comme un musulman, que ce soit en raison de votre foi ou de votre apparence, moins vous êtes en sécurité, moins vous êtes recherché, moins vous êtes Canadien. Le massacre de la mosquée de Québec, le meurtre de Mohamed-Aslim Zafis, les attaques répétées contre les musulmanes noires et les meurtres d'une famille à London sont autant de rappels de la situation. Il serait facile de dire qu'il s'agit de cas extrêmes de violence perpétrée par des pommes pourries, mais la réalité est qu'il s'agit de l'aspect le plus visible de l'islamophobie à laquelle nous sommes constamment confrontés, en ligne et en personne. C'est la réalité qui dit aux jeunes musulmans quelle est leur place dans ce pays. La promulgation et la mise en œuvre de la Loi 21 au Québec est simplement l'incarnation vivante de l'idée que la visibilité musulmane est inacceptable dans la sphère publique canadienne.

I want to be clear that this “othering” is not new. There is a strong desire in this country to attach contemporary Islamophobia solely to Trumpism. Those of us who lived through Stephen Harper’s attempt to institute the “barbaric cultural practices legislation” know better. That legislation played upon imperialist, Orientalist, and colonialist ideologies that have shaped this nation.

As far-right, white supremacist rhetoric and violence against Muslim individuals and communities intensifies and becomes normalized, we urgently need to see a societal shift away from seeing and constructing Muslims and Islam as foreign, threatening others. We need to hold accountable those in media, education, social media, and in politics who perpetuate and profit from these narratives, and we need to ensure authentic counter narratives are shared.

I’m here today with the hope that one day all students on this land, Muslim and not, can fully be themselves. Not by chance or happenstance, but because we have made a collective, intentional choice to ensure that what this 9/11 generation is experiencing is not encountered by the next generation. And not because they have given up their Muslim-ness, whatever that might look like, in order to experience safety and belonging, but because we have done the difficult work of anti-Islamophobia at systemic, institutional, interpersonal, individual, and ideological levels. It is our responsibility to ensure all our youth can be their whole selves, and that Muslim youth can know that being Muslim in all its complexity, is valued as a normal part of the Canadian landscape. Thank you.

The Chair: Thank you very much. Ms. Khokhar.

Rabia Khokhar, Teacher and Equity and Education Consultant, as an individual: Good morning, respected members of the Senate and fellow members of the community. My name is Rabia Khokhar and I’m an elementary teacher and an equity and educational consultant in Toronto. It’s an honour to be here with you today to share some of my own lived experiences, ideas, and potential recommendations for this very important study on Islamophobia in Canada.

Through my various roles, I have the privilege and opportunity to work with students, individuals, organizations, educators, and school boards on how to make learning equitable for students and communities that they’re striving to serve. Some of my work specifically focuses on considering how, through education, we can counter Islamophobia.

Je tiens à préciser que cette « stigmatisation » n’est pas nouvelle. Au Canada, on souhaite vivement associer l’islamophobie contemporaine uniquement au trumpisme. Ceux d’entre nous qui ont vécu la tentative de Stephen Harper d’adopter une loi sur les « pratiques culturelles barbares » le savent très bien. Cette loi misait sur les idéologies impérialistes, orientalistes et colonialistes qui ont façonné notre pays.

Alors que la rhétorique des suprémacistes blancs d’extrême droite et la violence contre les personnes et les communautés musulmanes s’intensifient et deviennent normalisées, nous devons de toute urgence instaurer un changement sociétal qui nous éloigne de la perception selon laquelle les musulmans et l’islam sont étrangers et constituent une menace. Nous devons tenir responsables ceux qui, dans les médias, dans le domaine de l’éducation, dans les médias sociaux et dans l’arène politique, perpétuent ces mythes et en tirent profit, et nous devons veiller à ce que des contre-discours forts soient diffusés.

Je suis ici aujourd’hui avec l’espérance qu’un jour tous les étudiants de ce pays, musulmans ou non, pourront être eux-mêmes. Pas par hasard ou par chance, mais parce que nous aurons fait un choix collectif et intentionnel pour nous assurer que la prochaine génération n’ait pas à vivre ce que vit cette génération post-11 septembre, et que ce ne sera pas parce qu’elle aura renoncé à son identité musulmane, peu importe comment on la définit, pour vivre avec un sentiment de sécurité et d’appartenance, mais parce que nous aurons accompli la tâche ingrate de lutter contre l’islamophobie aux niveaux systémique, institutionnel, interpersonal, individuel et idéologique. Nous avons la responsabilité de veiller à ce que tous nos jeunes puissent être eux-mêmes et à ce que les jeunes musulmans sachent que le fait d’être musulman dans toute sa complexité fasse partie intégrante du paysage canadien. Merci.

La présidente : Merci beaucoup. Madame Khokhar.

Rabia Khokhar, enseignante et consultante en équité et éducation, à titre personnel : Bonjour, membres respectés du Sénat et membres de la communauté. Je m’appelle Rabia Khokhar et je suis enseignante au primaire et consultante en équité et en éducation à Toronto. C’est un honneur d’être ici avec vous aujourd’hui pour vous faire part de certaines de mes expériences, de mes idées et de mes recommandations potentielles dans le cadre de cette étude très importante sur l’islamophobie au Canada.

Dans le cadre de mes divers rôles, j’ai le privilège et l’occasion de travailler avec des étudiants, des particuliers, des organisations, des enseignants et des conseils scolaires sur la façon de rendre l’apprentissage équitable pour les étudiants et les collectivités où ils travaillent. Une partie de mon travail porte précisément sur la façon dont, par l’éducation, nous pouvons lutter contre l’islamophobie.

As a racialized and visible Muslim woman, Islamophobia is a part of my daily life personally and professionally. It looks and manifests differently based on my intersectional identities and the roles I carry. I experience Islamophobia on an individual and systemic level.

As a teacher and educational consultant, my experiences often include my identities not being seen as that of a “teacher identity.” This shows up in the differential treatment and comments I experience from various stakeholders. Most of the time, my work is belittled, ignored, not acknowledged and silenced. I’ve also received comments like, “I could never respect a teacher who looks like you,” “Are you the lunchroom assistant,” “Your English is really good for a Muslim woman,” “Of course they hired you, you must have been an equity hire,” “It makes sense that someone like you is into equity, you must have your own agenda,” and “Thanks for applying to our school, but we have offered the job to someone who will fit better in with our students and school environment.” I also experience a greater level of surveillance, scrutiny and continuous microaggressions in relation to my presence, work, choices, and actions. These experiences impact me because I feel like I constantly have to prove my “competence” as a teacher and overall feel a lack of belonging.

The experiences I currently have as a teacher are not that removed or different from the ones I had as a student growing up in Toronto. I know first-hand that, unfortunately, in many ways, Muslim students continue to have similar experiences. They continue to experience low, and deficit-based expectations from those in positions of power. Muslim students are often streamed into English as a second language classes without knowledge of their abilities. There is also a lack of respect that Muslim families’ experiences and comments such as “Muslims are illiterate and backwards,” “Watch out for the dads,” “Their way of doing things is so different from our ways” are often heard. Muslim students often feel like they are not represented within the curriculum, and if they are, it is in a stereotypical way. There is also a lack of follow through on Islamophobic incidents which creates an overall negative learning environment. Islamophobia may look different from when I was a student, but it is still present.

As I reflect on these experiences, I recognize that these are just the tip of the lived experiences I carry. I hope that my lived experiences, as well as those of the other panellists, can support the work in this study. I know that individual and systemic actions are needed to create meaningful and sustainable change. Therefore, I would recommend that all school boards adopt policies and strategies to challenge and address Islamophobia at

En tant que femme musulmane visible et racisée, l’islamophobie fait partie de ma vie quotidienne, tant sur le plan personnel que professionnel. Elle se manifeste différemment en fonction de mes identités intersectionnelles et des rôles que j’assume. Je vis l’islamophobie au niveau individuel et systémique.

En tant qu’enseignante et consultante en éducation, mon expérience inclut souvent le fait que mon identité n’est pas considérée comme celle d’une « enseignante ». Cela se reflète dans le traitement différentiel et les commentaires que je reçois de divers intervenants. La plupart du temps, mon travail est rabaisé, ignoré, non reconnu et réduit au silence. J’ai aussi reçu des commentaires comme « Je ne pourrais jamais respecter une enseignante qui vous ressemble », « Êtes-vous l’assistante en cafétéria? », « Votre anglais est vraiment bon pour une musulmane », « On vous a sûrement embauché pour respecter les critères de l’équité en matière d’emploi », « Il n’est pas surprenant que quelqu’un comme vous soit en faveur de l’équité, vous devez prêcher pour votre propre paroisse », et « Merci d’avoir posé votre candidature à notre école, mais nous avons offert le poste à quelqu’un qui s’intégrera mieux à nos élèves et au milieu scolaire. » Je fais également l’objet d’un niveau plus élevé de surveillance et de microagressions continues par rapport à ma présence, à mon travail, à mes choix et à mes actions. Ces expériences me touchent parce que j’ai l’impression que je dois constamment prouver ma « compétence » d’enseignante et parce que, dans l’ensemble, je n’ai pas ce sentiment d’appartenance.

Les expériences que j’ai vécues en tant qu’enseignante ne sont pas tellement différentes de celles que j’ai vécues lorsque j’étais étudiante à Toronto. Je sais d’expérience que, malheureusement, à bien des égards, les étudiants musulmans continuent de vivre des expériences semblables. Ils continuent de faire face à des attentes peu élevées et à des perspectives centrées sur les lacunes de la part des personnes en position de pouvoir. Les étudiants musulmans sont souvent dirigés vers des cours d’anglais langue seconde avant même que l’on ait évalué leurs capacités. Il y a aussi un manque de respect à l’égard des familles musulmanes, qui entendent souvent des commentaires comme « Les musulmans sont analphabètes et rétrogrades », « Attention aux pères », « Leur façon de faire est si différente de la nôtre. » Les étudiants musulmans ont souvent l’impression de ne pas être représentés dans le programme scolaire, et s’ils le sont, c’est de façon stéréotypée. Il y a aussi un manque de suivi des incidents islamophobes, ce qui crée un environnement d’apprentissage négatif. L’islamophobie peut sembler différente de ce qu’elle était lorsque j’étais étudiante, mais elle est toujours présente.

En réfléchissant à ces expériences, je me rends compte qu’elles ne sont qu’une fraction de mes expériences vécues. J’espère que mes expériences, ainsi que celles des autres témoins, appuieront les travaux de cette étude. Je sais que des mesures individuelles et systémiques sont nécessaires pour créer un changement significatif et durable. Par conséquent, je recommanderais à tous les conseils scolaires d’adopter des

a systemic level. There should also be mandatory, intentional, and ongoing professional development for all educational stakeholders, as well as more funding allocated to purchase resources that represent Muslims authentically, more mental health supports and for further research with Muslim students and communities. I would also recommend more equity-based training in teachers' college programs for future teachers.

As a teacher, I am deeply hopeful. I believe that education can help us move toward challenging and eradicating all forms of hate, like Islamophobia. Even though I have experienced and continue to experience Islamophobia, I see schools and classrooms as critical sites of resistance and change. By naming Islamophobia and committing to deep and ongoing work, we can all do our part to create a more fair, just and Islamophobia free society. I thank you all for the time and the opportunity to be part of this panel today.

The Chair: Wow, thank you. You all kept to the time, and you have powerful statements. So, we have senators who want to ask questions and I'll start with Senator Arnot.

Senator Arnot: Thank you, Senator Ataullahjan. Well, thank you to the panel. That's a very articulate encapsulation of the issues and I feel it's very valid. The points you're making are very valid and the recommendations that I've heard are, I think, critical to the future.

I'm just going to make a comment and I want your reaction to it, if you will. I have profound respect for the professional educators in Saskatchewan — or in Canada, pardon me. It's born in my experience in my home province of Saskatchewan for a variety of reasons. I don't want to get into it now, but I would say this. There's an organization called the *Concentus Citizenship Education Foundation* that has created materials that answer the question, what does it mean to be a Canadian citizen and what are the rights of citizenship, but also, what are the responsibilities that come with those rights? In fact, responsibilities need to be focused on and how do you build and maintain respect for every citizen? No exceptions, none. And those are called the new three "R's."

In addition, they've identified five essential citizenship competencies, "The Five E's," so that every student should be enlightened, ethical, engaged, empowered, and most importantly, in my opinion, empathetic. These resources exist in Saskatchewan, but they have been customized to fit the Ontario curriculum, and it's based on the thesis that in order to change the attitudes and culture in the community, you should first

politiques et des stratégies pour lutter contre l'islamophobie à un niveau systémique. Il devrait également y avoir un perfectionnement professionnel obligatoire, intentionnel et continu pour tous les intervenants du milieu de l'éducation, ainsi qu'un financement accru pour l'achat de ressources qui représentent les musulmans de façon authentique, plus de soutien en santé mentale et pour d'autres des recherches auprès étudiants et des communautés musulmanes. Je recommanderais également une formation davantage axée sur l'équité dans les programmes collégiaux pour les futurs enseignants.

En tant qu'enseignante, j'ai beaucoup d'espoir. Je crois que l'éducation peut nous aider à lutter contre toutes les formes de haine, comme l'islamophobie, et à les éradiquer. Même si j'ai vécu et que je continue de vivre l'islamophobie, je considère les écoles et les salles de cours comme des lieux cruciaux de résistance et de changement. En nommant l'islamophobie et en nous engageant dans un travail approfondi et continu, nous pouvons tous faire notre part pour créer une société plus juste et plus libérée de l'islamophobie. Je vous remercie tous du temps que vous m'avez accordé et de l'occasion que vous m'avez donnée de faire partie de ce groupe de témoins aujourd'hui.

La présidente : Magnifique, merci. Vous avez tous respecté le temps alloué, et vous avez présenté des témoignages percutants. Il y a donc des sénateurs qui veulent poser des questions et je vais commencer par le sénateur Arnot.

Le sénateur Arnot : Merci, sénatrice Ataullahjan. Je remercie les témoins. C'est un résumé très clair des enjeux, et je pense que c'est très valable. Les points que vous soulevez sont très pertinents et les recommandations que j'ai entendues sont, à mon avis, essentielles pour l'avenir.

Je vais simplement faire un commentaire et j'aimerais savoir ce que vous en pensez. J'ai un profond respect pour les enseignants de la Saskatchewan — ou du Canada, je vous prie de m'excuser. Ce respect est né de mon expérience dans ma province, la Saskatchewan, pour diverses raisons. Je ne veux pas entrer dans les détails maintenant, mais je dirais ceci. Il y a une organisation appelée la *Concentus Citizenship Education Foundation* qui a créé des documents qui répondent à la question suivante : qu'est-ce que cela signifie d'être citoyen canadien et quels sont les droits liés à la citoyenneté, mais aussi, quelles sont les responsabilités associées à ces droits? En fait, il faut mettre l'accent sur les responsabilités et sur la façon de bâtir et de maintenir le respect pour chaque citoyen. Aucune exception, aucune. C'est ce que l'on appelle les trois nouveaux « R ».

De plus, cette organisation a cerné cinq compétences essentielles en matière de citoyenneté, les « cinq E », afin que chaque étudiant soit éclairé, guidé par l'éthique, engagé, entièrement habilité et, surtout, à mon avis, empathique. Ces ressources existent en Saskatchewan, mais elles ont été adaptées au programme scolaire de l'Ontario, et elles sont fondées sur la thèse selon laquelle, pour changer les attitudes et la culture dans

change the attitudes and culture in schools. If you can do that effectively from Grades K to 12, you're going to arm students, graduates, with the tools they need to create the kind of society in which they wish to live. That's the theory of these resources.

My premise is Canada is the most successful experiment in pluralism the world has ever seen. There's no contest on that. We are a multicultural, multi-theist, multi-ethnic country, but governments have failed to make an investment of the order required to sustain and maintain those ideas. And the way to do that —

The Chair: Senator Arnot, can I ask you to bring the mic closer? The air conditioning is very loud and —

Senator Arnot: Okay.

The Chair: Thank you, I appreciate that.

Senator Arnot: My thesis is that we need to intentionally, and sequentially, and purposefully teach this and model this in schools. This needs to be modelled because we need attitudes to change, and the way to do that is to give students the kind of information they need to understand and be empathetic.

Having said that, and I will have some second-round questions, I'd like to hear your comments on that. Are those resources something that could be used in your schools? I think it's also premised on the need to do really strong, professional development because teachers have such power. The teachers are change agents. You shape the society of the future in your classrooms, the seeds you sow in K to 12, and these resources I speak of are aimed at social studies mainly, but also language arts because you can have so much flexibility in language arts. I'd like to hear the reaction to that context.

Mr. Zia: Okay, thank you. I'll give my own reaction then. Ms. Kaderdina and Ms. Khokhar can also mention as well. So, what my reaction when I hear, senator, what you're mentioning, I think really of the triangle model of education where the tip of the triangle is the student, because everything we do in the education system is student centred, centring the student when it comes to their identity, when it comes to delivering curriculum to them, understanding what their needs are and meeting those needs, whether it's how they learn, how they think, and the impact that education will have on these students once they graduate, go on to post-secondary and how they then contribute to our nation as Canadian citizens.

la collectivité, il faut d'abord changer les attitudes et la culture dans les écoles. Si vous pouvez le faire efficacement de la maternelle à la 12^e année, vous donnerez aux étudiants, aux diplômés, les outils dont ils ont besoin pour créer le genre de société dans laquelle ils veulent vivre. C'est la théorie à la base de ces ressources.

Je pars du principe que le Canada représente l'expérience de pluralisme la plus réussie au monde. Personne ne le conteste. Nous sommes un pays multiculturel, multithéiste et multiethnique, mais les gouvernements n'ont pas fait les investissements nécessaires pour soutenir et maintenir ces principes. Et la façon de le faire...

La présidente : Sénateur Arnot, puis-je vous demander de vous rapprocher du micro? La climatisation est très bruyante et...

Le sénateur Arnot : D'accord.

La présidente : Je vous en remercie.

Le sénateur Arnot : J'avance que nous devons intentionnellement, et de manière séquentielle, enseigner et modéliser ces principes dans les écoles. Il faut en faire un modèle parce qu'il faut changer les attitudes, et la façon de le faire, c'est de donner aux étudiants le genre d'information dont ils ont besoin pour comprendre et faire preuve d'empathie.

Cela dit, et j'aurai quelques questions au deuxième tour, j'aimerais entendre vos commentaires à ce sujet. Ces ressources pourraient-elles être utilisées dans vos écoles? Je pense que c'est aussi fondé sur la nécessité de faire du perfectionnement professionnel vraiment fort, parce que les enseignants ont un tel pouvoir. Les enseignants sont des agents de changement. Vous façonnez la société de l'avenir dans vos salles de cours, les graines que vous semez de la maternelle à la 12^e année, et ces ressources dont je parle sont principalement destinées aux études sociales, mais aussi aux cours de langue parce qu'il est possible de faire preuve d'une grande souplesse dans ces cours de langue. J'aimerais savoir ce que vous en pensez.

M. Zia : D'accord, merci. Je vais donc vous faire part de ma propre réaction. Mme Kaderdina et Mme Khokhar peuvent aussi sûrement en témoigner. Alors, quelle est ma réaction lorsque j'entends ce que vous dites, sénateur? Je pense vraiment au modèle du triangle de l'éducation, où la pointe du triangle est l'étudiant, parce que tout ce que nous faisons dans le système d'éducation est centré sur l'étudiant, centre l'étudiant sur son identité, lorsqu'il s'agit de lui offrir un programme, de comprendre ses besoins et d'y répondre, qu'il s'agisse de la façon dont il apprend, de la façon dont il réfléchit et de l'incidence que l'éducation aura sur cet étudiant une fois qu'il aura obtenu son diplôme, qu'il aura fait des études postsecondaires et comment il contribue à notre pays en tant que citoyen canadien.

The bottom of the triangle and the other two vertices is the school, the teachers, the administration, the office staff, our custodial staff, people working at the board in the director's offices, the coordinating principals, coordinating teachers, resource teachers that exist to support curriculum development. To the point that Ms. Kaderdina, Ms. Khokhar and I mentioned the need for ongoing professional development, as you mentioned, for those stakeholders. All of the educators who are providing that direction to the students have to be aware of what racism looks like for all students, whether it's anti-Black racism, anti-Indigenous racism, Islamophobia, anti-Sikh racism, anti-Asian racism and homophobia, so that as we develop the children from Kindergarten all the way to age 18, 19, whenever they graduate, what they leave with is an ideal model of what it means to live in a pluralistic society and how to be accepting of those differences, not just tolerant, accepting of differences, and how to be a citizen where we include everybody rather than exclude.

So, to be aware and conscious, critically conscious about what it means to exclude and how we can actually include, to move away from oppressive voices, but how to raise all voices. That's definitely one large support that we need. While we emphasize students, we have to emphasize the education and training that our teachers need, and as Ms. Kaderdina also mentioned, starting that training in our faculties of education across the nation.

The other part of that, the other corner is our parent community. And yes, our students are with us for a large portion of their day, but we are their second home. What's happening in their primary home? Each of us here around this panel has grown up in a different home. I grew up in a South Asian household, right? My kids are growing up in a bit of a mixed household, so culture plays a role, where our parent communities are coming from, so we have to spend some time educating our parents as well.

We have school councils to help to support parent communities, to provide professional development for our parents to help them understand what it means to be inclusive, how they can guide conversations in their own homes so they can be part of the solution and help our country become great in terms of including all people without "othering" them, so that parents can question their own biases that they bring with them, whether they're immigrants or whether they're born and raised here.

And as I shared with the senator earlier, at my particular location, we have created safe spaces for parents called parent affinity groups. We have groups for Black parents, Muslim parents, Jewish parents, and parents of families who support LGBTQ students. We have an affinity group for special

Le bas du triangle et les deux autres pointes sont l'école, les enseignants, l'administration, le personnel de bureau, notre personnel de garde, les gens qui travaillent au conseil dans les bureaux des administrateurs, les directeurs coordonnateurs, les enseignants coordonnateurs, les enseignants-ressources qui existent pour appuyer l'élaboration de programmes d'études. Au point où Mme Kaderdina, Mme Khokhar et moi-même avons parlé de la nécessité du perfectionnement professionnel continu, comme vous l'avez dit, pour ces intervenants. Tous les enseignants qui fournissent cette orientation aux élèves doivent être conscients de ce à quoi ressemble le racisme pour tous les élèves, qu'il s'agisse de racisme contre les Noirs, contre les Autochtones, d'islamophobie, de racisme contre les sikhs, contre les Asiatiques ou d'homophobie, pour que, tout au long du développement des enfants, de la maternelle jusqu'à l'âge de 18 ou 19 ans, lorsqu'ils obtiennent leur diplôme, ils en ressortent avec un modèle idéal de ce que signifie vivre dans une société pluraliste et comment accepter ces différences, et non seulement les tolérer, mais les accepter, et comment être citoyen en incluant, plutôt qu'en excluant tout le monde.

Donc, être sensibilisé, et être extrêmement conscient de ce que signifie l'exclusion, et comment nous pouvons réellement inclure, pour nous éloigner des voix oppressives, mais aussi comment faire entendre toutes les voix. C'est certes un soutien important dont nous avons besoin. Bien que nous mettions l'accent sur les étudiants, nous devons aussi insister sur l'éducation et la formation dont nos enseignants ont besoin et, comme Mme Kaderdina l'a également dit, commencer cette formation dans nos facultés de l'éducation partout au pays.

L'autre aspect, c'est notre communauté de parents. Et oui, nos étudiants passent une grande partie de leur journée avec nous, mais nous sommes leur deuxième foyer. Que se passe-t-il dans leur résidence principale? Chacun d'entre nous a grandi dans une maison différente. J'ai grandi dans une famille sud-asiatique. Mes enfants grandissent dans un ménage un peu mixte, alors la culture a un rôle à jouer, la provenance des parents de nos communautés, donc nous devons aussi consacrer du temps à éclairer les parents.

Nous avons des conseils scolaires qui aident à soutenir les communautés de parents, à offrir du perfectionnement professionnel aux parents pour les aider à comprendre ce que signifie être inclusif, comment ils peuvent orienter les conversations à la maison afin qu'ils puissent faire partie de la solution et aider notre pays à atteindre l'excellence en incluant tout le monde sans « diluer » leur apport, afin que les parents puissent remettre en question leurs propres préjugés, qu'ils soient immigrants ou qu'ils soient nés et aient grandi ici.

Comme je l'ai dit au sénateur plus tôt, où je travaille, nous avons créé des espaces sûrs pour les parents, que l'on appelle les groupes d'affinité parentale. Nous avons des groupes de parents noirs, de parents musulmans, de parents juifs et de parents de familles qui soutiennent les élèves LGBTQ. Nous avons un

education, parents of special education students, because at my school, we have a program for developmentally delayed students. So, this provides a safe space for parents to come out, have a direct connection with the administrator of the building, but also provides me an opportunity in a safe space to teach and share with parents what does it mean to be a Canadian? What does it mean to be inclusive of all cultures? What does it mean to question our own racism that we may have inside of ourselves, our own biases that prohibit and create barriers for our own kids to be successful in society?

Parents themselves don't realize that sometimes the conversations that we have in the home may actually impede our child's success as they integrate within society. So, I would suggest that we look at all stakeholders in the process as well.

Ms. Khokhar: I agree with that and think that the model that you put forward is really interesting because I think it will help change the stories that are known about Muslims really at the ground, which is the classroom. Through my work, I really believe in professional, ongoing, intentional professional development with educators because I believe that educators are gatekeepers of what gets reinforced, what gets included in the classroom, and that educators are in some ways the curriculum, and they show who values whom. Indirectly, they might also emphasize who doesn't value by, you know, the perspectives they might bring in or the perspectives that might be missing.

I think that all stakeholders need to be addressed, but educators are a big stakeholder because they really create the environment in the classroom. If we want to centre students and all of the beautiful identities our students bring, we have to start with the educators because educators, through professional development, will hopefully create sustainable change and accountability. I think that movement can start because those voices and those stories can be brought into the classroom, and the classroom is the place that is the site of hope and resistance, and the classroom is the place where things can change.

It's on the ground that will impact society, and whatever is done in the classroom then manifests itself into society. That's why I'm hopeful about the role the classroom can play, and if we want to centre the classroom, we have to centre those who are leading the classroom, which is the educators.

Ms. Kaderdina: Mr. Zia and Ms. Khokhar have made some good and important points. I would just add a couple of notes to what they've said. As I listen to you, senator, I hear some really important pieces come forward in this resource. The pieces

groupe d'affinités pour l'éducation spécialisée, les parents d'étudiants en éducation spécialisée, parce que dans mon école, nous offrons un programme pour les élèves ayant un retard de développement. Donc, cela offre un espace sûr où les parents peuvent aller, établir un lien direct avec l'administrateur de l'immeuble, mais cela me donne aussi l'occasion, dans un espace sûr, d'enseigner et de faire part aux parents ce que cela signifie être Canadien. Que signifie l'inclusion de toutes les cultures? Qu'est-ce que cela signifie de remettre en question notre propre racisme, nos propres préjugés qui créent des barrières et empêchent nos propres enfants de réussir dans la société?

Les parents eux-mêmes ne se rendent pas compte que, parfois, les conversations que nous avons à la maison peuvent nuire à la réussite de notre enfant au moment de son intégration dans la société. Je suggère donc que nous tenions compte de tous les intervenants dans le processus également.

Mme Khokhar : Je suis d'accord avec vous et je pense que le modèle que vous proposez est vraiment intéressant, car je pense qu'il aidera à changer les histoires que l'on entend au sujet des musulmans sur le terrain, c'est-à-dire dans la salle de cours. Dans le cadre de mon travail, je crois vraiment au perfectionnement professionnel continu et intentionnel des enseignants, parce que je crois que les enseignants sont les gardiens de ce qui est enseigné, de ce qui est inclus dans la classe, et que les enseignants ne font qu'un, d'une certaine façon, avec le programme d'études, et ils montrent qui valorise qui. Indirectement, ils pourraient aussi mettre l'accent sur ceux qui n'accordent pas de valeur aux points de vue que les autres pourraient apporter ou qui pourraient manquer.

Je pense qu'il faut tenir compte de tous les intervenants, mais les enseignants constituent un intervenant important parce qu'ils créent vraiment l'environnement dans la salle de cours. Si nous voulons centrer les étudiants et toutes leurs riches identités, nous devons commencer par les enseignants parce que, grâce à leur perfectionnement professionnel, ils créeront, espérons-le, un changement durable et la responsabilisation. Je pense que ce mouvement peut commencer parce que ces voix et ces histoires peuvent être entendues dans la salle de cours, et la salle de cours est l'endroit où il y a de l'espoir et de la résistance, et la salle de cours est l'endroit où les choses peuvent changer.

C'est sur le terrain que la société sera touchée, et tout ce qui se fait en classe se manifeste dans la société. C'est pourquoi j'entretiens un bon espoir au sujet du rôle que peut jouer la salle de cours, et si nous voulons recentrer la salle de cours, nous devons recentrer ceux qui la dirigent, c'est-à-dire les enseignants.

Mme Kaderdina : M. Zia et Mme Khokhar ont soulevé des points importants. J'aîmerais ajouter quelques remarques à ce qu'ils ont dit. En vous écoutant, sénateur, j'ai entendu des éléments vraiment importants dans cette ressource. Les éléments

around not just rights and responsibilities, but about respect being so critical, and the pieces around enlightenment, ethics, engagement, empowerment, and empathy being important.

My initial response would be to say that this would be a fantastic part of a strategy going forward, but only one part. We have seen from other strategies that are similar — when I started teaching, it was “character matters” — was that these models, frameworks and approaches were used to sustain and maintain the dominant narratives and ways of being that existed in schools while appearing to bring into the fold those who are marginalized.

I want to approach any implementation of something like this with a great deal of criticality. Anti-oppressive, anti-racist approaches need to be embedded in the implementation of anything like this and a broader anti-Islamophobia strategy where racial literacy is at play is vital. Ms. Khokhar’s point about the importance of what educators are taught in order to implement this is key. Too often, we have taken the approach of saying well, it’s going to be on the next generation to fix what we have now, so let’s teach them what they need to do. Then what we find happens is that the next generation gets absorbed into the milieu that is existent.

Our students, our young people are learning from and are embedded and entrenched in a media narrative that we have all talked about, and a social media narrative that reinforces this constantly. We hear this from our students as well. So, if we are not taking approaches that recognize that schools are a microcosm of society, right? They will shape society because those that come out of that schooling system will be the rest of society moving forward, but they are simply a reflection of what’s happening now, and we need to approach what’s happening now even as we look to the future.

I would look at strategies and resources that amplify the importance of these traits, the three R’s, the five E’s and so on, as well as things like accountability in politics and social media, and the narratives that are being brought forward now in policies and practices. No amount of empathy that’s taught to a kindergarten, Grade 1 or Grade 3 child is going to change the fact that Muslim teachers who want to practise their faith in the fullness of how they understand it — if that means wearing hijab — cannot do so in the Province of Quebec. That’s the reality, right? Critical examination of curriculum and pedagogical approaches is going to be vital. Critical media literacy is going to be vital, alongside these individualistic personal pieces around ethics, responsibility and so on.

concernant non seulement les droits et les responsabilités, mais aussi le respect, qui est si essentiel, et les éléments concernant l’esprit éclairé, l’éthique, l’engagement, l’entièr(e) habilitation et l’empathie, qui sont importants.

Je dirais d’emblée que ce serait une composante fantastique d’une stratégie pour l’avenir, mais seulement une composante. Nous avons vu d’autres stratégies similaires — lorsque j’ai commencé à enseigner, c’était « character matters » (le caractère est important) — à savoir que ces modèles, cadres et approches ont été utilisés pour soutenir et maintenir les façons d’être et les discours dominants qui existaient dans les écoles, tout en semblant intégrer les personnes marginalisées.

Je veux aborder toute mise en œuvre d’une mesure comme celle-ci avec une grande importance. Les approches anti-oppression et anti-racistes doivent être intégrées à la mise en œuvre de tout ce qui s’y rapporte, et il est essentiel de mettre en œuvre une stratégie anti-islamophobie plus vaste dans le cadre de laquelle la littératie raciale est en jeu. Le point soulevé par Mme Khokhar au sujet de l’importance de ce que l’on apprend aux enseignants pour la mise en œuvre est essentiel. Trop souvent, nous avons adopté l’approche qui consiste à dire que puisque ce sera à la prochaine génération de réparer ce qui est défectueux maintenant, enseignons-lui ce qu’elle doit faire. Nous constatons ensuite que la prochaine génération est absorbée par le milieu dans lequel elle évolue.

Nos étudiants, nos jeunes apprennent et sont intégrés et embrigadés dans un récit médiatique dont nous avons tous parlé, et dans un récit dans les médias sociaux qui y fait écho. Nos étudiants nous disent la même chose. Donc, si nous n’adoptons pas des approches qui reconnaissent que les écoles constituent un microcosme de la société, que se passera-t-il? Elles façonneront la société parce que ceux qui sortiront de ce système scolaire constitueront le reste de la société à l’avenir, mais ils sont simplement le reflet de ce qui se passe maintenant, et nous devons nous pencher sur ce qui se passe maintenant, même si nous nous tournons vers l’avenir.

J’examinerai les stratégies et les ressources qui amplifient l’importance de ces traits, les trois R, les cinq E et ainsi de suite, ainsi que des aspects comme la reddition de comptes en politique et dans les médias sociaux, et les récits qui sont maintenant présentés dans les politiques et les pratiques. Aucune empathie enseignée à un enfant de maternelle, de première ou de troisième année ne changera le fait que les enseignants musulmans qui veulent pratiquer leur foi dans la pleine mesure de leur compréhension — si cela signifie porter le hidjab — ne peuvent pas le faire au Québec. C’est la réalité, n’est-ce pas? L’examen critique des programmes d’études et des approches pédagogiques sera essentiel. L’étude critique aux médias sera vitale, en plus des éléments personnels individualistes autour de l’éthique, de la responsabilité et ainsi de suite.

The Chair: Thank you. Do you want me to put you on for second round, Senator Arnot, or do you have —

Senator Arnot: Yes, I'd go for second round.

The Chair: Okay.

Senator Arnot: I just want to make a comment. This panel has really given us a lot of evidence that we can use in our recommendations. I'm really impressed with the recommendations, the insight, and the articulation of these issues in a way that I think is very constructive. So, I'm hoping that the analysts and my fellow colleague senators will remember this testimony because I want some of it to show up in the final report in the best, constructive way we can. Thank you.

The Chair: Thank you, senator, and I agree. While the analysts do take down notes, if you can share your recommendations with us in writing, that will be really helpful to us. As Senator Arnot said, I'm very impressed also. You just destroyed the myth that those who wear hijab aren't capable of intelligent thought because that's what they're saying in Quebec when they dismiss a teacher because she's wearing a hijab. They're teaching the children that this person can't think, doesn't have critical thinking and is not capable of any intelligent thoughts. So, thank you. We have Senator Oh to be followed by Senator Gerba.

Senator Oh: Thank you, Madam Chair. Welcome panellists to this morning session. It's very informative. I just want to share something that originally I am from Singapore where we grew up in a multi-racial society. I had as my classmates a lot of Malays, Muslims, Indians, Chinese, Euro-Asians — we were very mixed.

But in my time there were no racists. When I was growing up, we played football and other sports together so I think Islamophobia has a lot to do with family education. I never, at any time heard from my parents, "Oh, this kid, don't move around with him," or anything like that. So, I think parents and schools play an important role and the whole thing is how do you put schools, sports, families, parents and make them interactive? The most important thing is to get the kids together. Growing up together integrated, and that is the future for them. And without injecting any fears in their mind about a particular race. Can you comment on it?

Ms. Kaderdina: I can start on this, if that's okay. I was born in Kenya, and the dream of multiculturalism that Canada holds is realized in so many different countries. Like you, Senator Oh, I grew up in a space where folks of many diverse identities lived together. That doesn't discount the reality of settlers and it

La présidente : Merci. Voulez-vous que je vous inscrive au deuxième tour, sénateur Arnot, ou avez-vous...

Le sénateur Arnot : Oui, j'aimerais participer au deuxième tour.

La présidente : D'accord.

Le sénateur Arnot : J'aimerais simplement faire un commentaire. Ce groupe nous a fourni beaucoup d'éléments probants que nous pouvons utiliser dans nos recommandations. Je suis vraiment impressionné par les recommandations, la perspicacité et l'ébauche de ces questions d'une manière qui me semble très constructive. J'espère donc que les analystes et mes collègues sénateurs se souviendront de ce témoignage, car je veux qu'une partie de celui-ci figure dans le rapport final de la façon la plus constructive possible. Merci.

La présidente : Merci, sénateur, et je suis d'accord. Pendant que les analystes prennent des notes, si vous pouvez nous faire part de vos recommandations par écrit, cela nous sera très utile. Comme le sénateur Arnot l'a dit, je suis également très impressionnée. Vous venez de détruire le mythe selon lequel ceux qui portent le hijab ne sont pas capables de penser intelligemment parce que c'est ce qu'ils disent au Québec lorsqu'ils congédient une enseignante parce qu'elle porte le hijab. Ils enseignent aux enfants que cette personne ne peut pas réfléchir, n'a pas de sens critique et n'est pas capable de penser intelligemment. Merci. Le sénateur Oh sera suivi de la sénatrice Gerba.

Le sénateur Oh : Merci, madame la présidente. Je souhaite la bienvenue aux témoins de ce matin. C'est très instructif. Je veux simplement vous dire que je suis originaire de Singapour, où nous avons grandi dans une société multiraciale. J'avais comme camarades de classe beaucoup de Malais, de musulmans, d'Indiens, de Chinois, d'Euro-Asiatiques — un groupe très hétérogène.

Mais à mon époque, il n'y avait pas de racisme. Lorsque j'étais jeune, nous jouions au football et à d'autres sports ensemble, alors je pense que l'islamophobie a beaucoup à voir avec l'éducation familiale. Jamais mes parents ne m'ont dit : « Oh, ne joue pas avec cet enfant », ou quoi que ce soit du genre. Donc, je pense que les parents et les écoles jouent un rôle important et la question est de savoir comment assurer l'interaction des écoles, des sports, de la famille et des parents. Le plus important, c'est de réunir les enfants. Les laisser grandir ensemble en intégration, et leur avenir sera tout tracé. Et sans leur faire peur au sujet d'une race en particulier. Qu'en pensez-vous?

Mme Kaderdina : Je peux commencer, si vous le voulez bien. Je suis née au Kenya, et le rêve de multiculturalisme que caresse le Canada est une réalité dans de nombreux pays. Comme vous, sénateur Oh, j'ai grandi dans un milieu où des gens de diverses origines cohabitaient. Cela ne fait pas

doesn't discount the realities of colonialism that resulted in that mix, but in my case in Kenya and here as well, that multicultural reality and those interpersonal relationships that allow us to see each other as humans are absolutely vital to countering these dominant narratives, the single stories that construct us as monoliths that don't have feelings that while you look like this and therefore, you must be X, Y, and Z? The stereotypes are destroyed when we are able to interact with each other and see each other as humans. That's absolutely vital.

I think one of the questions that I might ask or one of the things that I might reflect on — as we talk is about the role that parents play in shaping the ideas that students have — is where the parents are getting their ideas. That leads us down a path of interrogating and investigating what it is that's creating the broader social narratives that parents are absorbing and passing on to their children.

Senator Oh: Correct.

Ms. Kaderdina: So, this then takes us again back to, what are the media narratives? What are the social media narratives? What are the inherited narratives that come forward from hundreds of years ago. The construction of Muslims as violent, barbaric people goes back to the Crusades and before, and it has been present and continues to be present now.

So, when we talk about this piece of the role of parents, they are absolutely vital in helping with those interpersonal levels of addressing Islamophobia. It also leads us to addressing the systemic, institutional and ideological pieces. So, thank you for surfacing that as one of the many entry points into this work.

Ms. Khokhar: I think there are different stakeholders that need to be addressed, and families are definitely a big part of this. Ms. Kaderdina was talking about is this idea of colour blindness and neutrality. I think we have to get to a point — whether it's with educators, parents or families — where we see and recognize our similarities and differences. I think that's a key part because the main or the dominant story is very much like, "I don't see colour," or "I don't see difference, I just see you as a human being," and I think we have to see people to see their experiences.

If we don't really see all parts of their intersectional identities, we'll never understand their stories and we'll never be able to locate their stories into a wider, global story — the current as well as historic. I definitely see that anything that addresses Islamophobia has to address the individual as well as

abstraction de la réalité des colons et des réalités du colonialisme qui sont à l'origine de ce mélange, mais dans mon cas au Kenya et ici aussi, la réalité multiculturelle et les relations interpersonnelles qui nous permettent de nous voir les uns les autres en tant qu'êtres humains sont absolument essentielles pour faire contrepoids aux récits dominants, les histoires uniques qui nous dépeignent comme des monolithes qui n'ont pas de sentiments et selon lesquelles si vous ressemblez à ceci, vous devez être X, Y et Z. Les stéréotypes sont détruits lorsque nous sommes capables d'interagir les uns avec les autres et de nous voir comme des êtres humains. C'est absolument essentiel.

Je pense que l'une des questions que je pourrais poser ou l'une des choses auxquelles je pourrais réfléchir — pendant que nous parlons du rôle que jouent les parents dans l'éducation des enfants — c'est où les parents puissent leurs idées. Cela nous amène à nous interroger et à examiner ce qui crée les récits sociaux plus globaux que les parents absorbent et transmettent à leurs enfants.

Le sénateur Oh : Exact.

Mme Kaderdina : Ce qui nous ramène à la question suivante : quels sont les récits véhiculés dans les médias? Quels sont les récits véhiculés dans les médias sociaux? Quels sont les récits hérités d'il y a des centaines d'années? La façon de décrire les musulmans comme un peuple violent et barbare remonte aux croisades et même avant, et elle a été et demeure présente aujourd'hui.

Donc, lorsque nous parlons du rôle des parents, ces derniers sont absolument essentiels pour aider à lutter contre l'islamophobie. Cela nous amène également à nous attaquer aux éléments systémiques, institutionnels et idéologiques. Je vous remercie donc d'avoir soulevé cette question comme l'un des nombreux points d'entrée dans le cadre de cette étude.

Mme Khokhar : À mon avis, il y a différents groupes dont il faut parler, et les familles en sont un très important. Mme Kaderdina parlait de l'idée de daltonisme et de neutralité. Selon moi, nous devons en arriver à un point — que ce soit avec les éducateurs, les parents ou les familles — où nous verrons et reconnaîtrons nos similitudes et nos différences. C'est un élément clé, me semble-t-il, parce que l'histoire centrale ou dominante ressemble beaucoup à « Je ne vois pas de couleur » ou « Je ne vois pas de différence, je vous vois seulement comme être humain », et je pense que nous devons voir les personnes pour connaître leurs expériences.

Si nous ne voyons pas vraiment tous les aspects de leurs identités intersectionnelles, nous ne comprendrons jamais leurs histoires et nous ne serons jamais en mesure de les situer dans un cadre plus vaste et plus global, aussi bien actuel qu'historique. En tout cas, je vois bien que tout ce qui touche l'islamophobie

the systemic, and some of those individuals are thinking about where we get these ideologies of, “we’re just neutral,” or “we don’t see colour.” I think those are definitely parts of solving the big problem with any stakeholder.

Mr. Zia: I will just reiterate a few of the points and share something really quickly. Thank you, senator. I appreciate how you mentioned bringing students together, having them work together and when they can find inclusion, integration among themselves, it would hopefully create a better society.

At my own school, this past school year during Ramadan, two students were teasing each other, and then one student turned to the other and said, “It’s Ramadan, man. We’re supposed to be nice during this month.” Neither student was Muslim, but because they were surrounded by Muslims and had Muslim friends, they understood the importance of this month, what it represents to their friends, and they feel part of Ramadan though they were not Muslim. It is great to see that our students can build those interpersonal relationships, have a positive impact on each other, be inclusive of one another, learn from each other and continue to create that pluralistic society in a way that benefits all.

At the same time, as has been mentioned, parents do have a place in the lives of their kids. So, we cannot necessarily separate the kids from their families. Their influence will always be there. So, the question again is what or how are our parents being influenced? Where are they getting their narratives from? Where are they getting their stories from about whom Muslims are, what Muslims are, and what are the conversations happening in those households?

The household I grew up in and the households anybody here grew up in are very different. Even people who might be from the same culture, the same faith, might have different conversations happening in their households. So, there needs to be some education for our families as well to disrupt and dismantle all of their influences through wide forms of media — not just what they see on the news, what they read on social media, but even as it is influenced by movies and books and other stories, and things that we might see and not understand fully — and then take those back to our homes and influence our students, our kids.

From the point of view of an educator, it really is important that families and parents themselves are also part of the solution and that they are taught to critically examine their racism, their Islamophobia and to dismantle it so that they can have fruitful conversations in their homes and have a positive impact, just as we see our kids having. It would be amazing if those same students in their homes had a conversation with non-Muslim

doit s’articuler sur la personne de même que sur le système. Or certaines personnes réfléchissent à l’origine de ces idéologies selon lesquelles « nous sommes seulement neutres » ou « nous ne voyons pas la couleur ». Ce sont certainement des éléments de solution du grand problème des différents intéressés.

M. Zia : Permettez-moi de seulement répéter quelques points et de vous faire part très brièvement d’une réflexion. Merci, sénateur. J’aime bien votre vision de regroupement des étudiants, pour les amener à travailler ensemble; lorsqu’ils arrivent à trouver l’inclusion, l’intégration entre eux, on peut espérer une société meilleure.

Dans ma propre école, au cours de la dernière année scolaire, pendant le ramadan, deux étudiants se taquinaient l’un l’autre. L’un d’eux a apostrophé l’autre en disant : « C’est le ramadan, mon pote. Nous sommes censés être gentils ce mois-ci. » Aucun des deux étudiants n’était musulman, mais parce qu’ils étaient entourés de musulmans et qu’ils avaient des amis musulmans, ils comprenaient l’importance de ce mois et ce qu’il représente pour leurs amis, et ils se sentaient partie intégrante du ramadan, même s’ils n’étaient pas musulmans. C’est formidable de voir que nos étudiants peuvent créer ces relations interpersonnelles, avoir un impact positif les uns sur les autres, être inclusifs les uns des autres, apprendre les uns des autres et continuer de créer cette société pluraliste pour le bien de tous.

En même temps, comme on l’a mentionné, les parents ont leur place dans la vie de leurs enfants. Ainsi, nous ne pouvons pas nécessairement séparer les enfants de leur famille. Leur influence sera toujours là. Donc, encore une fois, il s’agit de savoir en quoi et comment nos parents sont influencés. D’où proviennent leurs récits? Où prennent-ils leurs histoires sur qui sont les musulmans et ce qu’ils sont, et quelles sont les conversations qui se passent dans ces ménages?

Le ménage dans lequel j’ai grandi est très différent de ceux dans lesquels vous avez tous grandi. Même les personnes qui peuvent être de la même culture, de la même religion, peuvent avoir des conversations différentes dans leur ménage. Donc, il faut éduquer nos familles également pour ébranler et neutraliser toutes leurs influences grâce à de nombreuses formes de médias — pas seulement par ce qu’elles voient aux nouvelles et ce qu’elles lisent dans les médias sociaux, mais même par l’influence du cinéma et des livres et d’autres histoires, et des choses que nous pourrions voir sans comprendre parfaitement —, puis ramener tout cela dans nos foyers et influencer nos étudiants, nos enfants.

Du point de vue de l’éducateur, il importe au plus haut point que les familles et les parents eux-mêmes fassent aussi partie de la solution et qu’ils apprennent à faire un examen critique de leur racisme, de leur islamophobie, et à les neutraliser pour avoir des dialogues fructueux à la maison et avoir un impact positif, comme celui que nous observons chez nos enfants. Il serait formidable que ces mêmes étudiants, chacun dans son foyer,

homes where they say to their kids, “It’s Ramadan, we all have to be great here. We all have to be good to each other.” It doesn’t matter if we’re Muslim or not. That would truly be a shift forward in our thinking about what Muslims do and how Muslims navigate in society as well. Thank you.

Senator Oh: You have to remember nobody is born a racist in this world, so family education is very important. We always say that the dining table is probably the most important educational place for young kids. I hope the study will address not only schools, but parents too because parents give more information to the kids than schools. Thank you.

The Chair: Thank you. Before I go to Senator Gerba, I want to raise the issue that we did in this committee a study on cyberbullying, and the one thing we found was that the educators needed to be educated, and also the parents. So, we printed booklets for the teachers and for the parents, just to help them understand. So, Senator Gerba, and then maybe if there’s time, I might have a question.

[Translation]

Senator Gerba: Thank you so much for being here. Thank you for your very touching testimony. It confirms once again the importance of basic education. I would like to make a comment in line with what my colleague Senator Arnot said, and also in response to Senator Oh’s question. We have a model in Quebec; it is an organization that I am involved with called ENSEMBLE for the respect of diversity.

I don’t know if you’ve ever heard of this organization. It used to be called The Tolerance Foundation and now it’s ENSEMBLE for the respect of diversity.

What does this organization do? It works with youth to promote respect for differences in order to build an environment free of discrimination and bullying. How does it work? It happens in schools. We hold workshops with educators and parents, and we engage the media. Each year, this initiative reaches approximately 25,000 students aged 9 to 18 in schools.

I think it’s a model that we need to look at, even though it hasn’t substantially changed the fact that today we are seeing that Islamophobia is growing in Quebec. However, it helps a lot. I can attest to that because I was on the organization’s board of directors for a few years.

aient une conversation avec des foyers non musulmans où l’on dirait aux jeunes : « C’est le ramadan, nous devons tous être formidables ici. Nous devons être bons les uns envers les autres. » Peu importe que nous soyons musulmans ou pas. Ce serait vraiment un pas en avant dans notre façon de penser à ce que font les musulmans et à la façon dont ils évoluent dans la société. Merci.

Le sénateur Oh : Rappelons-nous qu’on ne naît pas raciste dans notre monde, et que l’éducation familiale est très importante. Nous disons toujours que la salle à manger est probablement le lieu d’éducation le plus important pour les jeunes. J’espère que l’étude s’intéressera non seulement aux écoles, mais aussi aux parents, car ils donnent plus d’information aux enfants que les écoles. Merci.

La présidente : Merci. Avant de donner la parole à la sénatrice Gerba, je voudrais rappeler l’étude sur la cyberintimidation que notre comité a faite et qui nous a révélé que ce sont les éducateurs, et aussi les parents, qui doivent être éduqués. Nous avons donc produit des brochures à l’intention des enseignants et des parents, pour les aider à comprendre. Donc, à vous, sénatrice Gerba. Puis s’il reste du temps, j’aurais peut-être une question à poser.

[Français]

La sénatrice Gerba : Merci beaucoup pour votre présence ici. Merci de vos témoignages très touchants. Cela confirme encore une fois l’importance de l’éducation de base. J’aimerais faire un commentaire pour aller dans le sens de ce que mon collègue le sénateur Arnot a dit, et aussi répondre à la question du sénateur Oh. Nous avons un modèle au Québec; il s’agit d’une organisation dans laquelle je me suis engagée et qui s’appelle ENSEMBLE pour le respect de la diversité.

Je ne sais pas si vous avez déjà entendu parler de cette organisation. Avant, cela s’appelait La Fondation de la tolérance et c’est maintenant ENSEMBLE pour le respect de la diversité.

Que fait cet organisme? Cet organisme agit auprès des jeunes afin de promouvoir le respect des différences en vue de bâtir un environnement sans discrimination ni intimidation. Comment cela se passe-t-il? Cela se passe dans les écoles. On organise des ateliers avec les éducateurs et des parents, et on interpelle les médias. Chaque année, cette initiative touche environ 25 000 élèves âgés de 9 à 18 ans dans les écoles.

Je pense que c’est un modèle sur lequel il faut se pencher, même si cela n’a pas beaucoup changé le fait qu’aujourd’hui, on se rend compte que l’islamophobie est en croissance au Québec. Toutefois, cela aide beaucoup. Je peux en témoigner, car j’ai fait partie du conseil d’administration de cet organisme pendant quelques années.

That said, we are here to report and our report as parliamentarians will obviously be to the government.

So my question is, what can we do? What can the federal government do to resolve this growing problem of hate in our society a little bit — a tiny bit, if possible?

At the federal level, especially, what can we do? What do you expect the federal government to do? Thank you.

[English]

Ms. Khokhar: What I would expect from the federal government is a strategy, a very focused strategy that covers the different stakeholders and that creates accountability, a process and a procedure so that when these things are done, it is dealt with. This strategy, or policy that we've all advocated would include curriculum because whatever comes from the government comes to the classroom, you know? So, I would really advocate for a robust strategy and policy that would then make its way into the classroom and the school and would have various stakeholders.

Mr. Zia: Thank you for your question, and thank you for sharing information about the organization, Together Out of Respect for Diversity. If I asked myself, “What do I expect from the federal government?” and “What do I expect as a result of this study?” I see the federal government as a federation, as a confederation for all of our provinces and territories, it sets the tone for how those provinces support decisions of our great nation, and I believe that there should be some oversight from the federal government of educational institutions across the nation.

It would be great if this committee or the federal government had a committee — if they don't already have one — where the ministers of education for all of our provinces and territories came together regularly, maybe it's monthly, to speak about what some of the issues are and to speak openly, proactively and in a constructive way about how to dismantle racism and Islamophobia.

Senator, you mentioned Quebec, and I don't want to necessarily get into the politics of that specific province, but it is very important that while these organizations exist and you can vouch for the people who are a part of this organization, but how much voice is provided? How much agency is provided to that institution or to the families, and parents, and students who experience Islamophobia? Where is the venue for them to speak back to the provincial government and to present to the federal government the harm that they're experiencing because of policies in the Province of Quebec, as was mentioned?

Cela dit, nous sommes ici pour faire un rapport et notre rapport en tant que parlementaires s'adressera évidemment au gouvernement.

Ma question est donc la suivante : que pouvons-nous faire? Que peut faire le gouvernement fédéral pour arriver à résoudre un petit peu — un tout petit peu, si possible — ce problème de haine qui est croissant au sein de notre société?

À l'échelle fédérale, surtout, que pouvons-nous faire? Qu'attendez-vous du gouvernement fédéral? Merci.

[Traduction]

Mme Khokhar : Ce que j'attendrais du gouvernement fédéral, c'est une stratégie, une stratégie très ciblée couvrant les différents intéressés et obligeant à rendre des comptes et prévoyant un processus et une procédure pour la gestion de tout cela. Cette stratégie ou cette politique que nous avons tous préconisée comprendrait un programme d'études parce que tout ce qui vient du gouvernement arrive dans la salle de classe, vous le savez? Je préconiserais donc une stratégie et une politique robustes que l'on retrouverait dans la salle de classe et dans l'école et qui rejoindraient divers intéressés.

M. Zia : Je vous remercie de votre question et de l'information que vous nous avez donnée au sujet de l'organisation ENSEMBLE pour le respect de la diversité. Si je me demandais : « Que dois-je attendre du gouvernement fédéral? », « Que dois-je attendre de cette étude? », je verrais le gouvernement fédéral comme une fédération, une confédération de nos provinces et territoires, qui donne le ton quant à la façon dont les provinces appuient les décisions de notre grand pays. Je crois que le gouvernement fédéral devrait y avoir un certain droit de regard sur les établissements d'enseignement à l'échelle du pays.

Il serait magnifique que notre comité, ou le gouvernement fédéral ait un comité — il en a peut-être déjà un — où les ministres de l'Éducation de nos provinces et territoires se rassembleraient périodiquement — chaque mois peut-être — pour discuter de certains des enjeux et pour discuter ouvertement, proactivement et de façon constructive de la façon de neutraliser le racisme et l'islamophobie.

Sénatrice, vous avez mentionné le Québec, et sans vouloir nécessairement me mêler de la politique dans cette province, je pense qu'il importe au plus haut point de savoir si, même si ces organisations existent et que vous pouvez vous porter garante des personnes qui en font partie, elles peuvent toujours bien se faire entendre? Quel pouvoir d'agir donne-t-on à cette institution ou aux familles, aux parents et aux élèves qui connaissent l'islamophobie? Sur quelle tribune peuvent-ils s'adresser à leur gouvernement provincial et sensibiliser le gouvernement fédéral au préjudice qu'ils subissent à cause des politiques de la province de Québec, comme on l'a mentionné?

There are Muslims — people who are of any faith for that matter — who are expressing their faith openly and specifically women teachers who wear a hijab who can't even get a job, they're being fired. What is the impact that's having on Islamophobia? We're talking about Islamophobia growing in the Province of Quebec, well, there's a reason for it. And if the federal government could step in and educate the educational institutions and the education minister and perhaps the people in charge in Quebec — if there was some emphasis on the need for them to change, then perhaps they'll change, but if there's no push from the federal government to cause that change to happen, then we're all sitting here wasting our time. It's very sad to say. There has to be something that happens from this study that tells the provincial government, you will do such and such. There has to be actual accountability.

If there's no accountability by the provinces to change, to effect change, then our kids will continue to suffer, families will continue to suffer, Islamophobia will continue to grow, anti-Black racism will continue to grow, anti-Indigenous racism will continue to grow if nothing happens at the provincial level. I would look at the federal government to bring the ministers of education together regularly, monthly, biweekly if they have to, and actually tackle this problem head on, not just to talk about a strategy, but to build a framework to implement that framework and to study that framework and to come back on a regular basis to see.

This is what we're taught to do in schools, a professional learning cycle. Every month, every 21 days, you start a strategy, every 21 days we come back together as a staff and evaluate how that strategy is affecting our kids. Is it improving or regressing their academic achievement or their social behaviour in schools? We need to do that as a province, across provinces and across the nation; otherwise it becomes very frustrating. It becomes an exercise in futility if we're not going to see if those changes happen.

Senator, forgive me, but being from Quebec, I think that you can understand, the impact of what's happened provincially in that government to further alienate and "other" Muslim families, and people of other faiths as well, and the massive detrimental impact that is having. What happened in 2017 in the mosque; that was no accident. That person who did that is a product of a school in Quebec. In London, the person who did that to that family is a product of the schools in Ontario. That's something for us to consider. It's something for us to really think about. That's what our educational institutions are producing right now. So, there needs to be some serious thought about what's happening provincially.

We talked about families. A moment ago, you referenced what Senator Oh had mentioned. You can talk about bringing kids together, but if the families and the parents are being influenced by the policies in the province and the politics that the politicians

Il y a des musulmans — des gens de toutes sortes d'autres confessions, d'ailleurs — qui affichent ouvertement leur foi, en particulier les enseignantes qui portent le hidjab et qui ne peuvent même pas trouver d'emploi ou sont congédiées. Quelles sont les répercussions de tout cela sur l'islamophobie? Nous parlons de la croissance de l'islamophobie au Québec. Eh bien, il y a une raison pour cela. Et si le gouvernement fédéral pouvait intervenir et éduquer les établissements d'enseignement et le ministre de l'Éducation et peut-être les responsables au Québec — si l'on insistait sur la nécessité pour eux de changer, alors peut-être qu'ils changeraient. Mais si le gouvernement fédéral ne fait rien pour faciliter ce changement, alors nous perdons tous notre temps. C'est triste à dire. Cette étude doit envoyer un message au gouvernement provincial : vous devez faire telle ou telle chose. Il faut une véritable obligation de rendre des comptes.

Si les provinces ne sont pas tenues d'effectuer des changements, alors nos enfants continueront de souffrir, et les familles aussi, et l'islamophobie continuera de se répandre, le racisme anti-Noirs également, et le racisme anti-Autochtones poursuivra sa progression si rien n'est fait au niveau provincial. J'attendrais du gouvernement fédéral qu'il réunisse les ministres de l'Éducation périodiquement, mensuellement, aux deux semaines s'il le faut, pour s'attaquer résolument à ce problème, pas tellement pour parler d'une stratégie que pour créer un cadre pour mettre en œuvre ce cadre, l'étudier et revenir souvent vérifier.

C'est ce qu'on nous apprend à faire dans les écoles, un cycle d'apprentissage professionnel. Chaque mois, tous les 21 jours, on lance une stratégie, tous les 21 jours, le personnel revient pour évaluer l'effet de cette stratégie sur nos enfants. Améliore-t-elle ou retarde-t-elle leur rendement scolaire ou leur comportement social à l'école? Nous devons le faire en tant que province, dans toutes les provinces et partout au pays; autrement, cela devient très frustrant. L'exercice devient inutile si rien ne change.

Madame la sénatrice, pardonnez-moi, mais étant du Québec, vous pouvez comprendre, je pense, l'impact de ce qu'a fait le gouvernement provincial pour aliéner encore plus les « autres » familles musulmanes, et les personnes d'autres confessions aussi, ainsi que l'impact dévastateur que cela peut avoir. Ce qui s'est passé en 2017 à la mosquée, ce n'était pas un accident. L'auteur de ce massacre est le produit d'une école québécoise. À London, la personne qui a tué cette famille est le produit des écoles ontariennes. C'est un facteur à considérer. Cela nous donne vraiment à réfléchir. C'est ce que nos établissements d'enseignement produisent de nos jours. Ainsi donc, il faut réfléchir sérieusement à ce qui se passe à l'échelle provinciale.

Nous avons parlé des familles. Il y a un instant, vous avez évoqué ce que le sénateur Oh avait mentionné. On a beau rapprocher les enfants — les familles et les parents qui se laissent influencer par les politiques provinciales et par le

are talking about and saying, all sorts of horrible things that are Islamophobic, that's influencing those parents who are then going home to their families and at the dining table reinforce those negative stereotypes, those falsities about Muslims and this proliferates Islamophobia within the household.

That is what is influencing parents in Quebec and families in Quebec. The rhetoric that's happening at the political level needs to change in order to support families, rather than driving society apart from one another. Thank you.

Ms. Kaderdina: It's really hard to follow that, especially since you said what I was going to say in terms of highlighting that the extreme violence that we are seeing has come from folks who have gone through our school systems. The microaggressions that Ms. Khokhar talked about experiencing and the overt racism, quite frankly, because a lot of it is not just microaggressions are enacted by folks who have not just gone through our schooling systems but have gone through our educational training systems and have gone through professional development that is provided and funded by our provincial ministries. They're not learning what they need to learn in order to create inclusive environments. We are talking about inclusive environments for students. Quite frankly, there aren't even inclusive environments for staff.

The school board that I'm in is talking about focusing on belonging, which is incredibly important, and I wonder, how do you talk about belonging when you can't even manage inclusion? And that's a reality in this country. When I think about the federal government's role in education, I do get a little bit stuck because education falls under the provincial mandates. I appreciate the points that you brought forward, Mr. Zia, around, you know, the importance of the tone that is set, the oversight, the necessity of direction being given in terms of what the expectations are of what we hold up in this country and what the accountability that provinces is for ensuring that that follows through and happens. And Ms. Khokhar, your notes about policy and strategy were so important.

The reality is that while education might be a provincial mandate, pieces around radicalization that occurs through the formations and indoctrination via far-right extremists' groups is a federal responsibility, as well as the responsibility of all of the rest of us. What happens in the media, as I understand it, is a federal responsibility, perhaps I'm wrong in that. Online hate is not something that is addressed, and you spoke earlier to cyberbullying and the need for educators to be aware. What is the accountability when online hate is enacted? I didn't tell you some of the many stories that I've heard from our young people about the TikToks that they view, and not just view, but that they are channelled into. All of the data tells us that social media platforms, whether they be YouTube or TikTok, channel our young people into misogyny, Islamophobia, anti-Black racism,

discours de politiciens qui racontent toutes sortes d'horreurs islamophobes, vont en discuter pendant les repas, ce qui renforcera ces stéréotypes négatifs et ces faussetés au sujet des musulmans. Et c'est ainsi que l'islamophobie prend racine dans le ménage.

C'est ce qui influence les parents du Québec et les familles du Québec. La rhétorique que l'on entend au niveau politique doit changer pour appuyer les familles au lieu de diviser la société. Merci.

Mme Kaderdina : Comment ajouter à ce que vous dites? Tout ce que vous avez déjà dit ce que j'allais dire pour souligner que la violence extrême dont nous sommes témoins vient de gens qui sont passés par nos systèmes scolaires. Les microagressions que Mme Khokhar a connues et le racisme ouvert — qui très souvent va beaucoup plus loin que les microagressions — viennent de gens qui sont passés non seulement par nos systèmes scolaires, mais encore par les systèmes de formation et le perfectionnement professionnel assurés et financés par nos ministères provinciaux. Ils n'apprennent pas ce qu'il faut savoir pour créer des environnements inclusifs. Nous parlons d'environnements inclusifs pour les étudiants. Bien honnêtement, il n'y a même pas d'environnements inclusifs pour le personnel.

Mon conseil scolaire songe à mettre l'accent sur l'appartenance, ce qui est extrêmement important, et je me demande comment on peut parler d'appartenance alors qu'on n'arrive même pas à gérer l'inclusion. Et c'est une réalité au Canada. Quand je pense au rôle du gouvernement fédéral dans l'éducation, je suis un peu coincée parce que l'éducation est l'affaire des provinces. J'apprécie les points que vous avez soulevés, monsieur Zia, en ce qui concerne le ton qui est donné, la surveillance, la nécessité de tracer la voie pour les attentes à l'égard de ce que nous défendons dans notre pays et la responsabilité qui revient aux provinces de voir à ce que cela se concrétise. Et, madame Khokhar, vos notes au sujet de la politique et la stratégie étaient très importantes.

La réalité est que, bien que l'éducation soit de compétence provinciale, les éléments de radicalisation que l'on voit dans les formations et l'endoctrinement via les groupes d'extrême droite sont de la responsabilité du gouvernement fédéral, comme celle de tous nous autres. Ce qui se passe dans les médias, si je comprends bien, est une responsabilité fédérale, mais je me trompe peut-être. On ne dit pas un mot de la haine en ligne, et vous avez mentionné plus tôt la cyberintimidation et la nécessité d'y sensibiliser les éducateurs. Quelle est la responsabilité lorsque la haine en ligne apparaît? Je ne vous ai pas parlé des nombreuses histoires que j'ai entendues de nos jeunes au sujet des TikTok auxquels ils sont abonnés et qu'ils visionnent. Toutes les données nous indiquent que les plateformes des médias sociaux — YouTube ou TikTok — attirent nos jeunes dans

anti-Indigenous racism, anti-Semitism and so on. What are the overviews and purviews that we have in regards to monitoring these companies and holding them accountable for what they are teaching?

I'm going to expand a little bit beyond the purview of this particular session just to give a quick example. The Rohingya massacres and genocide that occurred in Burma, in Myanmar, was fuelled through Facebook interactions. There has been no accountability on any of that. Mr. Zia spoke about what happened in Quebec. I'll be quite frank, I wasn't surprised. It wasn't, "Oh my gosh, this has really happened in this country?", it was, "We were waiting, and it was a matter of when."

There are many Muslims who will tell you that it is not a matter of "if" our community is attacked on the whole and that those attacks are upheld by government officials, it is a question of when, and are we ready to withstand that and who will stand by us? Those are the things that keep us awake at night, and those are the moments where I think to myself, you know, I'm 44 and I don't have children, but maybe it's a good thing because maybe I won't have to watch what they have to deal with.

It is not an accident that talk radio is as vile as it is when it comes to talking about Muslims. We are about 2% of the Canadian population. How much time is spent talking about us by politicians and on airways, in social media? How is that monitored? Where is the accountability? Who responds? To be quite frank, this 2% of the Canadian population has neither the time nor the resources to monitor and address all of the hate that we encounter. We don't have time to report all of it because there is so much and when we do, it is dismissed, we know that. We know that.

In London, following the murders of the family there, there was an intensification of attacks on Muslim families and individuals, and the police system there chose not to address them and dismissed many of those. Our students tell us, there is no point in reporting. I've talked to staff who tell me, there is no point in reporting. Even if the person, individual person above me wants to support me, the system is too big and we are too small, and frankly, we are not seen as worth protecting. That is a reality on a global level and on a level here in Canada.

When I think about what can the federal government do and what do I want it to do, I turn back to the federal government and say, what can you do and what will you do? Is it for me to tell you what to do or is it for you to look at me and say, you know what, you are as important as every other citizen in this country, not just citizen, every other person living on this land, and you have the same right to protection even though your experience may be different, and the way that you experience harm may be different and so, we will differentiate the type of protection that is necessary for you, to you? We will look at what is causing you

la misogynie, l'islamophobie, le racisme contre les Noirs et les Autochtones, l'antisémitisme et ainsi de suite. Quels sont nos droits de regard pour surveiller ces entreprises et leur réclamer des comptes pour ce qu'elles enseignent?

Je vais aller un peu plus loin que le sujet de notre séance, pour vous donner un exemple rapide. Les massacres et le génocide des Rohingyas en Birmanie, au Myanmar, ont été alimentés par des interactions sur Facebook. Personne n'a eu à en rendre des comptes. M. Zia a parlé de ce qui s'est passé à Québec. Je serai très franche, cela ne m'a pas surprise. Ce n'était pas : « Mon Dieu, cela s'est vraiment produit chez nous, au Canada? », c'était plutôt « Nous attendions, et ce n'était plus qu'une question de "quand". »

De nombreux musulmans vous diront qu'il ne s'agit pas de savoir « si », mais « quand » notre communauté sera attaquée dans son ensemble avec la bénédiction de l'État, et demanderont si nous sommes prêts à résister et qui se portera à notre défense? Ces questions nous empêchent de dormir la nuit. Dans ces moments-là, je me dis, vous savez, j'ai 44 ans et je n'ai pas d'enfants, mais c'est peut-être une bonne chose parce que je n'aurai pas à regarder ce qui les attend.

Ce n'est pas un hasard si les tribunes radio sont aussi viles que lorsqu'il y est question des musulmans. Nous sommes environ 2 % de la population canadienne. Combien de temps les politiciens passent-ils à parler de nous en ondes et sur les médias sociaux? Comment est-ce surveillé? Où est la responsabilité? Qui répond? Pour être bien honnête, ces 2 % de la population canadienne n'ont ni le temps ni les ressources nécessaires pour surveiller et dénoncer toute la haine dirigée contre nous. Nous n'avons pas le temps de signaler tous les cas, car ils sont tellement nombreux. Et quand nous le faisons, on ne fait rien. Nous le savons bien. Oui, nous le savons.

À London, le meurtre de toute une famille entière a inspiré une intensification des attaques sur les familles et les personnes musulmanes, et le service de police a décidé de ne pas s'en occuper et les a souvent dédramatisées. Nos étudiants nous disent qu'il ne sert à rien de dénoncer. J'en ai parlé au personnel, qui m'a dit la même chose. Même si ma supérieure voulait m'appuyer, le système est trop gros et nous sommes trop petits et, honnêtement, nous ne sommes pas jugés dignes de sa protection. C'est une réalité dans le monde et au Canada.

Quand je songe à ce que le gouvernement fédéral peut faire et à ce que je voudrais qu'il fasse, je me tourne vers lui pour voir ce qu'il peut faire et ce qu'il va faire. Est-ce à moi de vous dire quoi faire ou est-ce à la société de me dire que je suis aussi importante que n'importe quel autre citoyen du pays ou n'importe quelle autre personne vivant sur notre territoire, et que j'ai le même droit à la protection, même si mon passé me donne peut-être des raisons d'en douter, et même si mon expérience du préjudice peut être différente, et qu'on adaptera la protection qui m'est nécessaire? On va analyser la cause de mon préjudice. La société

harm. We will use not just our social capital and relational capital that we have, but our positionality and our ability to enact and implement and enforce policy and law to ensure safety for everyone and to ensure that the proliferation of hate that is resulting in the radicalization, particularly of our white boys, teenage boys, into hate is going to be addressed and we are going to ensure that anti-radicalization programming is present, available, accessible and funded, and that teachers know how to access those supports. Social workers know how to access that support, and that the Muslim families and youth and all other marginalized families and youth who are impacted by that radicalization are supported in their trauma.

I can tell you that when it comes to trauma of Muslim students, that is dismissed. When we see Muslim students acting out in schools and we know that that is trauma, those students are channelled into special education because, “you’re not learning at school because there must be something wrong with you,” right? Or, “well your family comes from this country, that explains it.”

I’ve gotten a little emotional, but I’m not going to apologize for it because we are in a space where we should be emotional, and we should be angry, and I hope that that anger will motivate and prompt us to do good and to address what needs to be addressed. I thank you for surfacing the question because it was such an important one.

Senator Gerba: Thank you so much for your remarks.

The Chair: I think —

Senator Gerba: I am emotional too because I have four kids and three grandkids who are experiencing all those, so I can imagine.

The Chair: You have two Muslim senators and what you’re saying is not new to us. Senator Gerba will tell you, and I will tell you. I have two daughters who had similar experiences in school. We had a teacher who would make fun of Muslims that they wear towels on their head, and this was a Grade 5 teacher who was teaching students. She obviously shouldn’t have been in that classroom.

The other thing that I observed through my own lived experience was that a lot of our Muslim parents wouldn’t go into the schools. I know it has changed now. It hasn’t. I would be in the school — if my child were called a Taliban, I was in school asking the teacher what your role was in this. I would take it to the principal and be prepared to take it to the board. What we heard in Quebec also that when one of the children faced something similar, the mother told the father don’t complain, don’t complain, it will only make it worse for the child.

va utiliser non seulement son capital social et son capital relationnel, mais aussi sa positionnalité et sa capacité d’adopter et d’appliquer la politique et la loi pour assurer la sécurité de tous, et bloquer la prolifération de la haine qui donne lieu à la radicalisation, particulièrement pour les garçons de race blanche, les adolescents, qui sont victimes de haine, en veillant à offrir des programmes de lutte contre la radicalisation, à les rendre accessibles et à les financer, et à ce que les enseignants sachent comment accéder à ces mesures de soutien. Les travailleurs sociaux savent comment accéder à ce soutien, et savent que les familles et les jeunes musulmans et les autres familles et jeunes marginalisés qui sont victimes de cette radicalisation sont soutenus dans leur traumatisme.

Je peux vous dire que le traumatisme subi par les étudiants musulmans ne compte pour rien. Lorsqu’on voit des élèves musulmans péter les plombs dans les écoles et que nous savons que c’est le fait d’un traumatisme, on les envoie en éducation spécialisée parce qu’« ils n’apprennent rien à l’école, car il doit y avoir quelque chose qui ne fonctionne pas dans leur tête », pas vrai? Ou, « Eh bien, votre famille vient de tel ou tel pays, ce qui explique tout. »

Je suis un petit peu émotive, il est vrai, mais je ne vais pas présenter d’excuses pour cela, parce que nous sommes dans un espace où nous devrions être émotifs et en colère, et j’espère que cette colère nous motivera et nous amènera à faire le bien et à corriger ce qui doit l’être. Je vous remercie d’avoir mis la question sur le tapis, car elle est très importante.

La sénatrice Gerba : Merci beaucoup de vos observations.

La présidente : Je pense...

La sénatrice Gerba : Je suis émotive aussi parce que j’ai quatre enfants et trois petits-enfants qui subissent toutes ces injures. Je peux donc imaginer.

La présidente : Vous avez deux sénateurs musulmans et ce que vous dites n’a rien de nouveau pour nous. La sénatrice Gerba vous le dira, et je vous le dirai moi aussi. J’ai deux filles qui ont vécu des expériences semblables à l’école. Nous avions une enseignante qui faisait des gorges chaudes des musulmanes s’enroulant la tête d’une serviette. C’était une enseignante de 5^e année. De toute évidence, elle n’avait pas sa place dans cette salle de classe.

L’autre chose que j’ai observée dans mon expérience vécue, c’est qu’un grand nombre de nos parents musulmans ne se rendent pas dans les écoles. Je sais que cela n’est plus la même chose. Non. Je me rendais à l’école — si mon enfant se faisait appeler taliban, je demandais à l’enseignant quel était son rôle là-dedans. Je portais l’affaire au bureau du directeur et étais prête à monter jusqu’au conseil scolaire. Nous avons aussi vu au Québec que, lorsque l’un des enfants faisait face à une situation semblable, la mère disait au père de ne pas se plaindre, car cela ne ferait qu’empirer la situation pour l’enfant.

We have to learn how to empower Muslim parents. You bring up so many issues, the role of media, social media and the role of the police. These are all issues that we have been hearing as we've travelled across the country including that the police are not willing to step in. Yesterday, we heard about a woman who was abused in front of her three daughters and the police weren't willing to file a complaint. In the end, they gave her a ticket too. These are similar stories, so you know, there's something broken here and we are seeing a lack of willingness to fix what is broken.

As I'm listening to you, I'm thinking, how do we create safe spaces for students, of course, but also how do we create safe spaces for the teachers who are judged solely by what they wear? Your experience is similar to what we heard in Vancouver from a woman who had done her PhD, an articulate, brilliant young woman who told us the minute they see me wearing a hijab I am judged differently. We all face this as Muslims. I don't wear hijab, but I am a practising Muslim and I stand up in the Senate, I make statements and my colleagues will know that I'm always speaking on Muslim issues. I was the first one on the floor to speak on Bill 21, and I was told by colleagues "Well, don't do Quebec bashing" and I said no, I'm not doing Quebec bashing, I'm going to talk about the reality.

I was looking at statistics yesterday, and 46% of Canadians view Muslims unfavourably. That's a huge problem we have, and I have to question the images. You know; here I laugh, but there is a photo of a very angry me asking a question and there's a certain newspaper that every time they report anything on me, they use that horrible photo of me. Like you said, it's a small microaggression. We've called them and said can you — you know, I'm not always angry. Sometimes I am because of, you know, what's happening.

So, what can we say to the media? You know, I thank you for getting emotional and I thank you for being angry, and I thank you for saying what you have to because, like I told you in the beginning, we need to hear this. We need this to be a matter of record because you know what? It impacts your life, it impacts my life, it impacts Senator Gerba's life. It impacts the lives of our children, and Senator Oh too. We saw during the time of COVID what happened with Asians.

So, what can we do? You know, and I'm asking you and I'm struggling with myself. What can we do with the media? We sit here, we talk about it, you know, don't show angry images. Don't identify — a terrorist is a terrorist. Don't say he's Muslim. How many other religions do identify? And when you look at the percentages, what is it, .01% of Muslims? Does anybody have any data on what the right-wing groups are doing, what violence they're involved in? I know it's higher, so there's a responsibility on everyone. Do you think the average Canadian

Nous devons apprendre comment habiliter les parents musulmans. Vous soulevez tellement de questions, comme le rôle des médias, des médias sociaux et de la police. Ce sont autant d'enjeux auxquels nous avons été sensibilisés de par le pays, y compris le refus d'intervenir de la police. Hier, nous avons entendu parler d'une femme qui a été agressée devant ses trois filles, et du refus de la police de déposer une plainte. La femme a fini par écoper elle aussi d'une contravention. Ces histoires se ressemblent et, vous savez, il y a quelque chose qui cloche ici et nous constatons une absence de volonté de réparer ce qui est cassé.

En vous écoutant, je me demande comment créer des espaces sûrs pour les élèves, bien sûr, mais aussi comment créer des espaces sûrs pour les enseignants que l'on juge uniquement à leur tenue vestimentaire. Votre expérience ressemble à celle qui nous a été rapportée à Vancouver par une femme qui avait fait son doctorat, une jeune femme brillante, s'exprimant très bien. Dès qu'on la voyait porter un hidjab, nous a-t-elle dit, on la jugeait différemment. Nous sommes tous confrontés à cela en tant que musulmans. Je ne porte pas le hidjab, mais je suis une musulmane pratiquante qui fait des déclarations au Sénat, et dont les collègues sauront que je parle toujours des questions musulmanes. J'ai été la première à prendre la parole au sujet du projet de loi 21. Et des collègues m'ont dit : « Eh bien, ne tapez pas sur le Québec », et j'ai dit que non, je ne tape pas sur le Québec, je parle de la réalité.

En parcourant les statistiques hier, j'ai noté que 46 % des Canadiens voient les musulmans d'un mauvais œil. Nous avons un énorme problème, et je dois mettre en doute les images. Vous savez, ici, je ris, mais il y a toujours cette horrible photo de moi très en colère qui ressort chaque fois qu'un certain journal parle de moi. Comme vous dites, c'est une petite microagression. Nous avons appelé le journal pour dire : « Pourriez-vous... Vous savez, je ne suis pas toujours en colère. Parfois, je le suis à cause de, vous savez, à cause de ce qui se passe. »

Que pouvons-nous donc dire aux médias? Vous savez, merci d'avoir laissé l'émotion prendre le dessus et merci de votre colère, et merci de dire ce que vous avez dit parce que, je le répète, nous avons besoin de l'entendre. Nous avons besoin que cela se sache parce que, vous savez quoi? Cela a des conséquences sur votre vie, et sur la mienne, et sur celle de la sénatrice Gerba. Nous avons vu ce qui est arrivé aux Asiatiques pendant la pandémie de COVID-19.

Alors, que pouvons-nous faire? Je vous pose la question et je me débats avec moi-même. Que pouvons-nous faire avec les médias? Nous sommes ici à en parler. Ne montrons pas d'images de personnes en colère. N'identifions pas le malfaiteur : un terroriste est un terroriste. Inutile d'ajouter qu'il est musulman. Combien d'autres religions attribuons-nous aux malfaiteurs? Et si vous analysez les pourcentages, c'est... quoi, 0,1 % de musulmans? Quelqu'un a-t-il des données sur ce que font les groupes de droite, sur la violence à laquelle ils participent? Je

will admit to being Islamophobic? That's my question to you. Sometimes when you're held a mirror, take a look at yourself. These are the views you hold about a group. Do you think they realize that they're Islamophobic? Do they realize that they hold views on a — you said, Ms. Kaderdina, 2%, I'm wondering whether we are closer 3% of Muslims, and Muslims are not newcomers. We've been here since the first census of Canada.

So, it's gotten worse, it's getting worse and like you, I wasn't surprised when the attack in London happened, when the attack in Quebec happened, because of the rhetoric that I have seen coming from media, the portrayal. We heard one of the witnesses yesterday in Quebec say, "There are people sitting in small villages and all the information they get, you know, is from the media where the portrayal of Muslims is very negative." I don't know if there's any answers to the questions I have asked.

And also, I'll let Senator Arnot have the last word, but if you would like to respond to anything that I've said, if you feel you missed something, you can always send us a written submission. You can send it to Sebastian, the Clerk of the Committee. Thank you.

Mr. Zia: Thank you for the sentiments. Thank you for sharing the impact that Islamophobia has had on both your families as well. I appreciate you sharing that.

With regard to your question, I just have something small that maybe Ms. Kaderdina would like to share a bit more. The question, what can we do with the media? The CRTC exists, exists for a reason, it's a federal — it's governed through federal government. The CRTC needs to have expanded powers to control, have some oversight as to what narratives are perpetrated through, propagated through all forms of media that come in our channels. Any channels that are coming into our country from other countries need to be regulated as well.

It's so important that we have, as a federation, some control over the narratives that our families are receiving. As you mentioned, there are some families whose only source of knowledge comes from what they see on the news or what they hear on talk radio, and if there's an oversight then that vitriol, that hatred, that Islamophobia will continue to spread. That racism will continue to spread, and this is not something new.

I remember having conversations with my father when I was very young watching the news, and every time a person had committed a criminal act was always referred to as "Black." The "Black man" did this, the "Black man" did this, the "Black man"

sais que c'est plus haut, et donc que chacun a sa part de responsabilité. Pensez-vous que le Canadien moyen se reconnaîtra islamophobe? Je vous pose la question. Regardez-vous parfois dans un miroir. Telles sont les opinions que vous avez au sujet d'un groupe. Pensez-vous qu'il s'aperçoit qu'il est islamophobe? Et est-ce qu'il se rend compte qu'il a une opinion sur... 2 % avez-vous dit, madame Kaderdina? Je me demande si nous sommes plus près de 3 %, et si les musulmans ne sont pas de nouveaux arrivants. Nous sommes ici depuis le premier recensement du Canada.

La situation n'a cessé de se dégrader et, comme vous, je n'ai pas été surprise par les attaques de London et de Québec, à cause du discours que j'entends dans les médias, du portrait qu'on fait de nous. Hier, à Québec, un témoin nous a dit que dans les petites villes, la seule source d'information des gens, ce sont les médias qui envoient une image très négative des musulmans. Je ne sais pas s'il y a des réponses aux questions que j'ai posées.

Je vais maintenant laisser le dernier mot au sénateur Arnot, mais vous voulez réagir à ce que j'ai dit ou si vous avez l'impression de ne pas avoir tout compris, vous pouvez toujours communiquer avec nous par écrit. Vous pouvez vous adresser à M. Payet, le greffier du comité. Je vous remercie.

M. Zia : Je vous remercie pour les sentiments que vous avez exprimés. Merci aussi d'avoir parlé des répercussions de l'islamophobie sur vos deux familles. Je vous en suis reconnaissant.

Pour revenir à votre question, j'ai seulement un bref commentaire que Mme Kaderdina voudra peut-être compléter. Que pouvons-nous faire avec les médias? Le CRTC, un organisme régi par le gouvernement fédéral, est là pour ça. Il faut donner plus de pouvoirs au CRTC afin qu'il puisse exercer un contrôle et une surveillance sur les propos véhiculés et propagés par toutes les formes de médias relayés par nos canaux. Tous les canaux qui entrent dans notre pays en provenance d'autres pays doivent également être réglementés.

Il est très important que nous exerçions, en tant que fédération, un certain contrôle sur les messages que reçoivent nos familles. Comme vous l'avez mentionné, il y a des familles dont la seule et unique source d'information est ce qu'elles voient aux nouvelles ou entendent à la radio. En l'absence de contrôle, ce vitriol, cette haine, cette islamophobie continueront à se propager. Ce racisme continuera à se répandre, ce n'est pas nouveau.

Je me rappelle avoir eu des conversations avec mon père, quand j'étais très jeune, en regardant les nouvelles. Chaque fois qu'une personne avait commis un acte criminel, elle se voyait accorder l'épithète « noir ». On disait « l'homme noir » a fait ceci,

did this, and my father used to always get angry. Why do they keep saying “Black man? Don’t they know that we’re all going to grow up hating Black men?” I was maybe six years old, and I still remember this.

Well, now we’re growing up in society and in a time where it’s the Muslims, the Muslim terrorists, has a bomb under her hijab, a bomb under his turban, and the Sikh community is being targeted just as much as Muslims are because of the Islamophobia that’s being perpetrated and there’s no one reigning this in. No one’s telling them you can’t do this, and until someone tells them you can’t do this or you will lose your licence, you will not be allowed to broadcast in this country. And a policy has to be created and then actually be acted upon. It would be amazing if an Islamophobic news story is propagated through CBC. The next day CBC is off the air. That’s the power that has to be given to — the federal government should be able to use and give those regulating powers to — through CRTC or another organization to cut this off immediately, to stop this.

I have to be careful not to say state-controlled narratives. I mean, we have that problem in other parts of the world. What I’m trying to say, though, is that there has to be some oversight, there has to be some regulation about what can or cannot be propagated. The people who control the media messages need to come together and have a conversation with members of different communities so they can understand the impact that their negative, stereotypical version of people’s faith and cultures is having on those students, kids, families, and society as a whole. Ms. Kaderdina mentioned, the issue of white supremacy in our country is growing and that white boys, white teenagers, males, are the next generation of that, and until we stop these errors from happening — and I recognize that we can’t do it for social media because it is global, but whatever we can do, we should be able to do. Thank you.

Ms. Kaderdina: Thanks, Mr. Zia. A few different things to address some of what you spoke to, so profoundly. The statistics around the views of Muslims are always interesting to me. I lead anti-Islamophobia workshops for educators in my school board and have used that data, and it’s fascinating to point out that often this data is higher for Canadians than it is for Americans. That always takes folks a minute to process this because there is the idea that we are nicer, and less racist in Canada than in the States.

When these statistics come to the floor, we see that the vast majority of data tells us that there is more Islamophobia in Canada or among Canadians than there is among Americans, I think we need to pause and reflect on that. We need to look at

« l’homme noir » a fait cela, ce qui mettait toujours mon père en colère. « Pourquoi insistent-ils toujours pour dire qu’il s’agit d’un homme noir. Ne comprennent-ils pas que nous allons tous finir par détester les hommes noirs? » Je n’avais peut-être que 6 ans, mais je m’en souviens encore.

Nous grandissons aujourd’hui dans une société et à une époque où ce sont les musulmans, les terroristes musulmans, qui font la manchette. On entend dire qu’une femme portait une bombe sous son hijab ou qu’un homme portait une bombe sous son turban. La communauté sikhe est ciblée au même titre que les musulmans à cause de l’islamophobie et il n’y a personne pour freiner cela. Personne ne dit aux stations de radio de mettre fin à ce genre de discours, faute de quoi elles perdront leur licence et ne pourront plus diffuser dans ce pays. Il faut élaborer une politique et l’appliquer. Il serait étonnant que CBC ou Radio-Canada diffuse une nouvelle islamophobe. La chaîne disparaîtrait des ondes du jour au lendemain. C’est ce pouvoir que le gouvernement devrait utiliser et conférer au CRTC ou à tout autre organisme de réglementation afin de mettre immédiatement fin à ce genre de discours.

Je dois éviter de dire que les messages doivent être contrôlés par l’État. Ce problème existe dans d’autres pays du monde. Ce que j’essaie de dire, c’est qu’il doit y avoir une certaine surveillance, une réglementation sur ce qui peut et ce qui ne peut pas être diffusé. Les gens chargés de contrôler les messages des médias doivent se réunir et avoir une discussion avec les membres des différentes communautés afin de comprendre les répercussions que les commentaires négatifs et stéréotypés sur les religions et les cultures peuvent avoir sur les étudiants, les enfants, les familles et la société dans son ensemble. Comme l’a dit Mme Kaderdina, le problème de la suprématie blanche est de plus en plus présent dans ce pays et des garçons et des adolescents de race blanche forment la prochaine génération de ce mouvement. Nous devons mettre fin à ces comportements — et je reconnais que nous ne pouvons le faire pour les médias sociaux parce qu’ils ont une portée mondiale, mais nous devons faire tout ce que nous pouvons. Je vous remercie.

Mme Kaderdina : Je vous remercie, monsieur Zia. J’aimerais revenir sur quelques points que vous avez abordés, avec tant de profondeur. Les statistiques sur la manière dont les musulmans sont perçus m’intéressent toujours. Dans les ateliers sur la lutte contre l’islamophobie que je dirige à l’intention des enseignants de mon conseil scolaire, je présente toujours ces données. Il est fascinant de constater que les chiffres sont souvent plus élevés pour les Canadiens que pour les Américains. Il faut toujours une bonne minute aux gens pour traiter cette information, parce que nous pensons que nous sommes plus gentils et moins racistes au Canada qu’aux États-Unis.

Lorsqu’on nous présente ces statistiques, nous constatons que la vaste majorité des chiffres nous indiquent que l’islamophobie est plus présente ici au Canada, ou parmi les Canadiens, que parmi les Américains. Je pense que nous devons prendre un

not just what are the stories that are being told about Muslims, but what are the stories we're telling ourselves about who we are as Canadians?

Following the Quebec massacre, one of the narratives that was shared quite widely by politicians was that this is not what Canada is. That's a very naive position to take. At best, naive, disingenuous maybe is what I would call it. I know I'm being harsh, but the reality proves otherwise. The data tells us otherwise. So, I would suggest that when we're looking at media, one of the things we should start looking at is data; something like or similar to the Centre for Digital Hate that exists in the United Kingdom.

Perhaps there needs to be a body that collects and looks at what narratives are being brought forward by media and assesses them. Some of that work has already been done. We have anti-Islamophobia resources that point to statistics that tell us things like how many media stories there were from year to year that, how many of them were positive, how many of them were negative, et cetera. Some of that data exists and it can be an excellent starting point for ongoing monitoring.

Ongoing monitoring is important because following the Quebec massacre, we heard all kinds of avowals, particularly from talk media about, "Oh, we need to be more careful. Oh, we didn't know that it would result in this." I don't know if I buy that, to be quite frank. When you are propagating hate, you have to have some degree of awareness that this is going to impact people and they're going to internalize it. But if people raise their hands in innocence, that's their decision to do that, right?

However, I'm very curious to see what the pre-Quebec mosque massacre level of anti-Islamophobic or anti-Muslim rhetoric was in the Quebec media, what it was in the year after, and what it was five years from then. It would be very interesting to see the trajectory and to see what strategies media organizations are holding for themselves. What is the accountability and who are they accountable to? What is the transparency of that to the public? How does the public even know if they file a complaint what happens with that complaint?

When we talk about Muslim communities advocating for themselves, there are barriers to that advocacy. People don't know what the channels are. Those channels are not always accessible. People don't know what the process is and how to follow up. There is absolutely no purpose in reporting something that is not going to be responded to. Often it causes an additional layer of trauma and it entrenches the idea that hate is supported.

moment pour y réfléchir. Nous devons porter attention non seulement aux histoires véhiculées au sujet des musulmans, mais à ce que ces histoires nous révèlent sur nous-mêmes, en tant que Canadiens.

Après la tuerie de Québec, l'un des messages largement transmis par la classe politique, c'est que ce n'était pas représentatif du Canada. C'est très naïf comme position. Au mieux, c'est naïf, mais je pense que le terme hypocrite est plus approprié. Je suis sévère, je le sais, mais la réalité est bien différente. Les données nous indiquent autre chose. Lorsque nous regardons les médias, je suggère que nous commençons par examiner les chiffres ou que nous créions un organisme semblable au Centre for Digital Hate qui existe au Royaume-Uni.

Nous avons besoin d'un organisme pouvant rassembler et examiner les messages véhiculés par les médias et en faire l'analyse. Une partie de ce travail a déjà été fait. Nous avons des ressources de lutte contre l'islamophobie qui colligent des données sur le nombre de messages diffusés dans les médias chaque année, combien étaient positifs, combien étaient négatifs, et ainsi de suite. Certaines de ces données existent déjà et elles constituerait un excellent point de départ pour la mise en place d'un mécanisme de surveillance continue.

Il est important d'assurer une surveillance constante parce qu'à la suite de l'attentat de Québec, nous avons entendu toutes sortes d'aveux, surtout de la part des médias, du genre : « Nous devons faire davantage attention. Nous ne savions pas que cela allait dégénérer à ce point. » Pour être franche, nous n'y croyons pas vraiment. Quand vous propagez la haine, vous devez être conscients que vos propos auront des répercussions sur des gens qui vont se les approprier. Mais si les gens clament leur innocence, cela leur appartient, n'est-ce pas?

Je suis cependant très curieuse de savoir quel était le niveau du discours anti-islamophobe ou anti-musulman dans les médias de Québec avant la fusillade à la mosquée, puis l'année suivante et cinq ans plus tard. Il serait très intéressant de connaître la courbe de ce discours ainsi que les stratégies adoptées par les entreprises médiatiques. Quelle est leur responsabilité et à qui rendent-elles des comptes? Dans quelle mesure font-elles preuve de transparence à l'égard du public? Les gens qui portent plainte savent-ils seulement ce qu'il advient de leur plainte?

Les communautés musulmanes ont beau essayer de défendre elles-mêmes leurs intérêts, mais elles se heurtent à des obstacles. Les gens ne connaissent pas les canaux de communication et ces canaux ne sont pas toujours accessibles. Les gens ne savent pas comment procéder ni comment faire le suivi. Il ne sert absolument à rien de signaler un incident si on n'y donne pas suite. Cela ne fait souvent qu'ajouter au traumatisme et renforcer l'idée que la haine est tolérée.

In addition, institutions like the CBC, CTV, and other organizations, I think we also need to make sure that there is oversight around social media channels and what is their accountability, what are the policies that they have in place? There are other countries in the world that are holding these organizations to account and saying that we will not let you function in our country if you are going to allow your platform to be a space of hate. Other countries are doing it. It is not a restriction of freedom of speech to say that you can't propagate hate. That's not what freedom of speech is about.

I would just say one additional thing. In terms of the question of, "do I think the average Canadian will admit to being Islamophobic"? I don't know that the average Canadian knows what Islamophobia even means. Often the initial and immediate response to the terminology of Islamophobia is, "oh, you're saying I'm scared of Muslims? Well, I'm not scared of Muslims." A great deal of defensiveness comes up. And then we get embedded into a dialogue such as "Is it Islamophobia? Is it anti-Muslim racism? What's the right term?" All of that is a detour and a deflection from the reality that people in our communities are being harmed. Employment, well-being, mental health and poverty levels, everything is impacted by Islamophobia. And that's not about personal bias — although it does play out — it is about personal bias that plays out in systems and structures and institutions that are created to allow it to play out.

One thing that I might put forward to this committee is that as you are looking at individual responses and reactions and interpersonal relationships, please don't forget to contextualize that within the broader, systemic, and institutional pieces. It is the systems and institutions that need to be changed at the same time. They all work together, and these levels are all interlocked.

I hope that what this committee will also take forward as you look at this not only the impact of Islamophobia on Muslims, but the impact of Islamophobia on non-Muslims, and not just non-Muslims who are taken to being Muslim and who encounter Islamophobia, but also those who enact Islamophobia. We have a legacy in this country that we are trying to grapple with. We have a legacy of residential schools. September 30 is coming up before we know it. We have a legacy of looking back at our history and recognizing the shame of what was perpetrated and continues to be perpetrated.

When I talk about anti indoctrination work and deradicalization, I'm not just talking about it because I'm afraid of what those boys, usually boys, might do to my community. I'm talking about it because I don't want any of them to ever have to look back at their lives and go, that's the person that I was? I did that? I hurt someone? Maybe I killed someone? We have a responsibility to those children as well to protect them from becoming an Alexandre Bissonnette or the young man who killed the family in London. We owe them an understanding of

Par ailleurs, dans les institutions comme CBC/Radio-Canada, CTV et certains autres, nous devons nous assurer qu'il existe un mécanisme de surveillance des réseaux sociaux et de reddition de comptes et connaître les politiques qui ont été mises en place. Certains pays obligent ces organisations à rendre des comptes et les préviennent qu'elles ne pourront plus diffuser dans le pays si elles laissent leur plateforme devenir un espace de haine. Cela se fait ailleurs. Ce n'est pas restreindre la liberté d'expression que d'interdire à une organisation de propager la haine. Ce n'est pas cela, la liberté d'expression.

J'aimerais ajouter quelque chose. Pour répondre à la question : « Est-ce que le Canadien ordinaire peut admettre être islamophobe? », je ne sais même pas si le Canadien ordinaire sait ce que veut dire islamophobie. Souvent, la première réponse à cette question est : « Vous voulez savoir si j'ai peur des musulmans? Non, je n'ai pas peur des musulmans. » Ils sont sur la défensive. Ensuite, il y a tout un questionnement pour savoir s'il faut parler d'islamophobie ou de racisme anti-musulman. Quel est le terme approprié? Tout ce questionnement est une manière de contourner ou de déformer la réalité, à savoir que les membres de nos communautés subissent des préjugés. L'islamophobie a une incidence sur l'emploi, la santé mentale et la pauvreté, sur tout. Et je ne parle pas des préjugés personnels — bien qu'ils jouent un rôle —, mais des préjugés qui imprègnent les systèmes, les structures et les institutions qui sont créées pour permettre leur expression.

J'ai une suggestion à faire aux membres du comité. Quand vous examinerez les réponses et les réactions individuelles et les relations interpersonnelles, n'oubliez pas de les mettre en contexte dans un cadre systémique et institutionnel plus large. Ce sont les systèmes et les institutions qu'il faut également changer. Ils forment un tout et ils sont tous interreliés.

J'espère que le comité tiendra également compte des répercussions de l'islamophobie non seulement sur les musulmans, mais aussi sur les non-musulmans, et pas seulement sur ceux qui sont pris pour des musulmans et sont victimes d'islamophobie. Il faut aussi se pencher sur ceux qui propagent l'islamophobie. Dans ce pays, nous avons un héritage avec lequel nous essayons de composer. Je veux parler des pensionnats indiens. Le 30 septembre approche à grands pas. Nous avons le devoir de revenir sur notre histoire et de reconnaître avec honte les actes qui ont été perpétrés et qui continuent à l'être.

Quand je parle du travail de lutte contre l'endoctrinement et la radicalisation, ce n'est pas seulement parce que j'ai peur de ce que ces jeunes garçons, parce que ce sont habituellement des garçons, pourraient faire à ma communauté. J'en parle parce que je ne veux pas qu'un seul d'entre eux se demande un jour : « Étais-je vraiment cette personne? Est-ce vraiment moi qui ai fait ça? J'ai blessé quelqu'un? J'ai peut-être tué quelqu'un? ». Nous avons aussi une responsabilité envers ces jeunes. Elle consiste à les empêcher de devenir un Alexandre Bissonnette ou

what it means to be a human being that respects human life and all human life and to protect them from falling into that path. Anti-Islamophobia work, anti-racism work, anti-oppression work is not just to rescue those whom racism, Islamophobia and oppression are directed at. It is also to protect those who might end up causing that harm. I would ask the committee to take that forward as well as you consider these pieces.

The Chair: Thank you. We've gone way over, Senator Arnot. I apologize. If you have, like, a 30 second thing, that's fine. Otherwise, we won't have time for the next panel.

Senator Arnot: I want this on the record because I want it to be amplified. There are so many things that we've heard, but number one, this is a Canadian problem, coast to coast. We are using the term "Islamophobia," but as Senator Ataullahjan has said that's an inadequate term; it's anti-Muslim hate. This is much more reflective of what it really is and needs to be put in that context and I'm hearing support for that. It's based on fear and ignorance. We need education.

There's deflection. There is a role for the federal government. I think the Heritage Department without any question as they're responsible for multiculturalism and pluralism. They have a role to play. The professional development of educators can be optional; it doesn't have to be mandatory. It's a political deflection because the federal government says, "Oh, that's provincial." No, it isn't; it's a Canadian problem, public safety on radicalization.

Third point, unregulated internet, the hate speech proliferates. That has to be regulated and the federal government has that role. Fourthly, this whole point about there's more Islamophobia or hate against Muslims in Canada than it is in the United States is an interested point. Maybe that should be the starting point of our report because that should wake up Canadians. That would be an eye-opener, because Canadians would have to admit what you're saying is accurate. I just make those five quick points in relation to what our witnesses have testified to make sure that this gets captured well in the final report. Thank you very much.

The Chair: Thank you and thank you to the witnesses, and Senator Arnot, just to — the reason I proposed this study was because when I looked at the statistics, the most Muslims killed

le jeune homme qui a tué la famille à London. Nous devons leur faire comprendre ce que cela signifie d'être un être humain qui respecte la vie humaine et tous les êtres humains, et les empêcher de s'engager sur un mauvais chemin. La lutte contre l'islamophobie, le racisme et l'oppression ne vise pas seulement à protéger les personnes qui en sont la cible. Elle vise aussi à protéger ceux qui pourraient finir par causer le mal. J'invite les membres du comité à examiner ces documents.

La présidente : Je vous remercie. Nous avons largement dépassé le temps prévu, sénateur Arnot. Je m'en excuse. Si vous avez un bref commentaire de 30 secondes à faire, allez-y. Autrement, nous n'aurons pas assez de temps pour notre prochain groupe de témoins.

Le sénateur Arnot : Je tiens à ce que mes commentaires figurent au compte rendu parce que je veux qu'ils aient plus d'écho. Nous avons entendu tellement de choses, mais nous devons surtout retenir qu'il s'agit là d'un problème pancanadien. Nous employons le terme « islamophobie », mais comme l'a fait remarquer la sénatrice Ataullahjan, ce n'est pas le bon terme; nous devons plutôt parler de haine contre les musulmans, parce que cela représente mieux la réalité. Nous devons aussi mettre les choses en contexte. Je crois comprendre qu'il y a un appui à cet égard. Cette haine est fondée sur la peur et l'ignorance. Nous devons faire de l'éducation.

Nous nous sommes dérobés à notre responsabilité. Le gouvernement fédéral a un rôle à jouer. Nul doute que le ministère du Patrimoine canadien, en tant que responsable du multiculturalisme et du pluralisme, a un rôle à jouer. La formation professionnelle des éducateurs peut être facultative, elle n'a pas à être obligatoire. La classe politique s'est dérobée de cette responsabilité, parce que le gouvernement fédéral prétend que cela relève des provinces. Non, c'est un problème pancanadien, c'est un enjeu de sécurité publique contre la radicalisation.

Troisièmement, comme l'Internet n'est pas réglementé, les propos haineux y prolifèrent. Internet doit être réglementé et cette responsabilité incombe au gouvernement fédéral. Quatrièmement, toute cette réflexion sur le fait qu'il y a plus d'islamophobie ou de haine contre les musulmans au Canada qu'aux États-Unis est intéressante. Cela devrait être le point de départ de notre rapport, parce que nous devons réveiller les Canadiens. Notre rapport leur ouvrirait les yeux, parce qu'ils seraient bien obligés d'admettre que ce que vous dites est exact. Ce sont les cinq points que je voulais brièvement soulever en rapport avec les témoignages que nous venons d'entendre pour m'assurer qu'ils seront bien intégrés à notre rapport final. Je vous remercie.

La présidente : Merci. Je remercie également les témoins. Sénateur Arnot, j'ai proposé cette étude après avoir examiné les statistiques et constaté que le Canada était le pays du G7 où l'on

in a G7 country was in Canada, and I spoke to someone from the press and he said, oh really? I have to investigate that, like, even he didn't know that.

I think there was also a study done in the U.K., which found that Islamophobia levels were some of the highest in Canada, and I think we Canadians need to take a good look at ourselves. So, I want to thank the witnesses for your testimony, it will really help us as we write our report. And senators, we'll move onto the next panel. Thank you very much.

Honourable senators, I shall now introduce our second panel of witnesses. Each witness has been asked to make an opening statement of five minutes. We shall hear from all the witnesses and then turn to questions from the senators. And witnesses, I ask you to respect the five minutes because we're already running really late and many issues will be raised that have to be explored, and senators will have questions.

So, from the Canadian Council of Imams, we have Refaat Mohamed, the President, Taha Ghayyur, who is a member and Dr. Mohammed Iqbal Al-Nadvi, the Chairman. From the Muslim Medical Association of Canada, we have Dr. Arfeen Malick, who is the Mental Health Director. And from the Concentus Citizenship Education Foundation, we have Heather Fenyes, the Board Chair, and David Fisher, the Executive Director. I want to thank all of you for taking the time to come here, and I will start with the Canadian Council of Imams and Refaat Mohamed, you are making a statement. Thank you.

Refaat Mohamed, President, Canadian Council of Imams: Thank you so much, members of the Senate Standing Committee on Human Rights for this opportunity to present from the perspective of imams and Muslim religious leadership in Canada. I am Refaat Mohamed, serving as President of the Canadian Council of Imams. We are deeply disturbed by the rampant rise in Islamophobia across Canada. According to Statistics Canada, Canada's most recent report, hate crimes in Canada increased by an outstanding 72% between 2019 and 2021. Religious hate crimes increased by 67% in 2021 alone. With a number of recorded attacks against Muslims increasing from 84 in 2020 to 144 in 2021, Canada has witnessed most deadly Islamophobic attacks, including the 2017 Quebec City mosque shooting, which killed six Muslims while they worshiped, leaving behind 17 orphaned children.

Also, Mohamed-Aslim Zafis, who was killed in 2020 as he left his job at the IMO mosque in Toronto, and four members of the Afzaal family who were run over by a car in London, Ontario just last year. Each attacker of all these incidents was motivated by far-right extremism and anti-Muslim hate. Islamophobia doubly impacts imams and religious leaders for sure. It impacts

recensait le plus grand nombre de musulmans tués. Quand j'en ai parlé à un journaliste, il a été très étonné et s'est engagé à enquêter sur ce sujet, même s'il n'était pas au courant.

Une étude réalisée au Royaume-Uni a révélé qu'au Canada, les niveaux d'islamophobie étaient parmi les plus élevés. Je pense donc qu'en tant que Canadiens, nous devons faire un sérieux examen de conscience. Je remercie nos témoins de leurs témoignages qui nous éclaireront quand nous rédigerons notre rapport. Mesdames et messieurs les sénateurs, nous allons passer au prochain groupe de témoins. Merci beaucoup.

Honorables sénateurs, je vais maintenant présenter notre deuxième groupe de témoins. Chaque témoin a été invité à faire une déclaration préliminaire de cinq minutes. Après avoir entendu tous les témoins, nous passerons aux questions des sénateurs. Mesdames et messieurs les témoins, je vous demande de respecter les cinq minutes, car nous sommes déjà très en retard. Il nous reste encore de nombreux points à aborder et les sénateurs auront aussi des questions à poser.

Du Conseil canadien des imams, nous accueillons Refaat Mohamed, président, Taha Ghayyur, membre du conseil, et Mohammed Iqbal Al-Nadvi, président du conseil. De l'Association médicale musulmane du Canada, nous entendons la Dre Arfeen Malick, directrice de la santé mentale. Enfin, de la Concentus Citizenship Education Foundation, nous accueillons Heather Fenyes, présidente du conseil d'administration, et David Fisher, directeur général. Je tiens à remercier chacun d'entre vous de votre présence. Nous commencerons par le Conseil canadien des imams. M. Refaat Mohamed fera une déclaration. Je vous remercie.

Refaat Mohamed, président, Conseil canadien des imams : Je remercie les membres du Comité sénatorial permanent des droits de la personne de me donner l'occasion de présenter le point de vue des imams et des dirigeants religieux musulmans du Canada. Je m'appelle Refaat Mohamed et je suis président du Conseil canadien des imams. Nous sommes profondément troublés par la montée en flèche de l'islamophobie au Canada. Selon le dernier rapport de Statistique Canada, les crimes haineux au Canada ont connu une hausse vertigineuse de 72 % entre 2019 et 2021. Les crimes motivés par la haine religieuse ont augmenté de 67 % en 2021 seulement. De 2020 à 2021, le nombre d'agressions signalées contre des musulmans est passé de 84 à 144. Le Canada a été le théâtre des attaques islamophobes les plus meurtrières, dont la fusillade de 2017 à la mosquée de Québec, au cours de laquelle six musulmans ont été tués durant la prière, laissant derrière eux 17 enfants orphelins.

Mentionnons également Mohamed-Aslim Zafis, qui a été tué en 2020 alors qu'il quittait son emploi à la mosquée de l'OMI à Toronto, et les quatre membres de la famille Afzaal, mortellement happés par une voiture l'an dernier à London, en Ontario. Dans tous ces tragiques événements, l'agresseur était motivé par l'extrémisme de droite et la haine contre les

them both personally and professionally. Despite resources and funds, imams in Canada wear multiple hats including prayer leaders, guidance counsellor, fundraiser, marriage and youth counsellor, trauma advisor, interfaith leader, media spokesperson, and government relations expert. Not only are imams the first point of contact for the Muslim community in times of crisis, they often become the face of crisis management. And in some cases, imams and mosque leaders are directly targeted by the anti-Muslim attackers.

Case in point, the Quebec City mosque massacre where Imam Nazar, who had just finished leading the congregation in prayer, was shot by that terrorist. Fortunately, he survived the gunshot. The attacker did not even spare the Imam's beautiful young daughter, who was there at the incident. Fortunately, he ran out of ammunition as he aimed at her. Imagine the trauma this Imam and his family live with until this day. So, thank you, and I will leave the rest to my friend, Taha Ghayyur.

Taha Ghayyur, Member, Canadian Council of Imams: Thank you, Madam Chair Ataullahjan and the rest of the senators here today for listening to the voices of Canadian imams this morning. I am Taha Ghayyur, a human rights advocate and a member of the Canadian Council of Imams. Canadian imams are concerned about the fact that most hate crimes are charged as regular offences under the Criminal Code, such as assault, uttering threats, or harassment. This is a setback to victims of hate crimes who do not only suffer physical trauma, but also mental trauma. Our hate crime laws do not empower law enforcement adequately to lay charges of hate crimes or terrorism. There's also a problem of rating the incident as a hate-motivated incident or hate-motivated action committed.

Moreover, imams and community activists regularly face online threats, most of which are not taken seriously by the law enforcement. Canadian imams are also troubled by the Canadian government's unprincipled and inconsistent policies on global Islamophobia. Canada has effectively remained silent on the international stage in condemning crackdowns on human rights, democracy and religious freedom, and Canada's foreign policy which continues to tolerate transnational Islamophobia and Muslim persecution in Palestine, India and China is at odds with the Prime Minister's commitment to combatting Islamophobia at home.

musulmans. Il va sans dire que l'islamophobie a un double impact sur les imams et les chefs religieux, ils sont touchés sur le plan personnel et aussi sur le plan professionnel. Malgré les ressources et les fonds dont ils disposent, les imams du Canada jouent de multiples rôles. L'imam est à la fois directeur de prière, conseiller spirituel, collecteur de fonds, célébrant de mariage, conseiller auprès des jeunes, conseiller auprès de personnes ayant subi un traumatisme, leader interconfessionnel, porte-parole auprès des médias et expert en relations gouvernementales. Non seulement les imams sont le premier point de contact pour la communauté musulmane en temps de crise, mais ils deviennent souvent le visage de la gestion de crise. Dans certains cas, les imams et les dirigeants de mosquée sont directement visés par les agresseurs anti-musulmans.

Un cas d'espèce est l'attentat de la mosquée de Québec, au cours duquel l'imam Nizar, qui venait de diriger la prière en congrégation, a été visé par le terroriste. Il a heureusement survécu à ses blessures. L'assaillant n'a même pas épargné la merveilleuse jeune fille de l'imam, qui se trouvait sur place. Par chance, il a manqué de munitions au moment où il pointait son arme sur elle. Imaginez le traumatisme que cet imam et sa famille vivent encore aujourd'hui. Je vous remercie donc, et je vais maintenant céder le reste de mon temps à mon ami, Taha Ghayyur.

Taha Ghayyur, membre Conseil canadien des imams : Je vous remercie, madame la présidente Ataullahjan, et merci également aux autres sénateurs présents aujourd'hui de bien vouloir entendre les voix des imams canadiens ce matin. Je m'appelle Taha Ghayyur et je suis un défenseur de droits de la personne et un membre du Conseil canadien des imams. Les imams canadiens sont préoccupés de constater que la plupart des crimes haineux sont traités comme des infractions ordinaires en vertu du Code criminel, par exemple comme des voies de fait, des menaces ou du harcèlement. Il s'agit d'un recul pour les victimes de crimes haineux qui souffrent non seulement de traumatismes physiques, mais aussi de traumatismes mentaux. Nos lois sur les crimes haineux ne permettent pas aux forces de l'ordre de porter des accusations de crimes haineux ou de terrorisme. Il y a aussi un problème pour faire classer ces incidents comme des incidents ou des actes motivés par la haine.

Par ailleurs, les imams et les militants communautaires sont souvent la cible de menaces en ligne, mais la plupart ne sont pas prises au sérieux par les forces de l'ordre. Les imams canadiens sont également troublés par les politiques incohérentes et dénuées de principes du gouvernement canadien à l'égard de l'islamophobie dans le monde. Le Canada est en effet demeuré silencieux sur la scène internationale pour condamner les mesures de répression des droits de la personne, de la démocratie et de la liberté de religion; la politique étrangère du Canada continue de tolérer l'islamophobie transnationale et la persécution des musulmans en Palestine, en Inde et en Chine, ce qui va à l'encontre de l'engagement du premier ministre à lutter contre l'islamophobie chez nous.

In conclusion, the Canadian Council of Imams makes the following recommendations. Number one, criminalize Islamophobia in all forms, including hate speech, and violent hate crimes targeting Muslim individuals and institutions. Amend the Criminal Code to simplify the criminalization and prosecution of hate speech and hate crime. Abolish the requirement to seek the Ontario Attorney General's consent to prosecute individuals promoting bigotry.

Number two, review and overhaul the foreign policy to ensure it aligns with Canada's ideals of promoting justice, peace, and human rights for all. Ensure that trade and defence agreements with countries complicit in genocidal policies against Muslim minorities are premised on human rights provisions and that our supply chains are not tainted with slave labour from many of these countries.

And the third and last, fund special development training programs for imams, for religious leaders in the Muslim community, to better equip them to deal with media, mental health, trauma counselling, interfaith, anti-racism and Islamophobia or anti-Islamophobia initiatives. Thank you very much.

The Chair: Thank you very much. I will now turn to Dr. Arfeen Malick for her remarks.

Dr. Arfeen Malick, Mental Health Director, Muslim Medical Association of Canada: Thank you for having me. I am representing the Muslim Medical Association of Canada. I'm a child and adolescent psychiatrist at SickKids, and I also support the Muslim mental health of Muslims and work closely with the imams. I want to point out what the imams have said about them being the first point of contact for both the medical and the mental health system in our community is one that's crucial that is documented, because imams are the first point of contact for our communities.

I'll start off just by talking a little bit about the term "Islamophobia." I know this was talked about just prior to this. I really want to highlight that we don't use other terms for other groups. We will talk about anti-Black racism, anti-Indigenous racism, anti-Semitism. Anti-Muslim racism implies the commission of serious acts of discrimination, and we need to be clear that Islamophobia suggests a passive fear of Muslims where the fear is almost validated. This actually highlights the structural issues with discrimination against Muslims, and we are propagating this with this type of language.

En conclusion, le Conseil canadien des imams fait les recommandations suivantes. Premièrement, criminaliser l'islamophobie sous toutes ses formes, y compris les discours haineux et les crimes haineux violents ciblant des personnes et des institutions musulmanes. Modifier le Code criminel afin de faciliter la criminalisation et la poursuite des auteurs de discours haineux et de crimes haineux. Abolir l'obligation de demander le consentement du procureur général de l'Ontario pour poursuivre les personnes qui font la promotion du sectarisme.

Deuxièmement, réviser et réformer la politique étrangère afin qu'elle soit conforme aux idéaux du Canada en matière de promotion de la justice, de la paix et des droits de la personne pour tous. Veiller à ce que les accords de commerce et de défense avec les pays complices de politiques génocidaires contre les minorités musulmanes contiennent des dispositions relatives aux droits de la personne et s'assurer que nos chaînes d'approvisionnement ne soient pas entachées d'esclavage de la part de bon nombre de ces pays.

Et troisièmement, financer des programmes spéciaux de formation en développement professionnel à l'intention des imams et des chefs religieux de la communauté musulmane, afin qu'ils soient mieux outillés pour traiter avec les médias, intervenir auprès des personnes ayant des problèmes de santé mentale, faire du counselling post-traumatique et participer à des initiatives interconfessionnelles et de lutte contre le racisme et l'islamophobie. Merci beaucoup.

La présidente : Merci beaucoup. Nous entendrons maintenant les observations de la Dre Arfeen Malick.

Dre Arfeen Malick, directrice de la santé mentale, Muslim Medical Association of Canada : Merci de m'avoir invitée. Je représente la Muslim Medical Association of Canada. Je suis pédopsychiatre à l'hôpital SickKids, je soutiens également le service de santé mentale musulman et je travaille étroitement avec les imams. Je tiens à revenir sur ce que les imams ont dit, à savoir qu'ils étaient le premier point de contact à la fois pour le système médical et pour le système de santé mentale de notre communauté. Il s'agit d'un rôle essentiel et bien documenté, parce que les imams sont les premières personnes vers lesquelles se tournent nos communautés.

Je vais d'abord m'attarder un peu sur le terme « islamophobie ». Je sais qu'il en a été question tout à l'heure. Je tiens à faire remarquer que nous n'utilisons pas de terme distinct à l'égard des autres groupes. Nous parlons de racisme envers les Noirs, de racisme envers les Autochtones et d'antisémitisme. Le racisme envers les musulmans sous-entend la perpétration d'actes de discrimination graves, et nous devons préciser clairement que le terme islamophobie sous-entend une peur passive des musulmans, une peur qui est presque validée. Cela met en évidence les problèmes structurels liés à la discrimination contre les musulmans que nous propageons par ce genre de discours.

We've already talked about the increase in Islamophobia via hate crimes. These are, you know, in Canada and the U.S., the European Union. These rates are not accurately depicted. We know that there's a reluctance to report by individuals due to fear of consequences. We have many studies to show the same.

There are individuals who are impacted by Islamophobia who are non-Muslims and Muslims, and we've already talked about those, but there's also gendered Islamophobia which targets visibly identifiable Muslim women. And we have individuals with intersectional identities who face multiple compounding forms of discrimination, such as those who are Black Indigenous Muslims.

There are various mechanisms of Islamophobia. Islamophobia really operates by structuring a static Muslim identity, that is one that attributes negative terms and generalizations to all Muslims. It dehumanizes Muslims, it devalues their lives, and it marginalizes them by diminishing their space and public life. This normalizes negative actions against Muslims, such as surveillance of Muslims, scrutiny of places of worship, legalizing Islamophobia through legislation that directly targets Muslims, treating them differently than members of other religious communities, such as Quebec's Bill 21, banning religious attire, disproportionately impacting Muslim women.

It also normalizes hate speech and targeted discrimination online and through mainstream media, social media, politics, and the justice system. I assume that I was asked to be here because of my role in mental health. We know the impacts of discrimination due to race, ethnicity, and religion on mental health are large. We know this because there's been studies for decades in the Black community. For Muslims, Islamophobia has deep impacts. Most research demonstrates a correlation between Islamophobic incidents and rates of mental illness, such as depression and anxiety, not dissimilar to the impacts of anti-Black racism on individuals identifying as Black.

Islamophobia is a type of racism and discrimination where at the level of the brain, it is understood as an exposure to a threatening life event that destabilizes a sense of security and safety on an individual and on a community level. Uniquely, Islamophobia also removes Muslims' ability to cope by healthy, adaptive means through the demonization of Muslim communities' spirituality, their spiritual leaders, and places of worship.

Nous avons déjà parlé de la hausse des crimes haineux islamophobes au Canada, aux États-Unis et dans l'Union européenne, comme vous le savez. Les chiffres ne représentent toutefois pas la réalité. Nous savons que des personnes hésitent à signaler les incidents par crainte de représailles, comme le démontrent de nombreuses études.

L'islamophobie a des répercussions sur des non-musulmans et des musulmans, comme nous venons de le dire, mais n'oublions pas l'islamophobie sexospécifique qui cible des femmes musulmanes visiblement identifiables. Il y a aussi des personnes aux identités croisées qui sont la cible de multiples formes de discrimination, notamment les musulmans autochtones noirs.

Il existe divers mécanismes d'islamophobie. En fait, l'islamophobie est la structuration de l'identité musulmane statique à laquelle sont accolés des qualificatifs négatifs et des généralisations englobant l'ensemble des musulmans. Elle déshumanise les musulmans, dévalorise leur vie et les marginalise en réduisant leur espace et leur vie publique. Cela normalise les actions négatives contre les musulmans, comme la surveillance des musulmans et de leurs lieux de culte, la légalisation de l'islamophobie dans le cadre de lois qui ciblent les musulmans et les traitent différemment des membres d'autres communautés religieuses, comme le projet de loi 21 du Québec, en plus d'interdire le port des vêtements religieux, ce qui a un impact disproportionné sur les femmes musulmanes.

L'islamophobie normalise également le discours haineux et la discrimination ciblée en ligne et dans les médias conventionnels, les médias sociaux, le système politique et le système de justice. Je suppose que vous m'avez invitée ici en raison de mon travail en santé mentale. Nous savons que la discrimination fondée sur la race, l'origine ethnique et la religion a de vastes répercussions sur la santé mentale. Nous le savons parce que des études sont menées depuis des décennies au sein de la communauté noire. Pour les musulmans, l'islamophobie a de profondes répercussions. La plupart des recherches font état d'une corrélation entre les incidents islamophobes et les taux de maladie mentale, comme la dépression et l'anxiété, un peu comme les répercussions que le racisme contre les Noirs a sur les personnes qui s'identifient comme étant noires.

L'islamophobie est une forme de racisme et de discrimination qui fait en sorte que le cerveau réagit de manière à faire comprendre à la personne visée qu'elle est exposée à un événement qui met sa vie en péril, tout en déstabilisant son sentiment de sécurité. Cela s'applique également à la communauté. Ce qui est particulier, c'est que l'islamophobie prive les musulmans de leur capacité à se défendre par des moyens sains et adaptatifs en diabolisant la spiritualité des communautés musulmanes, leurs chefs spirituels et leurs lieux de culte.

At the level of the brain, we know that targeted discrimination in this form is associated with higher levels of psychological distress as it targets the amygdala, which is your fear response in your brain. Acts of targeted violence, such as the Quebec massacre against Muslims, results in trauma-based reactions of distress to Muslims due to the perceived fear of being targeted themselves. Imagine walking around with that every day.

Scrutiny, surveillance, and targeted hate crime increases justified paranoia, another burden on the brain. Studies show that when these various experiences occur repeatedly and in prolonged fashion and are combined with microaggressions — covert forms of discrimination — they compound and can result in prolonged trauma-related anxiety and depressive symptoms. Hate crimes targeting not just individual victims but an entire community, generating serious health and mental health consequences, and I'd like to direct you to the CMAJ, the Canadian Medical Association journal's most recent articles on Islamophobia.

Now, I could spend a few minutes understanding Islamophobes, but I won't take my time to do that. To understand Muslim mental health, we really need to understand that Islamophobia is different than other forms of discrimination because it targets the very coping tools that we know are important to allow a community and individual to thrive and heal in the face of adversity, such as spirituality, a sense of community and feeling safe in our places of worship.

Islamophobia also differs due to the legalization of Islamophobia, which is a result of an erosion of trust with the publicly funded systems, such as the medical and mental health system. This is commonly seen as an individual's reluctance to present to public systems due to fear of surveillance, being labelled as extremists, or terrorists for practising their faith. We know that mental illness has multifactorial causes; however, the stress from Islamophobia has been suggested to be a significant factor in increasing risks of mental illness in the Muslim population. Studies suggest more than double to triple the rates in the Muslim population, and this is without individuals who are actually accessing care. So, this is just individuals accessing the standard public care. It does not account for the individuals who are not presenting to public systems. Barriers cited by Muslims for avoiding mental health care include fear — such as seeing Ejaz Choudry, a 62-year-old man with schizophrenia shot dead by police seconds into a police call for a mental health check — discrimination, and lack of culturally and spiritually informed appropriate and adapted care. This has resulted in having to seek care privately, often by unqualified or underqualified individuals, delaying presentation to care, resulting in more severe symptoms at presentation to the Emergency Department,

Au niveau du cerveau, nous savons que cette discrimination ciblée augmente le niveau de détresse psychologique, car elle agit sur l'amygdale, qui gère notre réaction à la peur dans notre cerveau. Les actes de violence ciblés, comme le massacre perpétré contre des musulmans à Québec, provoquent chez les musulmans des réactions traumatisantes de détresse, parce qu'ils ont peur d'être ciblés. Imaginez-vous sortir tous les jours en étant habité par cette crainte.

La méfiance, la surveillance et les crimes haineux ciblés accentuent la paranoïa justifiée, un autre fardeau pour le cerveau. Des études montrent que lorsque ces diverses expériences se produisent de façon répétée et prolongée et sont combinées à des microagressions — des formes cachées de discrimination —, elles sont exacerbées et peuvent provoquer une anxiété post-traumatique prolongée et des symptômes de dépression. Les crimes haineux qui ciblent non seulement des individus, mais la communauté dans son ensemble, entraînent de graves répercussions sur la santé physique et mentale. Je vous invite à consulter les récents articles sur l'islamophobie publiés dans le Journal de l'Association médicale canadienne.

Je pourrais peut-être passer quelques minutes à essayer de comprendre les islamophobes, mais je n'ai pas de temps pour cela. Pour comprendre la santé mentale des musulmans, nous devons vraiment comprendre que l'islamophobie est différente des autres formes de discrimination parce qu'elle cible les outils mêmes de l'adaptation, comme la spiritualité, le sens de la communauté et le sentiment de sécurité dans nos lieux de culte qui, nous le savons, sont importants pour permettre à une communauté et à une personne de s'épanouir et de guérir dans l'adversité.

L'islamophobie diffère également en raison de la légalisation dont elle a fait l'objet, qui est le résultat d'une érosion de la confiance envers les systèmes financés par l'État, comme le système médical et le système de santé mentale. Cela se traduit souvent par la réticence d'une personne à avoir recours aux systèmes publics, de crainte d'être surveillée ou d'être étiquetée comme extrémiste ou comme terroriste pour avoir pratiqué sa foi. Nous savons que la maladie mentale a des causes multifactorielles; cependant, il semble que le stress causé par l'islamophobie est un facteur important de l'augmentation des risques de maladie mentale au sein de la population musulmane. Des études laissent entendre que les taux se situent à plus du double ou du triple dans la population musulmane, et ce, sans compter les gens qui ont accès à des soins, les personnes qui ont accès aux soins publics standard. Cela ne tient pas compte des personnes qui n'ont pas recours aux systèmes publics. Parmi les obstacles cités par les musulmans qui évitent d'utiliser les soins de santé mentale, mentionnons la peur, — comme le fait de voir Ejaz Choudry, un homme de 62 ans atteint de schizophrénie abattu par la police à la suite d'un appel lié à un problème de santé mentale — la discrimination, et le manque de soins culturellement et spirituellement appropriés et adaptés. Cela a

or Emerg, and making it harder to treat, and higher rates of untreated mental illness. I'll end there, and I'm open for questions. There's so much more to say about the impact on mental health for Muslims.

The Chair: Thank you, Dr. Malick. If you do have something else to say, you can make a written submission to us and that will be part of our study, and that's for all the witnesses. I will now turn to Heather Fenyes to make her presentation.

Heather Fenyes, Board Chair, Concentus Citizenship Education Foundation: Good morning. My name is Heather Fenyes, and I'm the Board Chair of Concentus Citizenship Education Foundation. Thank you for the opportunity to share our relevance to Canada's confrontation of Islamophobia. Canada is multicultural, officially. Cultural pluralism is the very essence of our national identity as it has been stated by different generations of Canada's leadership. Diversity is a fact, inclusion is a choice and diversity is Canada's strength.

Meaningful inclusion and belonging for everyone in every community in Canada requires fully engaged citizens who understand their rights and their responsibilities as citizens. A responsible, pluralist citizen is the best defence against racism and bigotry. The education system plays a central role in realizing such citizenship. The classroom is the most important place to combat racism. The long-term antidote to racism and bigotry is the development of critical thinking, empathy, and engagement in Canada's youth. Effective citizenship education allows the discovery, exploration, development, and refinement of these essential qualities. Citizenship education is the study, understanding and application of the rights, duties we have to each other as citizens in local, provincial, national, and global communities. Citizenship education is intended to foster engaged citizens, who question critically, examine, advocate, and defend the rights and responsibilities embedded in democracy; lifelong learning citizens who continually strive to understand the dynamics of change in society as they critically seek new information to make reasoned, unbiased decisions; citizens with a strong sense of self, community, and place, who value and demonstrate a positive commitment to the exploration of citizenship responsibilities inherent in these relationships in local, regional, national, and global levels.

pour résultat que des personnes utilisent des soins privés, souvent offerts par des personnes non qualifiées ou sous-qualifiées, ou retardent leur recours aux soins, ce qui entraîne des symptômes plus graves lorsqu'elles se présentent à l'urgence, rend le traitement plus difficile et donne lieu à des taux plus élevés de maladies mentales non traitées. Je vais m'arrêter ici, et je suis prête à répondre à vos questions. Il y a tellement plus à dire au sujet des répercussions sur la santé mentale des musulmans.

La présidente : Merci, docteure Malick. Si vous avez quelque chose à ajouter, vous pouvez nous présenter un mémoire écrit qui fera partie de notre étude. Cela vaut d'ailleurs pour tous les témoins. Je vais maintenant céder la parole à Heather Fenyes.

Heather Fenyes, présidente du conseil d'administration, Concentus Citizenship Education Foundation : Bonjour. Je m'appelle Heather Fenyes et je suis présidente du conseil d'administration de la Concentus Citizenship Education Foundation. Je vous remercie de me donner l'occasion de vous montrer la pertinence de notre participation au débat concernant l'islamophobie au Canada. Le Canada est officiellement multiculturel. Le pluralisme culturel est l'essence même de notre identité nationale, comme l'ont affirmé différentes générations de dirigeants du Canada. La diversité est un fait, l'inclusion est un choix et la diversité est la force du Canada.

Pour assurer une inclusion réussie et favoriser un sentiment d'appartenance significatif pour tous dans toutes les collectivités du Canada, il faut des citoyens pleinement engagés, qui comprennent leurs droits et leurs responsabilités. Une citoyenneté responsable et pluraliste est la meilleure défense contre le racisme et le sectarisme. Le système d'éducation joue un rôle central dans la réalisation de ce type de citoyenneté. La salle de classe est l'endroit le plus important pour lutter contre le racisme. L'antidote à long terme contre le racisme et le sectarisme est le développement de la pensée critique, de l'empathie et de l'engagement chez les jeunes Canadiens. Une éducation citoyenne efficace permet la découverte, l'exploration, le développement et le perfectionnement de ces qualités essentielles. L'éducation à la citoyenneté est l'étude, la compréhension et l'application des droits, des devoirs que nous avons les uns envers les autres en tant que citoyens dans les collectivités locales, provinciales, nationales et mondiales. L'éducation à la citoyenneté vise à favoriser l'engagement des citoyens qui remettent en question et examinent les droits et les responsabilités inhérents à la démocratie, en font la promotion et les défendent; des citoyens qui s'efforcent continuellement de comprendre la dynamique du changement dans la société, alors qu'ils recherchent de manière critique de nouvelles informations pour prendre des décisions réfléchies et impartiales; des citoyens qui ont un sens aigu d'eux-mêmes, de leurs communautés et de la place qu'ils occupent, et qui valorisent et démontrent un engagement positif à l'égard de l'exploration des responsabilités citoyennes inhérentes à ces relations aux niveaux local, régional, national et mondial.

Over the past decade, the Saskatchewan Human Rights Commission took on the challenge of creating citizenship education resource for the classroom. The result is Concentus Citizenship Education Foundation, a CRA registered charity that administers, supports, and fundraises for the development and advancement of citizenship education. While the foundation was originated by the Human Rights Commission in 2012, it was converted to an independent stand alone in 2017. At the heart of Concentus are the Concentus Education Resources. They are extensive, robust, teaching, learning, resources for every grade from Kindergarten to Grade 12 with over 2,400 pages. Eight years and \$2.4 million in the making, these classroom-ready resources support direct and intentional classroom exploration and teaching of rights, responsibilities, and respect in our pluralist society.

Central to Concentus is the principle that all persons deserve equal moral consideration without exception. There are five core competencies that are both lenses for and results of effective citizenship education. Enlightenment, acknowledgement that historical events create context for and have an impact on today's society; Empowerment, understanding of our rights and the accompanying responsibilities in order to contribute to a society; Empathy, understanding respect and affirmation of individual's society and cultural diversity; Ethical behaviour, decision making that respects the rights of each other and promotes well-being; and Engagement, critical thinking, and active participation that contributes to a civil society.

The spectrum of these competencies spans from understanding to action, from enlightenment and empathy and ethical behaviour to empowerment and engagement. Inherent in these understandings are the universality and relevance to us all, regardless of origin. Citizenship education is an inoculant to hate. It confronts and prevents racism and discrimination at the fundamental levels. Our resources cover a student's continual learning career from Kindergarten to Grade 12. In today's multi-ethnic, multi-theist, multi-social classroom, it's essential that a pluralist and multicultural nature of Canada is purposefully taught. By teaching students in their formative years, we prevent barriers of racism from enduring. As students mature, they bring these essential values and critical thinking skills into their communities and our workforce.

Concentus is helping students, teachers, and schools in two ways. First, with classroom ready citizenship education resources that integrate with the curriculum to provide seamless instruction

Au cours de la dernière décennie, la Commission des droits de la personne de la Saskatchewan a relevé le défi de créer une ressource éducative sur la citoyenneté à l'intention des écoles. Cela a abouti à la Concentus Citizenship Education Foundation, un organisme de bienfaisance enregistré auprès de l'Agence du revenu du Canada, qui recueille des fonds pour le développement et l'avancement de l'éducation citoyenne, les administre et les appuie. Bien que la fondation ait été créée par la Commission des droits de la personne en 2012, elle a été convertie en organisme indépendant en 2017. Au cœur de la fondation se trouvent les Concentus Education Resources. Il s'agit de ressources d'enseignement et d'apprentissage exhaustives et robustes pour chaque année scolaire, de la maternelle à la 12^e année, qui comptent plus de 2 400 pages. Ces ressources, dont la préparation a duré huit ans et a coûté 2,4 millions de dollars, sont prêtes à être utilisées en classe et appuient l'exploration directe et intentionnelle en salles de classe, de même que l'enseignement des droits, des responsabilités et du respect dans notre société pluraliste.

La fondation repose sur le principe que toute personne mérite une considération morale égale, sans exception. Il y a cinq compétences de base qui servent à la fois à l'optique et aux résultats d'une éducation citoyenne efficace. La sensibilisation et la reconnaissance que les événements historiques créent un contexte et ont un impact sur la société d'aujourd'hui; l'autonomisation et la compréhension de nos droits et des responsabilités qui les accompagnent, afin de contribuer à la société; l'empathie, la compréhension du respect et de l'affirmation de diversité sociétale et culturelle des personnes; le comportement éthique, la prise de décisions qui respectent les droits des autres et favorisent le bien-être; de même que l'engagement, la pensée critique et la participation active, qui contribuent à la société civile.

L'éventail de ces compétences s'étend de la compréhension à l'action, de la sensibilisation, de l'empathie et du comportement éthique à l'autonomisation et à l'engagement. L'universalité et la pertinence sont inhérentes à ces compréhensions pour nous tous, quelle que soit notre origine. L'éducation à la citoyenneté est un vaccin contre la haine. Elle s'attaque au racisme et à la discrimination aux niveaux fondamentaux et les prévient. Nos ressources couvrent le parcours d'apprentissage continu d'un élève de la maternelle à la 12^e année. Dans les salles de classe multiethniques, multithéistes et multisociales d'aujourd'hui, il est essentiel que la nature pluraliste et multiculturelle du Canada soit enseignée comme il se doit. En éduquant les élèves pendant leurs années de développement, nous empêchons que les obstacles liés au racisme perdurent. À mesure que les élèves grandissent, ils font profiter leur collectivité et notre main-d'œuvre de ces valeurs essentielles et de ces aptitudes à la pensée critique.

La fondation aide les élèves, les enseignants et les écoles de deux façons. Elle le fait premièrement grâce à des ressources d'éducation à la citoyenneté prêtes à être utilisées, qui

on delicate topics, such as mental health, addictions, disability, racism, gender identity, and Indigenous culture. Second, the resource engages students with the higher objective of citizenship education, helping students understand the new three R's — rights, respect and responsibility. Students are informed about the rights all Canadians have, learn about the responsibility of all citizens, and come to understand the importance of demonstrating respect to all.

Our youth learn to read because they're taught to read in schools.

The Chair: I'm sorry to interrupt. Your five minutes are already done.

Ms. Fenyes: Okay. Could I —

The Chair: If you could wrap up —

Ms. Fenyes: Yes, I will.

The Chair: — in about 10 seconds, please?

Ms. Fenyes: Absolutely. In closing, I remind you that only weeks ago, Canada's Deputy Prime Minister, Chrystia Freeland, a colleague of yours, was verbally assaulted in the City Hall at Grand Prairie, Alberta. This is the same kind of hate that in another room becomes Islamophobia. This exchange was witnessed by an entire country and gave all Canadians and many other marginalized communities an understanding of what Muslims face all the time. Concentus Resource is the ideal response for this kind of interaction, and this is our goal and our gift. Thank you very much.

The Chair: Thank you very much. I'll let the senators ask questions. I'll ask Senator Gerba, to be followed by Senator Arnot.

[*Translation*]

Senator Gerba: Thank you so much for being with us this morning. Thank you for your testimony and recommendations.

We have heard a lot about the role of the media in fostering Islamophobia in our society. We are in a country where the topic of freedom of speech comes up constantly.

What do you think the Government of Canada can do about the media's negative influence? Thank you.

Dr. Malick: Thank you very much. My French is not good, unfortunately.

s'intègrent au programme d'études, afin d'offrir un enseignement homogène sur des sujets délicats, comme la santé mentale, la toxicomanie, l'invalidité, le racisme, l'identité de genre et la culture autochtone. Deuxièmement, les ressources font participer les élèves à l'objectif supérieur de l'éducation à la citoyenneté, en les aidant à comprendre les trois nouveaux paradigmes : les droits, le respect et les responsabilités. Les élèves sont informés au sujet des droits que tous les Canadiens ont; ils apprennent à connaître les responsabilités de tous les citoyens et ils comprennent l'importance de faire preuve de respect envers tous.

Si nos jeunes apprennent à lire, c'est parce qu'on leur apprend à lire à l'école.

La présidente : Je suis désolée de vous interrompre. Vos cinq minutes sont écoulées.

Mme Fenyes : D'accord. Pourrais-je...

La présidente : Si vous pouviez conclure...

Mme Fenyes : Oui.

La présidente : ... en 10 secondes environ, s'il vous plaît?

Mme Fenyes : Absolument. En terminant, je vous rappelle qu'il y a à peine quelques semaines, la vice-première ministre du Canada, Chrystia Freeland, une de vos collègues, a été agressée verbalement à l'hôtel de ville de Grande Prairie, en Alberta. C'est le même genre de haine qui, dans un autre contexte, devient de l'islamophobie. Cet échange, dont a été témoin tout un pays, a permis à tous les Canadiens et à de nombreuses autres communautés marginalisées de comprendre ce à quoi les musulmans sont confrontés tout le temps. Nos ressources sont la réponse idéale à ce genre d'interaction, et cela fait partie de nos objectifs et de ce que nous offrons. Merci beaucoup.

La présidente : Merci beaucoup. Je vais laisser les sénateurs poser des questions. Je vais demander à la sénatrice Gerba de prendre la parole. Elle sera suivie du sénateur Arnot.

[*Français*]

La sénatrice Gerba : Merci infiniment d'être parmi nous ce matin. Merci pour vos témoignages et vos recommandations.

Nous avons beaucoup entendu parler du rôle des médias dans l'entretien de l'islamophobie au sein de notre société. Nous sommes dans un pays où le sujet de la liberté d'expression revient constamment.

Que pensez-vous que le gouvernement du Canada peut faire en ce qui concerne l'influence négative des médias? Merci.

Dre Malick : Merci beaucoup. Mon français n'est pas bon, malheureusement.

[English]

One of the examples that I can give is that of a suicide and suicide contagion. Many of you may have or may understand that suicide is depicted in the media, and suicide is depicted in many forms in the media. One is the recent —a few years ago — series called “13 Reasons Why.” That had a large, negative impact on adolescent suicide rates, and yet we can’t censor that. That’s freedom of expression, that’s freedom of speech. But what we can do is have ways to structure support and response around individuals when they are watching that kind of content online. So, when there’s content around self-harm or suicide, that it is paired with actionable resources that people can reach out to. I am not in any way advocating for anti-Muslim discrimination on media; however, if there is no way of censoring hate speech against Muslims, there should at least be a way to buffer. For example, if individuals are going to be called terrorists online and extremists for going to their mosques to pray, I think that should probably be followed up with some type of commentary that is able to counter that narrative.

Dr. Mohammad Iqbal Al-Nadvi, Chairman, Canadian Council of Imams: Hello, and welcome the Senate Committee.

The Chair: Can you move the microphone closer, please?

Dr. Al-Nadvi: First off, I was really delighted that I was invited to attend this meeting. The media’s role, I see in three ways. The first thing is that for the most part the media, when they pick any incident, they always link it with the name of religion. So, they’re Muslim terrorists, instead of going, for example, Christian terrorists or other terrorist, they say only — but others they don’t name it as a religion. Of course, incidents happen but this does not mean that Islam is behind it, but the Muslim, maybe any Muslim can’t do anything.

The second issue is that whatever you present you must present the real facts and not assumed or, for example, imaginary things. Mostly, the bigger part comes when they present something and it is not checked; the facts are not correct.

The third issue is that they mix facts with their own opinion. Sometimes people are not able to distinguish between them. So, if the media actually cares they could remove the name of religion from that incident, and they could present the facts as they are. If they bring in their opinion that is okay, but they must be sure that the facts are right facts and then they can go with their opinion. Thank you.

[Traduction]

Un des exemples que je peux donner est celui du suicide et de la contagion du suicide. Bon nombre d’entre vous savent peut-être que le suicide est dépeint sous de nombreuses formes dans les médias. L’une d’elles est la récente série — qui remonte à quelques années — intitulée *Treize raisons*. Elle a eu un impact négatif important sur le taux de suicide chez les adolescents, et pourtant nous ne pouvons pas censurer ce genre de choses. Cela touche à la liberté d’expression, à la liberté de parole. Mais ce que nous pouvons faire, c’est structurer le soutien et l’intervention autour des personnes qui regardent ce genre de contenu en ligne. Ainsi, on tente de jumeler le contenu sur l’autouutilisation ou le suicide à des ressources exploitables auxquelles les gens peuvent avoir recours. Je ne préconise d’aucune façon la discrimination contre les musulmans dans les médias; cependant, s’il n’y a pas moyen de censurer les propos haineux à l’endroit des musulmans, il devrait au moins y avoir un moyen de tempérer cela. Par exemple, lorsque des individus sont qualifiés de terroristes en ligne et d’extrémistes parce qu’ils se rendent dans leurs mosquées pour prier, je pense que cela devrait probablement être suivi par un commentaire pour contrer ce discours.

Dr Mohammad Iqbal Al-Nadvi, président, Conseil canadien des imams : Bonjour et bienvenue au Comité sénatorial.

La présidente : Pouvez-vous vous rapprocher du microphone, s'il vous plaît?

Dr Al-Nadvi : Tout d’abord, je suis vraiment ravi d’avoir été invité à assister à cette réunion. Je vois le rôle des médias de trois façons. La première a trait au fait que la plupart des médias, lorsqu’ils abordent un incident, le lient toujours à la religion musulmane. On parle donc de terroristes musulmans, mais jamais de terroristes chrétiens, par exemple. Dans ces cas on ne nomme pas la religion. Bien sûr, des incidents se produisent, mais cela ne veut pas dire que l’islam est derrière, mais cela veut peut-être dire qu’un musulman, quel qu’il soit, ne peut rien faire.

Le deuxième problème, c’est que peu importe ce qui est présenté, il doit s’agir de faits réels et non pas de présomptions ou, par exemple, de choses imaginaires. La majeure partie du problème vient du fait que l’on présente des choses qui n’ont pas été vérifiées; des faits qui ne sont pas exacts.

Troisièmement, il arrive que les gens confondent les faits avec leur propre opinion. Parfois, les gens ne sont pas capables de faire la distinction entre les deux. Donc, si les médias étaient vraiment responsables, ils pourraient éviter de mentionner une religion en rapport avec un incident, et ils pourraient présenter les faits tels qu’ils sont. Ils peuvent très bien exprimer leur opinion, mais ils doivent s’assurer de l’exactitude des faits avant de le faire. Merci.

Ms. Fenyes: May I add something? I think one of the other problems that we see in media is a little broader in scope. Every time an incident occurs, I think it perpetuates part of the problem, which is siloing of these incidents. So, we see an incident against the Islamic community splashed all over social media or if it's an issue of anti-Semitism or against the LGBTQ+ community, we perpetuate what continues to happen in our society, which is siloing. We put out an immediate response. Communities come together, they respond with their own media coverage, with educational tools, with resources, which are really important, but we lose the fundamental point that this is a systemic problem that is rooted in one thing and one thing only, and that's hate, and the hate created through these incidents will foster and perpetuate all kinds of others. As long as we keep seeing these as isolated incidents and aren't forced as a society to acknowledge that the underlying problem is far bigger and comprehensive and interconnected, we are continuing to operate in silos.

The conversation we're having today is essential and I'm proud to be a part of it, but it's a piece. It's a canary, and if we don't acknowledge that the coal mine has far more problems — and I addressed the core of them — we're part of what the media is allowing us to be sucked into, and we're building walls and creating silos. Thank you.

Senator Arnot: Well, I come with a bias. I think there's a real power in education and I'm going to ask any of the panellists to comment on the need to get into the classrooms and really teach respect, and the responsibilities that come with citizenship because we talk a lot about the rights, but very little about the responsibilities that come with citizenship, and the fundamental responsibility of every Canadian citizen is to respect their fellow citizens. This is not happening.

So, I know the *Concentus* material from K to 12 deals with these issues, but I'd like all of the panellists to think about that and to comment on the need to use education as a powerful tool, an elixir against the fundamental ignorance and fear that builds hate. We have to disestablish those foundations and the way to do that is in the school system from K to 12 as at least one critical component of the change we require in society because Canada stands as a testament against the history of mankind. We have these wonderful constitutional provisions, but we are not implementing them the way they need to be because, you know, we've failed, really, to inculcate Canadian citizens with the values that Canada stands for. Principally it is about pluralism, multiculturalism, multi-theism and multi-ethnic groups in our country. This is the strength of our country. You can't do that by

Mme Fenyes : Puis-je ajouter quelque chose? Je pense que l'un des autres problèmes que nous voyons dans les médias a une portée un peu plus large. Chaque fois qu'un incident se produit, je pense que cela perpétue une partie du problème, c'est-à-dire la compartimentation. Nous voyons donc des incidents contre la communauté islamique se répercuter partout dans les médias sociaux ou, s'il s'agit d'un problème d'antisémitisme ou d'une attaque contre la communauté LGBTQ+, nous perpétuons ce qui continue de se produire dans notre société, c'est-à-dire la compartimentation. La réaction est immédiate. Les communautés se rassemblent, elles répondent avec leur propre couverture médiatique, avec des outils éducatifs, avec des ressources, ce qui est vraiment important, mais nous perdons de vue l'aspect fondamental, à savoir qu'il s'agit d'un problème systémique qui est enraciné dans une chose et une chose seulement, c'est-à-dire la haine. Et la haine créée par ces incidents en encourage et en perpétue d'autres. Tant que nous continuons de considérer ces incidents comme des incidents isolés et que nous ne sommes pas forcés, en tant que société, de reconnaître que le problème sous-jacent est beaucoup plus important, exhaustif et interconnecté, nous continuons de compartimenter les choses.

La conversation que nous avons aujourd'hui est essentielle, et je suis fière d'y participer, mais il ne s'agit que d'un élément. C'est le canari dans la mine, et si nous ne reconnaissions pas qu'il y a des problèmes plus grands dans la mine de charbon, — et j'ai abordé le cœur de ces problèmes — nous continuons à nous laisser emporter dans la spirale médiatique, et nous construisons des murs et créons des compartiments. Merci.

Le sénateur Arnot : J'interviens avec un parti pris. Je pense que l'éducation a un pouvoir réel, et je vais demander aux témoins qui le veulent de commenter la nécessité de se rendre dans les salles de classe et de vraiment enseigner le respect et les responsabilités qui accompagnent la citoyenneté, parce que nous parlons beaucoup des droits des citoyens, mais très peu des responsabilités qui les accompagnent, et la responsabilité fondamentale de chaque citoyen canadien est de respecter ses concitoyens, ce qui n'est pas ce qui se produit.

Je sais que le matériel de *Concentus* de la maternelle à la 12^e année traite de ces questions, mais j'aimerais que tous les témoins y réfléchissent et commentent la nécessité d'utiliser l'éducation comme un outil puissant, un elixir contre l'ignorance et la peur fondamentales qui alimentent la haine. Nous devons les éliminer à la base, et la façon de le faire, c'est à l'intérieur du système scolaire, de la maternelle à la 12^e année, car c'est au moins un élément essentiel des changements dont nous avons besoin dans la société, parce que le Canada témoigne des changements que l'on peut apporter à l'histoire de l'humanité. Nous disposons de merveilleuses dispositions constitutionnelles, mais nous ne les mettons pas en œuvre comme elles devraient l'être parce que, vous savez, nous n'avons pas vraiment réussi à inculquer aux citoyens canadiens les valeurs que défend

osmosis or some magic; it has to be done intentionally and explicitly. So, I'm asking that general — or making that general observation and asking for comment from all members of the panel.

The Chair: Thank you. If I can ask the witnesses to really be, you know, short with their answers? We have Senator Oh and then I have questions too, so all the witnesses, the floor is yours and just, you know.

Dr. Malick: As a child and adolescence psychiatrist the question of what impacts children comes up. My main area is supporting Muslim youth who have faced extraordinary amounts of anti-Muslim discrimination and hate from a young age. It would make any of you tearful for a young kid to be called a terrorist on a playground when they are five, six years old.

I don't know about education. I have to say, Senator Arnot, with all due respect, education means people have to be coming to the table. People have to respect the education system. If they are going home to messages that are propagated by the media, by the family, that are inherent in their family's values and what they have seen propagated for the last 20 to 30 years, I don't think that all flips over just with a few sessions of education.

We haven't actually seen that to be effective. Most students that I talk to nowadays are actually saying that they get too much Indigenous teaching. "Why are we being taught so much about Indigenous peoples?" That's what I hear from the students. That message obviously comes from somewhere. I don't hear that about other things that they're taught about. Why do we learn so much about Canadians? Why do we learn so much about Indigenous people right now?

Fundamentally, I think that first we need to look at what is influencing youth and what, over the last 20 to 30 years, have they and their parents seen, witnessed and been normalized in — the justice system, in politics, and in the media — and targeted with, and then we can probably make some moves in terms of bringing people to the education system so that they're able to listen and hear.

Mr. Ghayur: Just adding to what Dr. Malick said. I think education is definitely a part of it if you want any form of positive change in society whether this be anti-Indigenous racism or anti-Islamophobia education. I think engagement is more important than education. That's the piece that's often missing in our schools and schooling systems, and I think a good example

le Canada. Il s'agit principalement de pluralisme, de multiculturalisme, de multithéisme et de la multiethnicité des groupes dans notre pays. C'est la force de notre pays. Cela ne peut pas se faire par osmose ou par magie; il faut que ce soit intentionnel et explicite. Je pose donc la question générale — ou je fais cette observation générale et je demande à tous les témoins de la commenter.

La présidente : Merci. Puis-je demander aux témoins d'être vraiment brefs dans leurs réponses? Le sénateur Oh doit prendre la parole, et j'ai aussi des questions. Sur ce, je cède la parole aux témoins.

Dre Malick : En tant que psychiatre de l'enfance et de l'adolescence, je suis d'avis que la question des répercussions sur les enfants se pose. Mon principal domaine d'expertise est le soutien aux jeunes musulmans qui ont été confrontés à une somme extraordinaire de discrimination et de haine antimusulmanes dès leur plus jeune âge. Cela tirerait les larmes à n'importe qui d'entre vous de voir un jeune enfant de 5 ou 6 ans se faire traiter de terroriste sur un terrain de jeu.

Je ne suis pas certaine pour ce qui est de l'éducation. Je dois dire, sénateur Arnot, avec tout le respect que je vous dois, que l'éducation signifie que les gens doivent participer. Les gens doivent respecter le système d'éducation. Si, lorsqu'ils rentrent chez eux, ils sont confrontés aux messages véhiculés par les médias, par la famille, qui sont inhérents aux valeurs de leur famille, des messages qu'ils ont vus se propager au cours des 20 à 30 dernières années, je ne pense pas que quelques cours changeront radicalement les choses.

Nous n'avons pas constaté l'efficacité de cela. La plupart des étudiants à qui je parle aujourd'hui me disent qu'ils reçoivent trop d'enseignement autochtone. « Pourquoi nous enseigne-t-on autant de choses sur les peuples autochtones? » C'est ce que me disent les étudiants. Ce message vient évidemment de quelque part. Je n'entends pas cela au sujet des autres matières qu'on leur enseigne. Pourquoi en apprenons-nous autant sur les Canadiens? Pourquoi apprenons-nous autant de choses sur les peuples autochtones en ce moment?

Fondamentalement, je crois que nous devons d'abord examiner ce qui influence les jeunes et ce qu'ils ont vu, eux et leurs parents, au cours des 20 à 30 dernières années, ce qu'ils ont observé et ce qui leur semble normal — dans le système de justice, en politique et dans les médias — et ce qui les a ciblés. Ensuite, nous pourrons probablement prendre des mesures pour amener les gens dans le système d'éducation, afin qu'ils puissent être à l'écoute et entendre ce qui se dit.

M. Ghayur : J'aimerais ajouter quelque chose à ce que la Dre Malick vient de dire. Je pense que l'éducation fait certainement partie de la solution, si vous voulez une forme quelconque de changement positif dans la société, que ce soit contre le racisme à l'endroit des Autochtones ou qu'il s'agisse de l'éducation visant à lutter contre l'islamophobie. Je pense que

of where it can actually be fruitful and can start is a celebration of Islamic History Month or Islamic Heritage Month, which has been around since 2007, thanks to some great work by some senators as well as politicians who have done great work in this area.

Utilizing those platforms and opportunities to create more cultural engagement, opportunities for students to not only learn from a textbook, but actually hear from a person who has lived experience of Islamophobia, and centring and amplifying Muslim voices is going to be a critical part of that education piece, which is, of course, important. Thank you.

Dr. Al-Nadvi: I have two or three points in this regard. You can say that Muslims arrived in Canada after other groups. We have just been establishing our identity here as a Muslim group in the past hundred years, or so. The issue is that at the legal level and agencies level, we are seen as an additional part of this country. But how are we just — Islamic arrival as a natural way, for example, to make Islam part of this land or part of this activity. So, this is actually a great challenge. I can say that it's a challenge.

The first generation of Muslims came as immigrants, so their feelings are mixed. They are coming from their countries, they have some problems there, and sometimes they feel the same thing here, so they take time to be homogenized here. But our new generation, they're born here and they're part of this thing, so sometimes their shocking part is more than us. Suppose that I, from India, have something here, I had connected with my Indian situation, but that said, my next generation, they will be very shocked how this happened. So, this is really a kind of point which we need.

Once I was in a meeting with the former prime minister Paul Martin. I said to him that we have a problem. If you leave us to solve all of our problems, we will not be able to, but if you make them a Canadian problem, both of us can solve them. Thank you.

The Chair: Yes.

David Fisher, Executive Director, Concentus Citizenship Education Foundation: I'd like to just echo a little bit of what Mr. Ghayyur said about education being a part of the approach. I know when we present such lofty ambitions as even our own presentation described, it can smack of naïveté, and the idea that a few hours in a classroom is going to see, you know, transformation is something we don't subscribe to. We believe teachers need tools. They are part of the approach reforming justice. Every other approach that's been described here is

l'engagement est plus important que l'éducation. C'est l'élément qui manque souvent dans nos écoles et nos systèmes scolaires, et je pense qu'un bon exemple où cela peut être fructueux et servir de point de départ est une célébration du Mois de l'histoire islamique ou du Mois du patrimoine islamique, qui existe depuis 2007, et qui est le résultat de l'excellent travail de certains sénateurs et politiciens dans ce domaine.

L'utilisation de ces plateformes et de ces occasions pour créer un plus grand engagement culturel, des occasions pour les étudiants d'apprendre non seulement à partir d'un manuel, mais aussi d'entendre des expériences vécues d'islamophobie, ainsi que pour centrer et amplifier les voix musulmanes sera un élément essentiel de cette éducation, qui est évidemment importante. Merci.

Dr Al-Nadvi : J'ai deux ou trois choses à dire à ce sujet. On peut dire que les musulmans sont arrivés au Canada après d'autres groupes. Notre identité en tant que groupe musulman est récente et remonte aux quelque 100 dernières années. Le problème, c'est qu'au niveau juridique et au niveau des organismes, nous sommes perçus comme ne faisant pas partie intégrante de ce pays. Mais comment pouvons-nous juste — l'arrivée de l'islam comme moyen naturel, par exemple, de faire de l'islam une partie de ce pays ou de cette activité. C'est donc un grand défi. Je peux dire que c'est tout un défi.

La première génération de musulmans est issue de l'immigration. Ses sentiments sont donc mitigés. Ils viennent d'ailleurs, ils avaient des problèmes là-bas, et parfois ils ressentent la même chose ici, alors il leur faut du temps pour s'intégrer. Mais notre nouvelle génération est née ici et elle est intégrée, donc parfois elle est davantage choquée que nous. Supposons que moi, de l'Inde, j'ai quelque chose ici, que j'ai établi un lien avec ma situation en Inde, mais cela dit, la génération qui me suivra sera très choquée de la façon dont cela s'est passé. C'est donc vraiment un élément dont nous avons besoin.

J'ai déjà participé à une réunion avec l'ancien premier ministre Paul Martin. Je lui ai dit que nous avions un problème et que si nous étions laissés à nous-mêmes pour le résoudre, nous ne pourrions pas le faire, mais que si cela devenait le problème de tous les Canadiens, nous pourrions le régler ensemble. Merci.

La présidente : Oui.

David Fisher, directeur général, Concentus Citizenship Education Foundation : J'aimerais faire écho à ce que M. Ghayyur a dit au sujet de l'éducation comme élément de l'approche. Je sais qu'en présence d'ambitions aussi nobles que celles que nous avons décrites dans notre exposé, cela peut sembler de la naïveté, et nous ne souscrivons pas à l'idée que quelques heures dans une salle de classe permettront de voir, de constater une transformation. Nous croyons que les enseignants ont besoin d'outils. Ils font partie de l'approche de réforme de la

essential, but so, too, I believe we need to provide Canadian teachers with better tools throughout all grades to make this approach a basic part of Canadian education.

Mr. Mohamed: Thank you. I think both points which are related to media and also to education. I think it's very important to actually take our teachers and the media spokespersons to the next level, to educate them, to give them enough training about cultures, especially with Muslim immigrants who came to Canada, started to live in Canada as their own and they took it as their home, instead of thinking of leaving the country. I have two examples of at least two imams, whom I know, who actually decided to take their kids and leave the country. Why? Because of the school system. They think their kids are exposed to something that is not matching to their own religion and culture, and at the same time, they think that they can find a safer area where their kids are not actually being fed with something that they are not supposed to be fed with.

The other part is the media, where a double standard applies. Whenever a Muslim does something, the media makes it seem like the whole Muslims community committed the crime. And on the other side, if non-Muslims do something, the media does not even elaborate about it, they don't even consider it as terrorism in the first place as they do compared to Muslim actions.

So, actually, it's — here, it will come with the training, training to both sections — the media sector as well as the education system. Teachers in schools, actually need to be trained before the school and given enough time so that they can welcome and understand the mentality and the culture of all Muslim children, both genders, so that they will be able to accommodate them. Thank you.

The Chair: Thank you. To your point, Dr. Al-Nadvi. Muslims may not be the largest number of newcomers to this country, but Muslims have been here since the first census that Canada had. We had Muslims in Alberta, and in Edmonton, we have the oldest mosque in North America. So, Muslims have been here. I'll turn to Senator Oh. Senator Oh, do you have a question?

Senator Oh: Thank you, chair. I have a simple question. Thank you to the panel for being here. Compared to other types of crime, hate crimes and crimes motivated by Islamophobia, target women at relatively higher rates. Can you comment what might be some of the reasons why Muslim women are disproportionately targeted at higher rates? What role does the media play, and how does the narrative and public debate contribute to discrimination, harassment, and violence against women.

justice. Toutes les autres approches qui ont été décrites ici sont essentielles, mais je crois aussi que nous devons fournir aux enseignants canadiens de meilleurs outils dans toutes les classes pour que cette approche devienne un élément de base de l'éducation canadienne.

M. Mohamed : Merci. Je pense aux deux points qui sont liés aux médias et aussi à l'éducation. Je pense qu'il est très important d'amener nos enseignants et les porte-parole des médias à un niveau supérieur, de les éduquer, de leur donner suffisamment de formation sur les cultures, surtout avec les immigrants musulmans qui sont venus au Canada, qui ont commencé leur vie au Canada et qui ont fait de ce pays leur foyer, plutôt que de penser à partir. J'ai l'exemple d'au moins deux imams que je connais, qui ont décidé de quitter le pays avec leurs enfants. Pourquoi? À cause du système scolaire. Ils pensent que leurs enfants sont exposés à quelque chose qui ne correspond pas à leur religion et à leur culture et, en même temps, ils croient qu'ils peuvent trouver un endroit plus sûr, où leurs enfants ne recevront pas un enseignement qu'ils ne sont pas censés avoir.

L'autre aspect est celui des médias, où il y a deux poids, deux mesures. Chaque fois qu'un musulman fait quelque chose, les médias donnent l'impression que toute la communauté musulmane a commis le crime. Et de l'autre côté, si les non-musulmans font quelque chose, les médias n'en parlent même pas, ils ne considèrent même pas cela comme du terrorisme au départ, contrairement aux actions musulmanes.

Donc, en fait, c'est — ici, cela viendra avec la formation, la formation des deux secteurs — celui des médias et celui du système d'éducation. Les enseignants dans les écoles doivent en fait recevoir une formation préalable et avoir suffisamment de temps pour accueillir et comprendre la mentalité et la culture de tous les enfants musulmans, des deux sexes, pour les considérer comme il se doit. Merci.

La présidente : Merci. Pour répondre à votre question, docteur Al-Nadvi, les musulmans ne représentent peut-être pas le plus grand nombre de nouveaux arrivants au pays, mais ils sont ici depuis le premier recensement effectué au Canada. Nous avions des musulmans en Alberta, et à Edmonton, nous avons la plus vieille mosquée en Amérique du Nord. Les musulmans font partie du pays. Je cède la parole au sénateur Oh. Sénateur Oh, avez-vous une question?

Le sénateur Oh : Merci, madame la présidente. J'ai une question simple. Je remercie les témoins de leur présence. Comparativement à d'autres types de crimes, les crimes haineux et les crimes motivés par l'islamophobie ciblent les femmes à des taux relativement plus élevés. Pouvez-vous nous dire quelles sont les raisons pour lesquelles les femmes musulmanes sont visées de façon disproportionnée? Quel rôle les médias jouent-ils, et comment le discours ambiant et le débat public contribuent-ils à la discrimination, au harcèlement et à la violence contre les femmes?

Mr. Mohamed: I think it is because of the visibility of Muslim women. If they walk by any open or general public location, stores, or places, Muslim women will be targeted if they are visibly recognized as a Muslim. That's why she will be targeted first, and it's actually because of the ignorance that people have about Muslim females such as why they are dressed in such a manner. Also, many Muslim females, for example, don't actually shake hands with people who are not from the same family or household.

So, it's all about education, and that, actually, should be going back to educators as well as the media — to involve Muslims more and to open rooms for them so that they can explain themselves better.

The Chair: Please keep it really short.

Dr. Malick: Thank you for the question, Senator Oh. I just wanted to say a few things about that. I just would ask you to think about what you have seen portrayed about Muslim women, what you have ever seen portrayed of Muslim women? If you think about the media, I would just encourage you to look back and type into Google, "Muslim women news." You will see someone who is wearing a niqab, someone who is oppressed, someone who is helpless, someone who is being abused, that's what you will see portrayed, and this is really the source of the discrimination against Muslim women.

We see Mennonites, we see individuals who are Jewish women who have similar attire and they do not receive the similar levels of discrimination, and I can say that in the medical system, being a physician who works in the medical system, there are types of stereotypes and biases that are put upon a Muslim woman when she walks into the hospital.

If we just look to our own legal system, which you all are a part of, we can look no further than our Bill 21, which actually demonizes Muslim women who are wearing the hijab from being teachers. They are no longer allowed to educate, although they are trained educators. When we look to the education system to be a source of education toward targeting Islamophobia, I think we need to really think about what my brother brought up, which is the exposure to Muslims. Why are we removing the exposure to Muslim women from the education system if what we're trying to do is educate about Islam?

There is also the normalization of anti-Muslim hate in the legal system that is propagated through politics, and we see the various political agendas that get put forth such as "trying to keep people safe from terrorism," and this often includes not allowing individuals who look like me to enter into any public system. So, I think we need to look no further than those examples to understand why Muslim women, such as myself, are targeted.

M. Mohamed : Je pense que c'est à cause de la visibilité des femmes musulmanes. Lorsqu'elles se promènent dans un endroit public, dans un magasin ou dans un autre endroit, les musulmanes seront ciblées si elles sont reconnaissables. C'est la raison pour laquelle elles seront les premières ciblées, et c'est en fait à cause de l'ignorance des gens au sujet de ces femmes et de la façon dont elles s'habillent. De plus, de nombreuses femmes musulmanes, par exemple, ne serrent pas la main de personnes qui ne font pas partie de leur famille ou de leur ménage.

C'est donc une question d'éducation, et il devrait en fait revenir aux enseignants, ainsi qu'aux médias — de faire participer davantage les musulmans et de leur ouvrir des espaces, afin qu'ils puissent mieux s'expliquer.

La présidente : Veuillez être très brève.

Dre Malick : Je vous remercie de votre question, sénateur Oh. Je voulais seulement dire quelques mots à ce sujet. Je vous demande simplement de réfléchir au portrait que vous avez des femmes musulmanes, à la façon dont vous avez vu les femmes musulmanes être dépeintes. Pour ce qui est des médias, je vous encourage à taper « Nouvelles concernant les femmes musulmanes » dans Google. Vous verrez des femmes qui portent le niqab, des femmes opprimées, des femmes impuissantes, des femmes maltraitées, c'est le portrait que vous verrez, et c'est vraiment la source de la discrimination contre les femmes musulmanes.

Prenons les mennonites, prenons les femmes juives, qui portent des vêtements similaires et qui ne font pas l'objet des mêmes niveaux de discrimination, et je peux dire que dans le système médical, en tant que médecin qui travaille dans le système médical, il y a des stéréotypes et des préjugés qui sont imposés aux musulmanes lorsqu'elles se présentent à l'hôpital.

Pour ce qui est uniquement de notre propre système juridique, dont vous faites tous partie, il suffit de s'arrêter au projet de loi 21, qui diabolise en fait les enseignantes musulmanes qui portent le hijab. Elles n'ont plus le droit d'enseigner, même si elles sont formées pour le faire. Lorsque nous envisageons le système d'éducation comme une source de formation pour cibler l'islamophobie, je pense que nous devons vraiment réfléchir à ce que mon frère a soulevé, c'est-à-dire l'exposition aux musulmans. Pourquoi empêchons-nous l'exposition aux femmes musulmanes dans le système d'éducation si nous essayons de sensibiliser les gens à l'islam?

Il y a aussi la normalisation de la haine antimusulmane dans le système juridique, qui est propagée par les politiques, et nous voyons les divers programmes politiques qui sont mis de l'avant, comme « essayer de protéger les gens contre le terrorisme », et cela comprend souvent le fait de ne pas permettre à des personnes qui me ressemblent d'entrer dans un système public. Je pense donc que nous n'avons pas besoin d'aller plus loin que ces exemples pour comprendre pourquoi les musulmanes, comme moi, sont ciblées.

Senator Oh: Thank you.

The Chair: Yes.

Dr. Al-Nadvi: Yes, I think adding two or three points more. Mostly, you know, I can see the issue in different places. Suppose Muslim working women in the workplace. So, some issues are going, for example, different ways and Muslim women she is active, serving her kids, taking the kids out, buying groceries and many other things. So, sometimes she is alone. She is not in the company of good numbers of people, or she is passing from lonely places, so some kind of distance [Technical difficulties] — also mix two, three things together, but Muslim women become more visible target.

The third issue, actually, I can see there's some kind of misconception is in the minds of some people that Muslim women are oppressed by Muslim men, and the hijab is a kind of symbol of this kind of oppression. So, sometimes they see that it is a kind of their duty, for example, to save her or to give her freedom here, she can live and exercise freedom out of these kinds of these things. So, these are some factors are working together on this issue.

The Chair: Thank you very much. Yes, very briefly because I have —

Mr. Ghayyur: Yes, very briefly.

The Chair: — questions, and I have five —

Mr. Ghayyur: Absolutely. If you think about how anti-Muslim sentiments, more specifically discrimination against visible women enabled by a government, Bill 21 in Quebec is a very good example of that, where Muslim women, in particular, who are wearing a hijab or any form of dress that they believe is Islamic, are being told to stay out of public spaces and public institutions.

If it comes from the people right at the top, public office holders, what do you expect of common folks when it comes to dealing with issues of Islamophobia? When we are excluding women from those spaces, then the result is going to trickle down to the general masses who are going to also exclude some women, target and discriminate against them. Unfortunately, our government's response has been extremely disappointing when it comes to such a racist, anti-Islam, anti-Semitic, and in many ways anti-racial legislation that should be condemned and abolished.

The Chair: Thank you. Just a few comments to talk about a few points. So, the name, the study, Islamophobia, it's going to change. Because when we talk about a phobia, we're talking about a fear of something. So if they have a fear of Muslims but it does not address the repercussions that this fear has for

Le sénateur Oh : Merci.

La présidente : D'accord.

Dr Al-Nadvi : Oui, je pense qu'il faut ajouter deux ou trois points. Essentiellement, vous savez, je peux voir que le problème se pose dans différents contextes. Supposons les femmes musulmanes sur le marché du travail. Des problèmes se posent, par exemple, parce que ces femmes sont actives, elles s'occupent de leurs enfants, elles sortent avec leurs enfants, elles font l'épicerie et beaucoup d'autres choses. Elles se retrouvent parfois seules. Elles ne sont pas entourées d'un grand nombre de personnes, ou elles passent dans des endroits isolés, avec la distance [Difficultés techniques] — et un mélange de deux ou trois choses qui, mises ensemble, font en sorte que les femmes musulmanes deviennent des cibles plus visibles.

Le troisième problème, en fait, est que je peux voir qu'il y a une idée fausse dans l'esprit de certaines personnes, à savoir que les femmes musulmanes sont opprimées par des hommes musulmans, et que le hijab est une sorte de symbole de cette oppression. Ces personnes estiment donc parfois de leur devoir, par exemple, de sauver ces femmes ou de les libérer, de leur permettre de vivre et de se libérer de ce genre de choses. Ce sont là certains facteurs qui contribuent ensemble à ce problème.

La présidente : Merci beaucoup. Oui, très brièvement, parce que j'ai...

M. Ghayyur : Oui, très brièvement.

La présidente : ... des questions et que j'en ai cinq...

M. Ghayyur : Absolument. Pensons à la façon dont les sentiments antimusulmans, et plus précisément la discrimination contre les femmes identifiables, sont favorisés par un gouvernement. Le projet de loi 21 au Québec en est un très bon exemple, les musulmanes, en particulier, qui portent un hijab ou toute autre forme de vêtement considéré comme islamique, se faisant rejeter des espaces publics et des institutions publiques.

Si les gens au sommet, les titulaires de charge publique, agissent de cette façon, qu'attendez-vous des gens ordinaires lorsqu'il faut traiter les questions d'islamophobie? Lorsque nous excluons les femmes de ces espaces, cela a des répercussions sur l'ensemble de la population, qui exclut aussi certaines femmes, les cible et fait preuve de discrimination à leur endroit. Malheureusement, la réponse de notre gouvernement a été extrêmement décevante dans le contexte d'une loi raciste, anti-islamique, antisémite et, à bien des égards, anti-raciale, qui devrait être condamnée et abolie.

La présidente : Merci. Je voudrais juste faire quelques commentaires au sujet de quelques points. Donc, le nom du sujet de l'étude, l'islamophobie, va changer. Parce que quand on parle de phobie, on parle de peur de quelque chose. Donc, si on parle de peur des musulmans, cela ne règle pas les répercussions que

Muslims. When I proposed this study, I wanted to look at this issue, but I want the name of the study changed and it will be changed.

Ms. Fenyes, you raised the outrage that Canadians expressed when the Deputy Prime Minister Chrystia Freeland was verbally attacked. It happened to my colleagues too. You know, it was terrible. I was very upset, my children were very upset. I have two girls, when they saw the way the man was being so abusive toward her — there's no need for that kind of language and behaviour. His behaviour was very threatening. However, I have not seen that same kind of condemnation when a Muslim is verbally or physically assaulted from Canadian society, and I include politicians. We do get some thoughts and prayers, but I have not seen that condemnation across the board that we saw when Minister Freeland was attacked. I want to be very clear, I condemn that behaviour and I found it very disturbing.

The other thing I would like to ask you, the Council of Imams, what is your relationship with the police? I know that when we had that gentleman who was having mental health issues and was shot, I reached out to the police chief and had a long conversation with him and had a lot of questions of him. I want to know, are you called when something like this happens and what is your relationship with the police?

Mr. Mohamed: In most municipalities, we definitely have a connection with the police. Most of the Imams have a direct connection. When an incident happens, we usually try to go to the police and educate them — especially the new staff hired by the police in any of the regions — and give them feedback and some information about how to deal with Muslims. So, we do have a connection with most of the police regions, especially here in GTA, Peel Region, York Region and all other regions that are in the GTA here.

The kind of relationship that we have with the police is built over many years. I have been in the York Region for almost 15 years and I have a very good connection with the police in York Region and now in Peel Region. That relationship results in very quick responses to, for example, deradicalization or anti-Islamic hate, which is really common in different places. Also, they will call us to inform us so that we can talk to the committee and give them some comfort and some peace before they react to anything. So that kind of connection is really important, and very critical. If we don't have that connection, we definitely will be in a bad shape. I think Dr. Iqbal has something.

Dr. Al-Nadvi: Yeah, I can give you my own experience. I was an imam in Calgary, we invited the newly recruited police officers to visit our mosque, and we gave them one- to two-hour

cette peur a sur eux. Lorsque j'ai proposé cette étude, je voulais me pencher sur cette question, mais je veux que le nom de l'étude soit changé, et il le sera.

Madame Fenyes, vous avez soulevé l'indignation que les Canadiens ont exprimée lorsque la vice-première ministre Chrystia Freeland a été attaquée verbalement. C'est arrivé à mes collègues aussi. Vous savez, c'était terrible. J'étais très en colère, mes enfants étaient très en colère. J'ai deux filles, et elles ont vu à quel point cet homme a fait preuve de violence à son endroit. Ce genre de langage et de comportement n'est pas nécessaire. Son comportement était très menaçant. Cependant, je n'ai pas vu ce genre de condamnation lorsqu'un musulman est agressé verbalement ou physiquement par des membres de la société canadienne, et j'inclus les politiciens. Les gens nous offrent leurs pensées et leurs prières, mais je n'ai pas vu de condamnation généralisée comme celle de l'attaque subie par la ministre Freeland. Je veux être très claire, je condamne ce comportement et je l'ai trouvé très troublant.

J'aimerais aussi demander au Conseil canadien des imams quelle est sa relation avec la police. Je sais que dans le cas de cet homme qui souffrait de problèmes de santé mentale et qui a été abattu, j'ai communiqué avec le chef de police. J'ai eu une longue conversation avec lui et j'avais beaucoup de questions à lui poser. Je veux savoir si on vous appelle quand une telle situation se produit, et quelle est votre relation avec la police.

M. Mohamed : Dans la plupart des municipalités, nous avons certainement un lien avec la police. La plupart des imams ont un lien direct. Lorsqu'un incident se produit, nous essayons habituellement de nous adresser aux services de police et de faire leur éducation, — surtout auprès des nouvelles recrues qui sont embauchées dans les diverses régions — ainsi que de leur donner de la rétroaction et de l'information sur la façon de traiter avec les musulmans. Nous avons donc des liens avec la plupart des services de police des régions, surtout ici dans la région du Grand Toronto, dans la région de Peel, dans celle de York et dans toutes les autres régions autour du Grand Toronto.

La relation que nous entretenons avec la police remonte à loin. Je suis dans la région de York depuis près de 15 ans, et j'ai de très bons liens avec les services de police de cette région, et maintenant avec ceux de la région de Peel. Cette relation permet de réagir très rapidement, par exemple, à la déradicalisation ou à la haine anti-islamique, des choses qui sont vraiment courantes à différents endroits. De plus, on nous appelle pour nous informer, afin que nous puissions parler à la communauté et lui donner un peu de réconfort et de paix, avant qu'elle ne réagisse à quoi que ce soit. Ce genre de lien est donc très important et essentiel. Sans lui, nous serions certainement en mauvaise posture. Je pense que M. Iqbal a quelque chose à dire.

Dr Al-Nadvi : Oui, je peux vous parler de ma propre expérience. Quand j'étais imam à Calgary, nous avons invité les policiers nouvellement recrutés à visiter notre mosquée, et nous

sessions, with question and answer, and so on. And when I was a director of the Islamic Centre in Oakville, I did the same things. I think this kind of relation is really needed, so we invite and update them, or give them some kind of opportunity. But after 9/11 happened, it is mostly us who call them to try to establish a relationship with them. So, it is a limited kind of connection with them.

Another issue, actually, with Ontario, you made a very good point about the word, Islamophobia. I think it has its pros and cons. When we want to say Islamophobia, we are actually focusing that Muslims are supposed to be aware of this kind of fear. But if I see other points of view, you see that they are actually targeting us, or you are saying that we are Islamophobic, so if anything happens from us, it will be counted as Islamophobia. So, we do not have a specific solution, but some other name, I think, will be okay as well.

The Chair: Thank you. As the chair, I can take the liberty of asking a few extra questions. Dr. Malick, you raised the issue of what our children have to go through and before this panel we had a couple of teachers who made us aware of this. You opened our eyes to the multitude of issues that children are having and the very few resources available. It's often the children who are blamed. They hear things like, "Oh, well, you come from this country, and that's what it was like, and you're bringing that here," or, "you're a Muslim and you're reacting like that."

How do we help our children? I don't think the burden should totally be on the Muslim community and Muslim families. There has to be help available for them. We're Canadians, my children don't know any other life except Canada. They were born here, educated here, they're Canadians. And as such, as one witness said to us yesterday, "We're not asking for special privileges because we are Muslims, we're asking to be treated equally," and I think the same goes for our children.

If we saw other children that were having to live in fear, we would confront that fear. Why are we not confronting that fear when it comes to Muslim children? I know you're the wrong person I'm asking, but it's a question we should be asking of leadership. And as Mr. Ghayyur said, lack of leadership, we have seen it in when, at the Islamophobia Conference a year and a half ago, they decided they would appoint a special representative but nothing happened. All the recommendations that were made at that conference, nothing has been done.

leur avons donné des séances d'une à deux heures, avec questions et réponses, et ainsi de suite. J'ai fait la même chose quand j'étais directeur du Centre islamique d'Oakville. Je pense que ce genre de relations est vraiment nécessaire, alors nous les invitons et nous les tenons au courant, ou nous leur offrons des occasions. Toutefois, depuis le 11 septembre, c'est surtout nous qui les appelons pour essayer d'établir une relation avec eux. Il s'agit donc d'un lien limité.

Un autre problème, en fait, pour ce qui est de l'Ontario, vous avez soulevé un très bon point au sujet du terme « islamophobie ». Je pense qu'il a des avantages et des inconvénients. Lorsque nous utilisons le terme islamophobie, nous insistons sur le fait que les musulmans sont censés être conscients de ce genre de peur. Mais si j'examine d'autres points de vue, je constate que nous sommes ciblés, ou qu'on dit de nous que nous sommes islamophobes, donc si quelque chose se produit de notre côté, ce sera considéré comme de l'islamophobie. Il n'y a donc pas de solution spécifique, mais je pense qu'un autre terme pourrait convenir aussi.

La présidente : Merci. En tant que présidente, je peux me permettre de poser quelques questions supplémentaires. Docteur Malick, vous avez soulevé la question de ce que nos enfants doivent vivre et, devant ce groupe, nous avons entendu quelques enseignants qui nous ont aussi parlé de cela. Vous nous avez ouvert les yeux sur la multitude de problèmes que vivent les enfants et sur le peu de ressources disponibles. Ce sont souvent les enfants qui sont blâmés. Ils entendent des choses comme : « Vous venez de ce pays, où il se passait ceci et cela, et vous nous apportez ça ici », ou « Vous êtes musulman et vous réagissez comme ça ».

Comment pouvons-nous aider nos enfants? Je ne pense pas que le fardeau devrait reposer entièrement sur la communauté musulmane et les familles musulmanes. Il faut leur offrir de l'aide. Nous sommes Canadiens, mes enfants ne connaissent pas d'autre vie que la vie au Canada. Ils sont nés ici, ils ont fait leurs études ici, ils sont Canadiens. C'est pourquoi, comme un témoin nous l'a dit hier : « Nous ne demandons pas de priviléges spéciaux parce que nous sommes musulmans, nous demandons d'être traités de façon égale », et je pense qu'il en va de même pour nos enfants.

Si nous voyions d'autres enfants vivre dans la peur, nous essaierions de contrer cette peur. Pourquoi ne le faisons-nous pas lorsqu'il s'agit d'enfants musulmans? Je sais que vous n'êtes pas la bonne personne à qui demander cela, mais c'est une question que nous devrions adresser à nos dirigeants. Et comme M. Ghayyur l'a dit, nous avons constaté le manque de leadership lorsque, dans le cadre de la Conférence sur l'islamophobie, il y a un an et demi, il a été décidé de nommer un représentant spécial, mais rien ne s'est passé. Aucune des recommandations qui ont été faites à cette conférence n'a eu de suite.

Dr. Malick: I echo and agree with all of what you said. There is definitely an impact on the children and the youth. I am probably considered a third generation Muslim, and I still face that. I have walked through life with a hijab on, without a hijab on through my medical school training and beyond, and I have many of my colleagues who have done the same and yet they are treated as if we don't belong in the country that we were raised in.

Yes, it's heartbreak when you actually think about it. And when we think about it from a mental health perspective, the impacts of those isolating experiences and of being fearful for yourself and your own community are ones that are very hard to come back from. We have isolated Muslims for many years from being able to go into their mosques because of fear that there is surveillance, for fear that they will be called a terrorist. You could not approach your imam for many years. We actually have that fear among us, a fear of other community members because we were told to be suspicious of each other, right? And that was normalized and it is still normalized to some extent in the legal system. We really do have to be vigilant of these things.

And then we have this message coming from the Canadian system that's supposed to be us because we are Canadians, and then from the Muslim extremists. Also, we don't fit in with that system either, do we? So, we're isolated in our experience. Many youths feel that isolation, they feel caught between what these labels are — the label of being a terrorist or extremist, and then the label of being the "other" — and their identities are really shaken. Many of the youth and parents that I talk to, fear leaving a centre like Toronto or Montreal to live anywhere beyond where there are other Muslims because what they will encounter. I'm working at SickKids Hospital right now. It's no secret. In the media, you will see that this young 13-year-old boy from Bradford has been severely assaulted in what is likely an Islamophobic, anti-Muslim hate incident to the extent of hemorrhages in the individual's brain, a 13-year-old boy.

When we're talking about these things, I think exposure to Muslim's normalization of Muslims as being Canadians, yes, we can, you know, kind of say that. I agree with Brother Taha that this needs to be done. We need more exposure, but we also really need to think about why it is that still today — many hundreds of years later — "the Canadian" is still a white male. A Canadian is not an Indigenous person, a Canadian is not a Black person, the Canadian is a white male. Bill 21 is a great example of that because what are we saying? People who are allowed to teach our children are only people who look a certain way, or, only people who believe in certain ideals?

Dre Malick : Je suis d'accord avec tout ce que vous avez dit. Il y a certainement un impact sur les enfants et les jeunes. Je suis probablement considérée comme une musulmane de troisième génération, et je suis encore confrontée à ce genre de problèmes. J'ai vécu une partie de ma vie avec un hijab, et aussi sans hijab pendant ma formation en médecine et par la suite, et j'ai beaucoup de mes collègues qui ont fait la même chose, mais qui sont traitées comme si nous n'avions pas notre place dans le pays où nous avons grandi.

Oui, c'est déchirant quand on y pense. Et quand on y pense du point de vue de la santé mentale, les répercussions de ces expériences de l'isolement et de la peur pour soi-même et pour sa propre collectivité sont très difficiles à surmonter. Pendant de nombreuses années, les musulmans se sont empêchés de fréquenter leurs mosquées parce qu'ils craignaient qu'on les surveille, qu'on les traite de terroristes. Il n'était pas possible de s'approcher d'un imam pendant de nombreuses années. Nous entretenons en fait cette crainte parmi nous, une crainte des autres membres de la communauté parce qu'on nous a dit de nous méfier les uns des autres, n'est-ce pas? Cela a été normalisé et cela l'est encore dans une certaine mesure dans le système juridique. Nous devons vraiment être vigilants à cet égard.

Et puis nous avons ce message qui vient du système canadien, qui est censé nous représenter parce que nous sommes Canadiens, et ensuite des extrémistes musulmans. De plus, nous ne sommes pas non plus intégrés à ce système, n'est-ce pas? Nous sommes donc isolés par notre expérience. Beaucoup de jeunes ont l'impression d'être isolés, ils se sentent coincés entre ces étiquettes — l'étiquette de terroriste ou d'extrémiste, puis l'étiquette de « l'autre » — et leur identité est vraiment mise à mal. Bon nombre des jeunes et des parents à qui je parle ont peur de quitter un centre comme Toronto ou Montréal pour aller vivre ailleurs, là où il n'y a pas vraiment d'autres musulmans, parce qu'ils ne savent pas à quoi s'attendre. Je travaille actuellement à l'Hôpital pour enfants SickKids. Ce que je vais vous dire n'est pas un secret. Nous avons vu dans les médias ce jeune garçon de 13 ans de Bradford qui a été gravement agressé, dans ce qui est probablement un incident haineux islamophobe et antimusulman qui a eu pour conséquence une hémorragie cérébrale chez ce jeune de 13 ans.

À ce propos, je pense qu'on peut parler d'un plus grand nombre de contacts avec les musulmans et de la représentation des musulmans en tant que véritables Canadiens. Je suis d'accord avec Taha Ghayyur pour dire que cela doit être fait. Nous avons besoin d'un plus grand nombre de contacts, mais nous devons aussi nous demander pourquoi, encore aujourd'hui — plusieurs centaines d'années plus tard — « le Canadien » est toujours un homme blanc. Un Canadien n'est pas un Autochtone, un Canadien n'est pas un Noir, le Canadien est un homme blanc. Le projet de loi 21 en est un excellent exemple, car que disons-nous? Les gens qui ont le droit d'enseigner à nos enfants sont seulement ceux qui ont une certaine apparence, ou seulement des gens qui croient en certains idéaux?

I can only come at it from a mental health perspective, but I do see increased rates of depression and anxiety as well as trauma-based responses in the children I see. Parents are left not knowing who to turn to and medical and mental health institutions don't really know what to do. For many years, we didn't have an understanding of the impacts of these on communities. Now we understand that there are unique issues that plague Black communities, Indigenous communities, and that having medical systems that are targeted toward these communities is really important. It's also really important to be treated by an individual who understands your spiritual challenges, and to be able to access spiritually adaptive care and culturally adaptive care. I think that's the heart of it. People don't want to go see someone who is not going to understand, who is going to minimize what they've been through, or is going to question what it is that they've experienced, like this poor 13-year-old boy will likely have to do at SickKids right now.

The Chair: Thank you. I'm sorry, we're out of time. I spoke against Bill 21 in the Senate, I don't know if you're aware of it. When I said I was going to speak, I was taken aside and said by a colleague who said don't indulge in Quebec bashing. So, the issues, the problems, no matter where we are, they're there. And imams, do you follow what's happening in Ottawa, in Queen's Park, to find out who are your champions, those who are not, and then educate the public to ask the right questions because you have that power.

People come to the mosques, they listen to you, and you can educate them. I think we should be looking beyond party lines. The big problem I find is that we're sort of in this party and that party. No, you ask the right questions of everyone who comes to your door, regardless of their parties. You have a huge responsibility and a role, and I thank you for stepping forward.

Witnesses, I want to thank each and every one of you for your presentations, for taking the time to come here, your remarks today and having the patience to answer our questions. This will help us when we are ready to write this report. We are also learning and what we've heard as we've gone through Vancouver, Edmonton and Quebec is that we will have a special section on gendered Islamophobia because it is very difficult to be a Muslim woman who wears a hijab and it's even more difficult to be a Black Muslim woman who wears a hijab. So, I thank you. Senator Arnot, really briefly. We have one more panel. Thank you.

Senator Arnot: I just wanted to say that you didn't see it, but Heather Fenyes had a quick comment she wanted to make.

Ms. Fenyes: I can share it with you after.

Je peux seulement aborder la question du point de vue de la santé mentale, mais je constate une augmentation des taux de dépression et d'anxiété ainsi que des réactions traumatiques chez les enfants que je vois. Les parents ne savent pas vers qui se tourner et les établissements de santé et de santé mentale ne savent pas vraiment quoi faire. Pendant de nombreuses années, nous ne comprenions pas les répercussions de ces changements sur les communautés. Nous comprenons maintenant que des problèmes particuliers affligen les communautés noires et les communautés autochtones et qu'il est très important de disposer de systèmes médicaux adaptés à ces communautés. Il est également très important d'être traité par une personne qui comprend vos défis spirituels et d'avoir accès à des soins adaptés à la spiritualité et à la culture d'une personne. Je pense que c'est le cœur du problème. Les gens ne veulent pas aller voir quelqu'un qui ne comprendra pas, qui minimisera ou remettra en question ce qu'ils ont vécu, comme ce pauvre garçon de 13 ans devra probablement le faire à l'hôpital pour enfants.

La présidente : Merci. Je suis désolée, votre temps est écoulé. J'ai parlé contre le projet de loi 21 au Sénat, je ne sais pas si vous êtes au courant. Quand j'ai dit que j'allais prendre la parole, un collègue m'a pris à part et m'a demandé de ne pas dénigrer le Québec. Donc, peu importe où nous sommes, les problèmes sont là. Et je dirai aux imams de suivre ce qui se passe à Ottawa, à Queen's Park, pour savoir qui sont vos champions et qui ne le sont pas. Vous devez éduquer le public pour qu'il pose les bonnes questions parce que vous avez ce pouvoir.

Les gens viennent dans les mosquées, ils vous écoutent, et vous pouvez les éduquer. Je pense que nous devrions regarder au-delà des lignes de parti. Le gros problème, à mon avis, c'est que nous faisons partie de tel ou tel parti. Non, posez les bonnes questions à tous ceux qui se présentent à votre porte, peu importe leur parti. Vous avez une énorme responsabilité et un rôle à jouer, et je vous remercie de vous être manifestés.

Chers témoins, je tiens à remercier chacun d'entre vous pour vos exposés, pour avoir pris le temps de venir ici, pour vos observations et pour avoir eu la patience de répondre à nos questions. Cela nous aidera quand nous serons prêts à rédiger notre rapport. Nous sommes également dans un processus d'apprentissage et ce que nous avons entendu lors de notre passage à Vancouver, Edmonton et Québec nous a convaincus d'y inclure une section spéciale sur l'islamophobie sexospécifique parce qu'il est très difficile d'être une musulmane qui porte le hijab et encore plus difficile d'être une musulmane noire qui porte le hijab. Alors, je vous remercie. Sénateur Arnot, très brièvement. Nous avons un autre groupe de témoins. Merci.

Le sénateur Arnot : Je voulais simplement dire que vous ne l'avez pas remarqué, mais Heather Fenyes voulait faire un bref commentaire.

Mme Fenyes : Je pourrai vous en faire part plus tard.

The Chair: I would — yes. If you —

Ms. Fenyes: After?

The Chair: If you can be really brief, 30 seconds?

Ms. Fenyes: Yes.

The Chair: Otherwise, afterwards.

Ms. Fenyes: You said something powerful. You said lack of leadership, and it really got me thinking. This is a problem that starts at the top and is interwoven into everything. I'm not a Muslim woman, I'm not wearing a hijab, but this is personal to me too, and the woman who spoke on the panel before who said enough of this, we have committees, we have conversations, the fact that Chrystia Freeland —and that's why I brought it up — was attacked. I hear you implicitly. The response was disproportionate, but that is a full example of from the top down, something is very, very sick and that's why I beg of this committee that we not be sitting here just having an opportunity to be heard but be part of some fundamental change. I think I speak on behalf of all of us that we will be available in any way possible to help make that change happen and move the conversation to action. Thank you so much.

The Chair: Thank you.

Dr. Al-Nadvi: Madam, if you allow me, 10 seconds only.

The Chair: Yes.

Dr. Al-Nadvi: One very important point.

The Chair: Yes, please. Really 10 seconds.

Dr. Al-Nadvi: Our kids — a new phenomenon is emerging. They are declaring that they're atheist and the reason behind it when they are bombarded with many questions, they say we are not Muslim. So, atheism is not a choice, but like a kind of evasion.

The Chair: Thank you. Everything that we heard today, we have our two very capable analysts sitting here. We have the clerk, you have me, you have the senators, everything. We are all writing notes because everything that is said leads us to another layer. It's like I have picked up an onion, peeled the first layer, and there is another layer, then another layer, and another. So, we're constantly learning, evolving, and this report — we'll probably continue this study until December — will be released in spring. I will try to make sure that it's noticed. There are times when what we do get noticed, times when things get buried, and we will be having very strong recommendations.

La présidente : Je le ferais. Si vous...

Mme Fenyes : Plus tard?

La présidente : Pouvez-vous être très brève et prendre 30 secondes?

Mme Fenyes : Oui.

La présidente : Sinon, après.

Mme Fenyes : Vous avez dit quelque chose de puissant. Vous avez parlé d'un manque de leadership, et cela m'a vraiment fait réfléchir. C'est un problème qui commence au sommet et qui est imbriqué dans tout. Je ne suis pas musulmane, je ne porte pas de hidjab, mais c'est quelque chose qui me touche personnellement. La femme qui a pris la parole avant moi a dit que cela a assez duré, nous avons des comités, nous avons des conversations, le fait que Chrystia Freeland — et c'est pourquoi j'ai soulevé la question — a été attaquée. Je vous entends implicitement. La réponse a été disproportionnée, mais c'est un bon exemple de ce qui se passe de haut en bas. Il y a quelque chose de très, très malsain, et c'est pourquoi je supplie ce comité de ne pas seulement nous donner l'occasion d'être entendus, mais de faire partie d'un changement fondamental. Je pense que je parle au nom de nous tous en disant que nous serons disponibles de toutes les façons possibles pour contribuer à ce changement et de passer des paroles à l'action. Merci beaucoup.

La présidente : Merci.

Dr Al-Nadvi : Madame, si vous me le permettez, 10 secondes seulement.

La présidente : Oui.

Dr Al-Nadvi : Un point très important.

La présidente : Oui, allez-y. Vous disposez de seulement 10 secondes.

Dr Al-Nadvi : Nos enfants — un nouveau phénomène est en train d'émerger. Ils déclarent qu'ils sont athées et la raison pour laquelle ils sont bombardés de questions, ils disent que nous ne sommes pas musulmans. Donc, l'athéisme n'est pas un choix, mais une sorte d'évasion.

La présidente : Merci. Tout ce que nous avons entendu aujourd'hui, deux analystes très compétents sont parmi nous. Le greffier, les sénateurs et moi sommes de la partie, et ainsi de suite. Nous rédigeons tous des notes parce que tout ce qui est dit nous amène à un autre niveau. C'est comme si j'avais pelé un oignon et trouvé une succession de couches. Nous apprenons constamment, nous évoluons, et ce rapport — nous allons probablement poursuivre cette étude jusqu'en décembre — sera publié au printemps. Je vais essayer de m'assurer qu'il soit remarqué. Parfois nos efforts ont des échos, parfois les choses sont enterrées, et nous aurons des recommandations très fermes.

The committee sits Mondays from 5:00 to 7:00 p.m. and we are broadcast live, so if anyone is interested. We're not sitting this coming Monday because we've been travelling all over and I think the analysts and the staff need a break. Thank you very much.

We're now going to hear from our third panel of witnesses, or in this case witness. I want to thank you, Mr. Furqan Abbassi, I know you've travelled a bit of a distance, so I want to thank you for taking the time to appear before us. You're from Soul Brothers Pakistan, and you're a member and an entrepreneur, so I will turn over to you and if you can keep your remarks to about six or seven minutes, and then the senators will have questions. Thank you.

Furqan Abbassi, Member and Entrepreneur, Soul Brothers Pakistan: Thank you. Good afternoon. I am here representing Soul Brothers Pakistan, a not-for-profit organization. I would like to start off by saying thank you to the organizers for inviting me to speak on Islamophobia today.

The word "Islamophobia" has, unfortunately, become a more prominent, now widely accepted term in today's modern world. Why does this word even exist? It corrupts the true perception and distorts the identity of a religion that represents peace, equality, and compassion toward others.

How can we allow such terms to become embedded within the mainstream vocabulary? It takes away from any religion's core belief of peace and respect toward fellow human beings of every religion.

I would like to highlight the impact on Canadian Muslim women since the introduction of the term "Islamophobia." As you may already be aware, most Muslim women identify themselves by covering their head with a scarf. Ever since mainstream media has normalized the use of the term Islamophobia, there has been a significant increase in discrimination, as well as physical attacks on Muslim women.

Our media needs to do a better job in representing the true ideals of the Islamic religion by replacing the fearful representation of the religion, as well as the false religious practice of oppressing women that has been successfully implanted in the public's popular perception of Islam and its followers.

We need to see more news anchors, commercials and social media advertisements that have a Muslim family, or a Muslim woman included who will not hesitate to wear a headscarf and face losing their job. News stories either refer to violations of women's rights or use their image, especially when wearing religious clothing, to illustrate views framing Islam as a problem. In general, Muslims are portrayed negatively in Western media, and sometimes with hostility.

Le comité siège les lundis, de 17 heures à 19 heures, et nous sommes diffusés en direct, alors si cela vous intéresse. Nous ne siégerons pas lundi prochain parce que nous avons beaucoup voyagé et je pense que les analystes et le personnel ont besoin d'une pause. Merci beaucoup.

Nous allons maintenant passer à notre troisième groupe de témoins. Je tiens à vous remercier, monsieur Furqan Abbassi. Je sais que vous venez de loin, et je tiens à vous remercier d'avoir pris le temps de comparaître devant nous. Vous représentez le groupe Soul Brothers Pakistan; vous en êtes membre et vous êtes entrepreneur. Je vous cède donc la parole. Je vous demanderais de limiter vos observations à six ou sept minutes, après quoi les sénateurs vous poseront des questions. Merci.

Furqan Abbassi, membre et entrepreneur, Soul Brothers Pakistan : Merci. Bonjour. Je représente Soul Brothers Pakistan, un organisme sans but lucratif. J'aimerais commencer par remercier les organisateurs de m'avoir invité à parler d'islamophobie aujourd'hui.

Le mot « islamophobie » est malheureusement devenu un terme plus important et largement accepté aujourd'hui. Pourquoi ce mot existe-t-il? Il corrompt la véritable perception et déforme l'identité d'une religion qui représente la paix, l'égalité et la compassion envers les autres.

Comment pouvons-nous permettre que de tels termes s'inscrivent dans le vocabulaire courant? Il porte atteinte à la croyance fondamentale de cette religion en la paix et le respect des autres êtres humains de toutes confessions.

J'aimerais souligner les répercussions sur les femmes musulmanes canadiennes depuis l'introduction du terme « islamophobie ». Comme vous le savez peut-être déjà, la plupart des musulmanes s'identifient en couvrant leur tête d'un foulard. Depuis que les médias grand public ont normalisé l'utilisation du terme islamophobie, la discrimination et les agressions physiques à l'encontre des femmes musulmanes ont sérieusement augmenté.

Nos médias doivent mieux représenter les véritables idéaux de la religion islamique en remplaçant la représentation effrayante de la religion, ainsi que la fausse idée que cette religion opprime les femmes, laquelle idée a été implantée dans la perception du public de l'Islam et de ses adeptes.

Nous avons besoin de plus de chefs d'antenne, de réclames et de publicités dans les médias sociaux qui représentent une famille musulmane, ou une musulmane n'hésitant pas à porter un foulard au risque de perdre son emploi. Les nouvelles font référence à des violations des droits des femmes ou utilisent leur image, surtout lorsqu'elles portent des vêtements religieux, pour présenter l'islam comme un problème. En général, les médias occidentaux présentent une image négative et parfois hostile des musulmans.

When we look at the workforce market, Muslim women not only face Islamophobia but also gender discrimination and ethnic discrimination. These discriminatory factors are mainly triggered due to the way Muslim women choose to cover her head and body.

Within this discrimination, there are different factors that add to the level of judgment based on the type of religious attire a woman might be wearing. A lot of us are familiar with the hijab, which is the head covering done with a scarf. This might be more socially acceptable to some Canadians. However, if the same woman is wearing the burka, which is the head-to-toe long gown, she is suddenly perceived to be dangerous or more oppressed than the women wearing just a head scarf.

At the moment, Quebec has Bill 21 in place that bans religious symbols in the workplace. Those affected are mainly women wearing head coverings from different religions. Muslims are affected heavily by this ban as well. Once again, Muslim women wearing head coverings were removed from their workplaces. Now in Quebec, but the fear is so close to home about which province will it be in next.

I have had the opportunity to be welcomed into Canada and call it my home. I have established a business here and had the opportunity to create jobs for other Canadians and be a part of the economic growth. Along my journey, I have employed people of every faith, gender and country, and it saddens me at the same time to hear of the struggle Muslim women have in finding employment.

It is sad that I, as a father, have had a talk to my kids about Islamophobia and had to prepare them from a young age to be able to protect themselves. What if one day my daughter chooses to wear a scarf? How do I prepare my daughter who wants to be a doctor, lawyer or a politician like yourself, to be able to overcome additional obstacles, hardships and even discrimination in order to pursue her dreams? That one day she will have to choose between her religion or her career. We came to Canada, called it home, because of its diversity and freedom of rights.

Islam has a very clear message of peace for all humanity. The world stays silent when it comes to defending the freedom of speech for Islam and Muslims. The Muslim world still talks about peace rather than vengeance. As Canadians are considered to be the civilized nations; does it sound civilized to make fun of someone's religion?

Thank you for listening and I look forward to helping change.

Sur le marché du travail, les musulmanes sont confrontées non seulement à l'islamophobie, mais aussi à la discrimination sexuelle et ethnique. Ces facteurs discriminatoires sont principalement dus à la façon dont les musulmanes choisissent de se couvrir la tête et le corps.

Dans le cadre de cette discrimination, différents facteurs s'ajoutent en fonction du type de tenue religieuse qu'une femme peut porter. Nous sommes nombreux à connaître le hidjab, qui est un foulard couvrant la tête. Cela pourrait être plus acceptable sur le plan social pour certains Canadiens. Cependant, si la même femme porte la burqa, une robe longue qui va de la tête aux pieds, elle est soudainement perçue comme dangereuse ou plus opprimée que les femmes qui ne portent qu'un foulard.

À l'heure actuelle, le Québec a une loi 21 qui interdit les symboles religieux en milieu de travail. Les personnes touchées sont principalement des femmes de différentes religions qui portent un couvre-chef. Les musulmans sont également durement touchés par cette interdiction. Une fois de plus, des femmes musulmanes portant un couvre-chef ont été renvoyées de leur lieu de travail. C'est ce qui se passe au Québec à l'heure actuelle, mais il existe de sérieuses craintes quant à savoir quelle province sera la prochaine à agir ainsi.

J'ai eu la chance d'être accueilli au Canada et de m'y sentir chez moi. J'ai fondé une entreprise ici et j'ai eu l'occasion de créer des emplois pour d'autres Canadiens et de participer à la croissance économique. Tout au long de mon parcours, j'ai employé des personnes de toutes les confessions, de tous les sexes et de tous les pays, et cela m'attriste d'entendre parler de la difficulté qu'ont les femmes musulmanes à trouver un emploi.

Il est triste de constater qu'en tant que père, j'ai dû parler à mes enfants de l'islamophobie et les préparer à se protéger dès leur jeune âge. Que faire si un jour ma fille choisit de porter un foulard? Comment puis-je préparer ma fille à surmonter des obstacles supplémentaires, des difficultés et même de la discrimination pour réaliser ses rêves, si elle veut devenir médecin, avocate ou politique comme vous? Un jour, elle devra choisir entre sa religion et sa carrière. Nous sommes venus au Canada, ce pays est devenu notre foyer en raison de sa diversité, de ses droits et de sa liberté.

L'islam a un message très clair de paix pour toute l'humanité. Le monde reste silencieux lorsqu'il s'agit de défendre la liberté d'expression de l'islam et des musulmans. Le monde musulman parle encore de paix plutôt que de vengeance. Le Canada est perçu comme pays civilisé; est-il civilisé de se moquer de la religion d'une personne?

Merci de m'avoir écouté, et j'ai hâte de contribuer au changement.

The Chair: Thank you very much, Mr. Abbassi, and it's very telling that as you speak of your child, that she might want to wear a hijab and the fear in your heart. As a Muslim, as anyone, one should not be afraid when their child wants to dress in a certain way. That's a fundamental right that every Canadian has, that you dress as you choose. And, you know, it's good to get emotional because these are emotional issues we're talking about. Thank you. So, I will turn to Senator Oh for questions. You have no questions? Thank you. Senator Gerba.

Senator Gerba: Thank you, Madam Chair. It is emotional. Being an entrepreneur myself, I have to face those kinds of scares. One day, my daughter told me, "Mom, you don't have to wear a scarf to go to business. No one will buy from you, you cannot convince someone to buy your stuff if you are wearing something," so I can understand. Just a comment.

The Chair: Thank you. Yes, would you like to respond? Because we both raised the issue of emotions being tied as Muslim women. Senator Gerba and myself, we understand you and your fear for your children.

Mr. Abbassi: When I was preparing this speech, when I was invited to come to this event, Islamophobia is such a point of factors for every Muslim that we go through. So, I was overwhelmed by what to say, how to say it, what areas to cover. Fortunately, I'm surrounded by a lot of females, my daughter, my wife, my staff. I'm in the health and beauty business. So, when I reached out to them and everyone in my community, and asked them, "what is Islamophobia to you," or, what they felt it is. And women's issue was the biggest issue, the hijab. My wife fears wearing it, sometimes. She has made comments like, "Can I travel on TTC and wear hijab? How will people look at me? What will I go through?"

Muslim females, they wear hijab and some of them told me that they have thought about going to an interview without their head scarf covering, that they have thought about applying somewhere and not wearing a face scarf for three months, until after the probation period is over, so they can continue to have a job. That's how bad it has become for them.

It's emotional because, yes, I hear other people talk about their rights, but to have this conversation with my daughter, when she'll say to me, "So, Dad, what do I do? Do I practise my religion? Do I give that up or do I give up my passion?" The reason we chose to come to Canada and call it home is because

La présidente : Merci beaucoup, monsieur Abbassi. Il est très révélateur que vous parliez de votre enfant, du fait qu'elle pourrait vouloir porter un hidjab et de la peur qui vous habite. Comme musulman, comme tout le monde, on ne devrait pas avoir peur lorsque son enfant veut s'habiller d'une certaine façon. Tous les Canadiens ont le droit fondamental de s'habiller comme bon leur semble. Et, vous savez, c'est bien de se laisser aller à l'émotion parce que ce sont des questions émotionnelles dont nous parlons. Merci. Je vais donc demander au sénateur Oh de poser des questions. Vous n'avez pas de questions? Merci. Sénatrice Gerba.

La sénatrice Gerba : Merci, madame la présidente. C'est émotionnel. Étant moi-même entrepreneure, je dois faire face à ce genre de craintes. Un jour, ma fille m'a dit : « Maman, tu n'as pas besoin de porter un foulard pour te rendre à ton commerce. Personne n'achètera tes marchandises, tu ne pourras convaincre les gens de les acheter, si tu portes cela », alors je peux comprendre. C'est seulement un commentaire.

La présidente : Merci. Oui, voulez-vous répondre? Parce que nous avons tous deux soulevé la question des émotions liées à titre de femmes musulmanes. La sénatrice Gerba et moi vous comprenons et nous comprenons votre crainte pour vos enfants.

M. Abbassi : Lorsque j'ai préparé ce discours, lorsque j'ai été invité à participer à cet événement, l'islamophobie est un facteur très important pour chaque musulman qui en fait l'expérience. J'étais donc déconcerté par ce que je devais dire, comment le dire et quels domaines couvrir. Heureusement, je suis entouré de beaucoup de femmes : ma fille, mon épouse, mon personnel. Je travaille dans le domaine de la santé et de la beauté. Alors, je leur ai demandé, ainsi qu'à tous les membres de ma communauté, « comment voyez-vous l'islamophobie, comment la percevez-vous? » Et ils m'ont dit que les questions les plus importantes pour eux étaient les femmes et le hidjab. Ma femme a parfois peur de le porter. Elle a dit des choses comme : « Puis-je prendre le transport en commun et porter le hidjab? Comment les gens me regarderont-ils? Que vais-je subir? »

Les femmes musulmanes portent le hidjab; certaines d'entre elles m'ont dit qu'elles avaient pensé à se présenter à une entrevue sans porter de foulard, qu'elles avaient pensé à poser leur candidature quelque part et ne pas porter de foulard pendant trois mois, jusqu'à la fin de la période d'essai, pour pouvoir conserver leur emploi. C'est dire à quel point la situation est devenue difficile pour elles.

C'est émotionnel parce que, oui, j'entends d'autres personnes parler de leurs droits, mais d'avoir cette conversation avec ma fille, quand elle me dira : « Alors, papa, qu'est-ce que je fais? Est-ce que je pratique ma religion? Est-ce que je renonce à cela ou à ma passion? » La diversité est la raison pour laquelle nous

of diversity. We were told that we would have freedom of rights, religion and speech, but it feels like hate speech is being hidden behind the freedom of speech clause when they say, we have the freedom say what we want.

As immigrants, when we come to this country, we are very considerate of the people living here for generations. We try to adapt their cultures, tradition, and introduce our tradition and culture in our household, so we don't feel ashamed in public.

Madam Chair, I remember that in the previous panel, you brought up the issue of should we change the word "Islamophobia." Islamophobia means being afraid of the religion. At a young age growing up in North America, I had a nickname because people couldn't pronounce my name as Furqan. So, I said Frank to make it easier for people to go by. And going through it, I realized this was not okay to go through this.

Now, Islamophobia means afraid of Islam. The moment I'm Canadian, and I'm Frank, I'm enjoying and I'm living, I'm drinking, everything is fine, everyone is okay with me, there are no issues. But the moment I become Furqan, where I practise my religion five times a day, if I say *Bismillah Rahamani Raheem*, people look at me and say, "Oh, what happened to you? Are you okay? Are you going through a situation? Are you going through a problem?" I said no, I'm a practising Muslim. But I am like an alien within that society because I became Furqan from Frank.

So, the issue is not the Muslims, it's Islam itself. People are afraid of it, the Islam word itself, like, "Okay, are we going to get hit with Sharia laws," and so on, and so on, which is a right to me. Being a Muslim and practising for years, I am not aware of detailed Sharia laws as some non-Muslim are. They ask me, "Did you know about this?" I'm, like, this is taken out of context. We don't live in those times. So, obviously, that doesn't apply nowadays, right? But it's people finding reasons to attack us.

What, as Muslims, do we find? I would like to share a story that a staff member of mine shared with me recently. She comes from a European background and has been employed with us for over 10 years. When she started her employment, people approached her and said, "How can you work with Muslims? They will oppress you and take advantage of you." She was nervous starting her career with us, but soon fell in love with us. She learned a lot about our religion and our culture and said how similar we are.

avons choisi de venir au Canada et d'en faire notre foyer. On nous a dit que nous aurions des droits et la liberté de religion et de parole, mais on a l'impression que les discours haineux sont cachés derrière la disposition sur la liberté d'expression qui nous permet de dire ce que nous voulons.

Lorsque nous arrivons dans ce pays comme immigrants, nous sommes très respectueux des personnes qui vivent ici depuis des générations. Nous essayons d'adopter leur culture, leurs traditions, et d'introduire nos traditions et notre culture dans notre foyer, afin de ne pas avoir honte en public.

Madame la présidente, je me souviens que vous avez demandé au groupe de témoins précédent si le mot « islamophobie » devrait être changé. L'islamophobie, c'est avoir peur de la religion. Enfant grandissant en Amérique du Nord, j'avais un surnom parce que les gens ne pouvaient pas prononcer mon nom Furqan. Je me suis donc donné le nom de Frank pour que ce soit plus facile pour les gens. Et en y repensant, je réalise que c'était la mauvaise chose à faire.

Aujourd'hui, le mot islamophobie signifie peur de l'islam. Tant que je me présente comme Canadien, que je m'appelle Frank, je profite de la vie, je bois, tout va bien, tout le monde m'accepte, il n'y a pas de problème. Mais dès que je deviens Furqan et que je pratique ma religion cinq fois par jour, si je dis *Bismillah Rahamani Raheem*, les gens me regardent et me disent : « Oh, qu'est-ce qui vous est arrivé? Est-ce que ça va? Êtes-vous en train de vivre une situation? Avez-vous un problème? » Je leur dis que je n'ai pas de problème, que je suis un musulman pratiquant. Mais je suis comme un extraterrestre dans cette société parce que mon nom est passé de Frank à Furqan.

Donc, le problème n'est pas les musulmans, c'est l'islam lui-même. Les gens ont peur de cela, le mot islam lui-même, comme « D'accord, allons-nous être frappés par la charia? », et ainsi de suite, ce qui est un droit pour moi. Étant musulman et pratiquant depuis des années, je ne suis pas au courant des lois particulières de la charia, contrairement à certains non-musulmans. Ils me demandent : « Êtiez-vous au courant de cela? » Je pense que c'est pris hors contexte. Nous ne vivons pas à cette époque. De toute évidence, cela ne s'applique pas de nos jours, n'est-ce pas? Mais les gens trouvent des prétextes pour nous attaquer.

Que vivons-nous à titre de musulmans? Je voudrais partager une histoire que l'une de mes employées m'a racontée récemment. Elle est d'origine européenne et travaille pour nous depuis plus de 10 ans. Lorsqu'elle a commencé son emploi, les gens l'ont approchée et lui ont demandé : « Comment pouvez-vous travailler avec les musulmans? Ils vont vous opprimer et profiter de vous. » Elle était nerveuse au début de sa carrière avec nous, mais elle est vite tombée amoureuse de nous. Elle a appris beaucoup de choses sur notre religion et notre culture, et a dit à quel point elle pense que nous sommes semblables.

Every year during Ramadan, I host an Iftar night in my house to gather all the politicians, all the non-Muslims to come to my house and see what we do, how we fast, and what our traditions are. And we're normal people, we had dreams to come to this country and be successful. I'm a perfect example. I've gone through hardship and this country opened its arms to me and made me successful. I am part of the Canadian dream. I have businesses, a beautiful wife and kids, a great education, a great house, and I'm loved in my community of Bradford. But I don't want my kids to go through a situation where they have to tell me, "Dad, I didn't get this because I think I'm Muslim," or, because of this reason, or that reason. So, I think we should start by acknowledging the issue and accepting there is an issue, and not to weigh down the different departments by saying, "Okay, why doesn't the education department deal with it?"

But how can we fix this problem? As we have sexual harassment, harassment policies in workplaces, this is something we should identify, and we have. One of my store staff, they are Muslim, they wear hijab at the front desk and my wife was afraid. She's like, "How will customers react?" I had a staff member who was wearing a hijab and a customer come in, in Toronto. [Technical difficulties] But one of my staff made a comment by saying, "Oh, of course, they're going to hire their own kind," or "Oh, there's more of you now," because there's more than one Muslim person there. What do I do, right? So, what we did was we reached out to HR company, tried to get Islamophobia, some video about it to educate them about Islamophobia, how these types of comments are not okay. So, a solution would be where are people hugely impacted? You know, either home or workplace is where the people spend most of their time.

The Chair: Thank you. Senator Arnot, do you have a question or a comment?

Senator Arnot: Thank you, Madam Chair. I just have a comment. Thank you for coming, Mr. Abbassi. I really appreciate your passion, your emotion, and these are questions that are deeply held and there aren't easy answers, obviously. But we hope that the recommendations of this panel will lead to the recognition that everyone has rights in this country, and that everyone has a responsibility to respect their fellow citizens.

It's a fundamental responsibility of Canadian citizenship and it has to play out in a much different and better way in the future because we have to live up to what we have, which is a recipe for harmony in our Charter of Rights and Freedoms, in our mechanisms of government, and we are not at that stage yet. This

Chaque année, pendant le ramadan, j'organise une soirée d'iftar dans ma maison pour réunir tous les politiciens, tous les non-musulmans qui viennent chez moi pour voir ce que nous faisons, comment nous jeûnons et quelles sont nos traditions. Et nous sommes des gens normaux, nous rêvions de venir dans ce pays et de réussir. Je suis un exemple parfait. J'ai vécu des difficultés et ce pays m'a ouvert les bras et m'a permis de réussir. Je fais partie du rêve canadien. J'ai des entreprises, une belle femme et des enfants magnifiques, une excellente éducation, une belle maison, et je suis aimé dans ma collectivité de Bradford. Mais je ne veux pas que mes enfants vivent une situation où ils doivent me dire : « Papa, je n'ai pas obtenu ceci ou cela parce que je suis musulman » ou pour telle ou telle raison. Je pense donc que nous devrions commencer par reconnaître le problème et accepter qu'il existe, et non pas alourdir le fardeau des différents ministères en disant : « Très bien, pourquoi le ministère de l'Éducation ne s'en occupe-t-il pas? »

Mais comment pouvons-nous régler ce problème? Comme nous avons des politiques sur le harcèlement sexuel et le harcèlement en milieu de travail, c'est quelque chose que nous devrions cerner, et nous l'avons fait. Une employée qui travaille à la réception dans mon magasin est musulmane et elle porte le hidjab. Ma femme avait peur et elle se demandait de quelle façon les clients allaient réagir. Une de mes employées portait un hidjab et un client est entré dans le magasin, à Toronto. [Difficultés techniques] Mais l'un de mes employés a dit : « Oh, bien sûr, ils vont embaucher leurs propres gens » ou « Oh, vous êtes plus nombreux maintenant », parce qu'ils sont en présence de plus d'une personne musulmane. Comment devrais-je réagir? Nous avons donc contacté une société de ressources humaines, nous avons essayé d'obtenir une vidéo sur l'islamophobie, pour sensibiliser ces gens à l'islamophobie et leur expliquer que ce type de commentaires n'est pas acceptable. La solution serait donc de savoir où les gens sont le plus touchés. Vous savez, c'est à la maison ou au travail que les gens passent le plus clair de leur temps.

La présidente : Merci. Sénateur Arnot, avez-vous une question ou un commentaire?

Le sénateur Arnot : Merci, madame la présidente. Je n'ai qu'un commentaire. Merci d'être venu, monsieur Abbassi. J'apprécie vraiment votre passion, votre émotion, et ce sont des questions qui tiennent beaucoup à cœur et auxquelles il n'y a pas de réponses faciles, évidemment. Mais nous espérons que les recommandations de ce comité permettront de reconnaître que tout le monde a des droits dans ce pays et que tout le monde a la responsabilité de respecter ses concitoyens.

Il s'agit d'une responsabilité fondamentale de la citoyenneté canadienne et elle doit se manifester d'une manière bien différente et préférable à l'avenir parce que nous devons être à la hauteur de ce que nous avons, c'est-à-dire une recette pour l'harmonie dans notre Charte des droits et libertés, dans nos

will not happen by wishful thinking or osmosis; there has to be intentional and explicit policies, programs, and engagement of governments at the federal, provincial and municipal levels, in my opinion.

So, thank you for giving us this information, and I appreciate what you're saying, and I appreciate you taking the time to come here today to tell us what we need to know. Thank you.

The Chair: Thank you. You raised an important issue about names and that's something that has been briefly mentioned, but we will be exploring it further. I would like to explore this further because it's from my own personal experience. My daughter graduated as a lawyer, had a hard time finding work and was told to change her name.

You know, Ataullajhan is hard, and then I named her Shaanzéh, which makes it even worse. I apologized to her profusely and she said, "No, I'm not comfortable working in a place where they want me to change my name. They have to accept me for what I am." So, thank you, you've raised an important issue and I want to thank you and the next Ramadan, when you have the Iftar, I think you've got a few senators you need to invite.

Mr. Abbassi: Definitely. And the thing is, the issue again with Islamophobia that comes out whenever we feel isolated, and we love opening our doors, and we are a great community in Bradford. We would love for you guys to come down, get together, and see how we get along. And I agree with the last panel — what responsibility do we have as Muslims to introduce our culture and religion just as Islamic Heritage Month. It's a great month. We have that and we can start talking about it, do our part, and I feel like that's why some of us Muslims fail by not doing our part. We have to struggle as Muslims, struggle to get the point to move forward, and I would love to have you guys at our next Ramadan and try some Pakistani spicy food and see how it goes.

Hopefully, this community grows, and I just want to leave with one thought. After the research and this study, please, let's ask ourselves why we are doing this. You mentioned an incident where people said we will take actions, we will do something, but nothing was done, and I think it's time now to start to talk about it as internationally people who are being pushed down, are speaking up now. So, I think it's time now, as we recognize it, accept it, apologize for it so we can all move forward, and

mécanismes de gouvernement, et nous n'en sommes pas encore là. Cela ne se fera pas par vœux pieux ou par osmose; il faut qu'il y ait des politiques, des programmes et un engagement intentionnel et explicite des gouvernements aux niveaux fédéral, provincial et municipal, à mon avis.

Je vous remercie donc de nous avoir fourni cette information. Je vous suis reconnaissant de ce que vous dites et d'avoir pris le temps de venir ici aujourd'hui pour nous dire ce que nous devons savoir. Merci.

La présidente : Merci. Vous avez soulevé une question importante au sujet des noms, et on en a parlé brièvement, mais nous allons approfondir la question. J'aimerais approfondir cette question, car elle découle de mon expérience personnelle. Ma fille a obtenu son diplôme d'avocat, a eu de la difficulté à trouver un emploi et on lui a dit de changer de nom.

Vous savez, Ataullajhan est difficile à prononcer, puis je l'ai nommée Shaanzéh, ce qui empire les choses. Je lui ai présenté de nombreuses excuses et elle m'a dit : « Non, je ne suis pas à l'aise de travailler dans un endroit où on veut que je change de nom. On doit m'accepter pour ce que je suis. » Donc, merci, vous avez soulevé une question importante et je tiens à vous remercier. Je crois que vous devriez inviter quelques sénateurs lors du prochain ramadan, à l'occasion de votre iftar.

M. Abbassi : Certainement. Encore une fois, le problème avec l'islamophobie qui surgit chaque fois que nous nous sentons isolés, et nous aimons ouvrir nos portes, et nous sommes une communauté formidable à Bradford. Nous aimerais que vous vous joigniez à nous pour voir comment nous nous entendons. Et je suis d'accord avec le dernier groupe de témoins — comme musulmans, nous avons la responsabilité de présenter notre culture et notre religion à l'occasion du Mois du patrimoine islamique. C'est un excellent mois. Nous avons cela et nous pouvons commencer à en parler, à faire notre part, et j'ai l'impression que c'est la raison pour laquelle certains d'entre nous, musulmans, échouent en ne faisant pas notre part. Nous devons lutter à titre de musulmans pour arriver à un point où nous pouvons aller de l'avant, et j'adorerais vous inviter à notre prochain ramadan pour goûter de la nourriture épicee pakistanaise et voir comment cela se passe.

J'espère que cette communauté grandira, et j'aimerais terminer sur une pensée. À la suite de cette recherche et de cette étude, nous devrions nous demander pourquoi nous faisons cela. Vous avez parlé d'un incident où des gens ont dit que nous allions prendre des mesures et agir, mais rien n'a été fait, et je pense qu'il est temps de commencer à en parler, car des gens opprimés s'expriment maintenant à l'échelle internationale. Alors, je crois que le temps est venu de le reconnaître, de l'accepter, de s'en

everyone be equal. This is one thing that, internationally, people see Canada as the most socialized, fair country that accepts everyone, and that's great. So, that's my dream to see that one day.

The Chair: Thank you.

Mr. Abbassi: Okay.

The Chair: Thank you very much, and I want to thank you for your testimony. You know, it will go a long way in helping us as we write the report. If you feel there's anything you missed and that you would like to add, please feel free to send a written submission to the committee clerk. I know you travelled a long way, thank you for that.

Mr. Abbassi: Thank you for the opportunity.

The Chair: Yes. And senators, we will adjourn the meeting and we'll reconvene tomorrow morning at 9:00. Thank you very much.

(The committee adjourned.)

excuser pour que nous puissions tous aller de l'avant, et que tout le monde soit égal. À l'échelle internationale, les gens voient le Canada comme le pays le plus socialisé, le plus juste, celui qui est ouvert à tout le monde, et c'est formidable. Mon rêve est de voir cela se réaliser un jour.

La présidente : Merci.

M. Abbassi : Très bien.

La présidente : Merci beaucoup. Je tiens à vous remercier de votre témoignage. Vous savez, cela nous aidera beaucoup lorsque nous rédigerons le rapport. N'hésitez pas à envoyer une communication écrite au greffier du comité si vous désirez ajouter quelque chose que vous avez peut-être oublié. Je sais que vous avez fait un long voyage, merci.

M. Abbassi : Je vous remercie de me donner l'occasion de m'exprimer.

La présidente : Oui. Honorables sénateurs, nous allons lever la séance et nous reprendrons demain matin à 9 heures. Merci beaucoup.

(La séance est levée.)
